

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE
SUR LA
SUPPRESSION DU DUEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

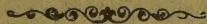
Présentée et soutenue le lundi 5 juin 1899 à 10 heures

PAR

Léon de MONTESQUIOU

Président : M. SALEILLES, professeur.

*Suffragants : } MM. LYON-CAEN { professeurs.
LE POITTEVIN }*



PARIS

IMPRIMERIE DES ÉCOLES

JOUVE & BOYER

15, rue Racine, 15

—
1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE
SUR LA
SUPPRESSION DU DUEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

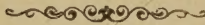
Présentée et soutenue le lundi 5 juin 1899 à 10 heures

PAR

Léon de MONTESQUIOU

Président : M. SALEILLES, professeur.

*Suffragants : } MM. LYON-CAEN { professeurs.
 LE POITTEVIN {*



PARIS

IMPRIMERIE DES ÉCOLES

JOUVE & BOYER

15, rue Racine, 15

—
1899

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ÉTUDE

sur la

SUPPRESSION DU DUEL

AVANT-PROPOS

Supprimer une existence humaine ; quoi de plus contraire à l'ordre social et qui nous révolte plus. Et pourtant il est des cas où ce devient une nécessité et où l'homme dans sa conscience prétend légitimer cet acte.

C'est d'abord la mort que la société décrète contre l'assassin. Sans vouloir philosopher à ce sujet, ce qui nous entraînerait trop loin, nous pouvons dire que là du moins le but est humanitaire ; car c'est moins pour punir que pour protéger justement les vies humaines que la société supprime une existence. Choissant entre deux maux le moindre, elle pense que par la mort de l'assassin elle sauve nombre d'existences humaines ;

que par l'exemple et l'intimidation elle arrête peut-être le bras d'un autre criminel.

Ensuite c'est la légitime défense. La société à qui nous laissons le soin de nous défendre, sur le moment même nous abandonne, nous laisse livrés à nos propres forces et nous y avons alors recours ; défense bien légitime, en effet.

Puis c'est la guerre, tribunal où la force prime le droit, il est vrai, mais auquel il est quand même fatalement nécessaire de recourir, puisqu'il n'est nul pouvoir au dessus des Etats, nul autre tribunal pour régler leurs conflits.

Et malgré tout, l'attentat à la vie est une chose qui nous répugne ; et plus le monde se civilise, plus il devient humain, et plus il cherche à s'affranchir de cette nécessité. Déjà on a supprimé la peine de mort dans plusieurs pays. D'autre part on cherche à restreindre la guerre en réglant le plus possible les conflits par l'arbitrage. Et à l'heure présente même n'émet-on point des vœux en faveur du désarmement, vœux superflus, il est vrai, mais qui montrent bien du moins la tendance des esprits.

Et c'est après ces exemples que la société nous donne que nous voudrions, nous, garder le droit à notre tribunal particulier de décréter la peine de mort ; le droit de déclarer la guerre privée, je veux dire le duel. Non, cela n'est point admissible !

Et pourtant c'est là un préjugé si ancré dans notre

esprit, et notre jugement est si faussé par le respect humain, qu'alors qu'il y a humanité à vouloir supprimer la peine de mort, humanité à vouloir désarmer, il semble à l'opinion publique qu'il y a presque lâcheté à vouloir la suppression du duel. Honneur et duel sont des choses si intimement liées dans l'esprit de la masse, que parler contre le duel c'est pour elle parler contre l'honneur. Et même quelques-uns vont plus loin et prétendent à la pointe de leur épée non seulement défendre leur honneur, mais même le grandir. A ceux-là Rousseau répondait lorsqu'il écrivait :

« Qu'y a-t-il de commun entre la gloire d'égorger un homme et le témoignage d'une âme droite, et quelle prise peut avoir une vaine opinion d'autrui sur l'honneur véritable dont toutes les racines sont au cœur ? Quoi ! Les vertus qu'on a réellement périssent-elles sous les mensonges d'un calomniateur ? Les injures d'un homme ivre prouvent-elles qu'on les mérite et l'honneur du sage serait-il à la merci du premier brutal qu'il peut rencontrer ? Me direz-vous qu'un duel témoigne qu'on a du cœur et que cela suffit pour effacer la honte ou le reproche de tous les autres vices ? Je vous demanderai quel honneur peut dicter une pareille décision et quelle raison peut la justifier ? A ce compte un fripon n'a qu'à se battre pour cesser d'être un fripon, les discours d'un menteur deviennent des vérités sitôt qu'ils sont soutenus à la pointe de l'épée et si l'on vous accusait d'avoir tué un homme vous en iriez

tuer un second pour prouver que cela n'est pas vrai ! » (1).

« A ce compte un fripon n'a qu'à se battre pour cesser d'être un fripon » disait Rousseau ; et il faut avouer que cela est presque vrai. Voilà, en effet, à quelle perte du sens moral dans cet ordre d'idées le monde en arrive, et la preuve en est c'est que nous voyons parfois des gens qui, sentant leur réputation tomber, recherchent un duel comme une des seules occasions qui leur reste de se relever aux yeux de la société.

Mais ce n'est point ici la place de faire de la morale. Parlant au nom de la société il suffit pour nous que le duel soit un trouble social, un défi aux lois pour que nous cherchions à le combattre. « C'est là chose inutile affirme-t-on souvent ; vous verrez peut-être, ajoutez-on, le duel disparaître peu à peu par l'adoucissement des mœurs, mais une répression quelconque est impuissante. Regardez dans l'histoire : on a édicté les peines les plus sévères contre le duel, et rien n'y a fait ».

Et c'est contre cette assertion justement, qu'il n'y a rien à faire contre le duel, que nous nous élevons, et notre but est de la réfuter s'il se peut. Nous étudions donc pour cela toutes les tentatives qui ont été faites dans l'histoire pour abolir le duel, et verrons si ces tentatives ont eu quelque succès, ou si elles n'en

1. *Nouvelle Héloïse*, Lettre LVII.

ont point eu, le pourquoi. Puis nous passerons en revue les pays étrangers dans la pensée de tirer quelque profit pour nous de cette étude. Et alors seulement nous verrons ce qui pourrait être fait en France à l'heure actuelle, sinon pour faire disparaître le duel complètement, du moins pour le restreindre.

Du reste prétendre, comme on le fait souvent, qu'une loi contre le duel est inutile parce que dans l'état actuel des mœurs il est impossible de le supprimer, est un raisonnement faux. Partant de ce raisonnement on devrait dire aussi qu'une loi contre les assassins est inutile puisque l'on ne peut supprimer le crime. Une loi est faite ordinairement non dans l'espoir de supprimer mais seulement de restreindre. Or, cet espoir je crois justement que dans le cas qui nous occupe, il serait permis de l'avoir.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

Introduction.

I. Origines du duel. — II. Le duel judiciaire.

I. *Origines du duel.* — Diverses opinions ont été émises sur les origines du duel et qui sont loin de s'accorder. Quelques-uns font remonter l'institution du duel jusqu'aux premières années du monde ; il est vrai de dire que cette opinion a peu de valeur car elle n'a été émise que pour justifier en quelque sorte les combats singuliers auxquels se livrait le clergé du moyen âge, et réfuter cette maxime fondamentale de l'Eglise catholique : « *Ecclesia horret a sanguine* ». En effet, à cette époque le duel avait été admis par le clergé lui-même comme une irrésistible nécessité : « On chercha même, dit M. Dupin dans son réquisitoire, à légitimer cet abus en l'appuyant sur la sainteté des Ecritures ; dans une histoire du duel, écrite en 1740 par un jurisconsulte (1) d'ailleurs très éclairé, on voit l'ori-

1. Basnage, *Dissertation sur les duels*,

gine du duel remonter jusqu'aux premières années du monde. L'auteur soutient qu'Abel et Caïn sortirent aux champs pour se battre en duel, et décider, par un combat singulier, une querelle née dans la maison paternelle. Abel succomba parce que Caïn, animé d'un esprit de vengeance, se battait avec plus de vigueur que son frère, dont l'innocence et la douceur devaient lui donner les chances les moins favorables. Mais, ajoute M. Dupin, si cet auteur avait lu la Bible, il aurait vu que Dieu dit à Caïn : « Le sang de votre frère s'est élevé jusqu'à moi », et que du haut du ciel il avait prononcé sa malédiction sur le duelliste, si ce n'est sur l'assassin : « *Tu maledictus eris* ».

Nous laissons donc de côté cette opinion qui n'a aucun fondement sérieux. D'autres auteurs prétendent retrouver des traces du duel dans l'antiquité. Ceux-là appuient leur opinion sur un usage adopté par les mœurs antiques qui trouvaient mieux souvent de remettre à des champions désignés par le sort la chance d'une bataille, plutôt que d'exposer toute une armée. C'est ainsi que nous voyons le combat des Horaces et des Curiaces entre Albe et Rome, combat qui doit décider de la souveraineté du Latium. Mais il est facile de voir la différence profonde qui sépare ces combats jadis ordonnés pour le salut des empires, et le duel tel que nous le connaissons. D'un côté c'est la colère, un désir de vengeance ou le respect humain qui mettent le fer aux mains des combattants; de l'autre c'est

l'amour de la patrie, un sentiment d'humanité qui font que deux hommes se sacrifient pour sauver le reste de l'armée.

Il est une anecdote que César relate dans ses *Commentaires* (1) et qui montre bien comme quoi il n'était point alors dans les mœurs de vider les querelles particulières par des combats singuliers. Voici cette anecdote : César avait auprès de lui deux centurions, Pulpio et Varenus, qui depuis longtemps jaloux et ennemis l'un de l'autre finirent un jour par se lancer un défi. Si le duel avait existé ils se seraient entre-tués. Or les conditions du combat furent bien autres. Il fut décidé, en effet, que l'avantage appartiendrait, non pas à celui qui aurait tué son adversaire, mais à celui qui, pendant le cours d'une bataille, aurait fait les plus éclatantes actions et renversé le plus grand nombre d'ennemis au profit de la patrie. On voit que nous sommes bien loin du duel tel que nous l'entendons.

Il ne faut pas non plus voir, je crois, comme quelques-uns l'ont voulu faire, une forme du duel dans les combats de gladiateurs de la Rome antique. C'étaient là délassements d'un peuple barbare et où les combattants n'étaient jamais que des esclaves. Et c'est peut-être même une des causes de l'absence complète du duel chez les Romains. Ce peuple, d'un esprit orgueilleux et dominateur, attachait trop de prix au titre glo-

1. César. *De Bell. Gall.*, lit V, chap. XLIV.

rieux de citoyen pour autoriser ceux qu'il en avait investi à disposer de leur vie dans un combat singulier. Il aurait craint que le monde n'assimilât à l'esclave qui servait aux plaisirs de la foule l'homme libre qui se serait ainsi donné en spectacle pour satisfaire une passion.

Tous ces combats d'homme à homme ne sont donc point le duel proprement dit. « Le duel est l'état sauvage », a dit M. Dupin ; et c'est, en effet, au fond des contrées les plus barbares de l'Europe que nous en trouvons les premiers vestiges, au milieu de ces peuples sauvages qui habitaient autrefois la Germanie.

Ovide qui, exilé, resta longtemps au milieu d'eux, nous raconte qu'on ne connaissait d'autre droit parmi ses hôtes que l'injuste intervention du glaive, et que leur forum se changeait souvent en une arène sanglante :

*« Adde quod injustum rigido jus dicitur ense
Dantur et in medio vulnera sæpe foro »*

« Les Germains qui n'avaient jamais été subjugués, dit également Montesquieu (1), jouissaient d'une indépendance extrême ; les familles faisaient la guerre pour des meurtres, des vols, des injures ».

II. *Duel judiciaire*. — Ces peuples envahissant vers le v^e siècle l'Empire Romain vaincu portèrent partout

1. *Esprit des lois*. L. XXVIII, ch. XVII.

avec eux ces deux règnes de la barbarie : la force et la superstition. Et c'est de ce mélange du droit du plus fort et d'une dévotion aveugle qu'est né le combat ou duel judiciaire. On en vint, en effet, aisément à conclure que dans un combat singulier Dieu ne laisserait pas succomber la justice sous les coups de l'iniquité. Dès lors un combat devint une plaidoirie ; un spadassin fut un avocat ; un coup mortel fut un jugement et qui plus est un jugement de Dieu.

Et du reste on en était arrivé là par l'impossibilité, pour ainsi dire, de juger autrement. Dans cette société, en effet, qui n'était point organisée la preuve était difficile à faire. Aussi les hommes s'étaient reconnus inaptes à juger et en avaient appelé à Dieu. Car ils n'avaient plus qu'une seule preuve possible, le serment. Or qu'est-ce que le serment si ce n'est une sorte de référé au jugement de Dieu, une invocation religieuse par laquelle on déclare se soumettre à être condamné par celui qui jugera les justices dans le cas où l'on aurait induit sciemment les hommes en erreur ?

Mais que devient cette preuve elle-même lorsque l'abus légal du serment a produit chez tout un peuple l'habitude du parjure ? Or c'est ce qui était arrivé. Et c'est alors qu'impuissant à juger même de cette façon on recourut à Dieu autrement : de là le combat judiciaire.

« La véritable origine des conjuratoires (personnes qui venaient certifier la parole de l'accusé), dit Gui-

zot (1), c'est que tout autre moyen de constater les faits était à peu près impraticable. Pensez à ce qu'exige une telle recherche, à ce qu'il faut de développement intellectuel et de puissance publique pour le rapprochement et la confrontation des divers genres de preuves, pour recueillir et débattre les témoignages, pour amener seulement les témoins devant les juges et en obtenir la vérité en présence des accusateurs et des accusés. Rien de tout cela n'était possible dans la société que régissait la loi salique : et ce n'est point par choix ni par aucune combinaison morale ; c'est parce qu'on ne savait et ne pouvait mieux faire qu'on avait recours alors au jugement de Dieu et au serment des parents ».

C'est Gondebaud, roi des Bourguignons, qui a été, au rapport des anciens jurisconsultes, le premier à introduire dans un code l'usage du combat judiciaire. Sa loi, connue depuis sous le nom de loi Gombette, fut promulguée en l'an 581. Elle est ainsi conçue en ce qui regarde le combat judiciaire :

« Nous avons reconnu avec peine que l'opiniâtreté des plaideurs et un condamnable instinct de cupidité ont corrompu parmi nos sujets l'administration de la justice, à tel point que le plus souvent on ne craint pas d'offrir le serment sur des choses que l'on ignore, ou de se parjurer au sujet de celles que l'on sait. Vou-

1. Guizot. *Cours d'histoire moderne*, 9^e leçon.

lant détruire une aussi criminelle habitude, nous ordonnons, par la présente loi, que toutes les fois qu'un procès sera né entre gens de nos domaines, et que le défendeur ou l'accusé aura offert de nier par serment qu'il doive ce qu'on lui demande ou qu'il ait fait ce qu'on lui impute, le différend se termine de la manière suivante ; nous voulons donc que si la partie à laquelle le serment aura été offert le refuse, et déclare, dans sa confiance de la vérité de son dire, que son adversaire peut être convaincu par les armes, les juges ne déniaient point le combat (1) ».

A l'époque actuelle nous traitons le combat judiciaire de sauvagerie et de barbarie. Et pourtant, si nous parlons de ce point de vue que nos ancêtres croyaient au jugement de Dieu, combien le duel chez eux était plus logique que chez nous, nous qui ne croyons certes point à l'intervention divine dans le règlement de nos querelles. Combien il était plus excusable aussi puisqu'ils en étaient arrivés là par impuissance de juger autrement, alors que nous, nous avons les moyens de juger plus sûrement et plus sainement.

1. *Lex Burgundiorum*, tit. 45.

CHAPITRE I

Lutte contre le duel judiciaire.

I. Résistance de l'Eglise. — II. Ordonnances de Saint-Louis et de Philippe-le-Bel. — III. Fin du duel judiciaire.

I. *Résistance de l'église.* — Enfanté par l'ignorance et la superstition le duel judiciaire devait forcément rencontrer un adversaire dans la classe alors la plus éclairée de la société, je veux dire l'Eglise. Et, en effet, déjà dès la promulgation de la loi Gondebaud, Saint-Avit, archevêque de Vienne, représente à ce prince l'injustice d'une telle nouveauté. Plus tard Saint-Agobard, archevêque de Lyon, adresse à l'empereur Louis le Débonnaire une requête par laquelle il demande que la loi Gombette soit abolie et que les Bourguignons soient régis à l'avenir par la loi salique qui n'admettait pas la preuve par combat.

Et au-dessus de ces réclamations individuelles des évêques se faisait entendre la voix de l'Eglise catholique. On trouve, en effet, dans les actes du troisième concile de Valence, tenu en l'an 855 sous le pontificat de Léon IV, deux canons qui méritent d'être remarqués.

Avant de condamner le combat judiciaire dans ses suites les Pères du concile l'attaquent dans sa source, l'abus du serment. Ils représentent, en termes énergiques, qu'il est contraire à tous les principes du droit canonique et du droit civil d'obliger deux plaideurs à prêter, en sens opposé, des serments contradictoires dans leurs termes et dont l'un par conséquent est inévitablement un parjure (1).

« Et comme il arrive trop souvent, disent-ils ensuite, que de cette rivalité de serments on passe à des combats à main armée, où, par le jeu le plus cruel, on étale en spectacle, au sein de la paix, les résultats sanglants de la guerre, nous ordonnons, suivant les anciennes observances de la discipline ecclésiastique, que quiconque se sera rendu coupable, dans un pareil combat, d'homicide ou de blessures graves, soit banni, comme un perfide assassin, de l'assemblée des fidèles jusqu'à ce qu'il ait expié son crime par une juste pénitence. Nous voulons également que celui qui aura succombé, soit considéré comme ayant volontairement attenté à sa propre vie, que son nom ne soit pas prononcé dans la célébration des saints mystères, et que son corps conformément aux saints décrets de l'Eglise, soit conduit à la sépulture sans chant de psaumes et sans prières » (2).

1. Canon 11. *Concil. Valent.*

2. Canon 12.

Et sans se lasser l'Eglise continue ses efforts. C'est le pape Nicolas 1^{er} qui écrit vers 860 une lettre à Charles le Chauve. Puis c'est la Trêve de Dieu instituée par l'Eglise et sanctionnée en 1041 par Henri 1^{er} par laquelle il est défendu sous peine d'excommunication de se battre depuis le mercredi jusqu'au lundi, en mémoire de ce que ces jours avaient été consacrés par la passion de Jésus-Christ. C'est Yves, évêque de Chartres, qui s'élève avec force, dans plusieurs lettres, contre la preuve par combat. Enfin au douzième siècle ce sont des bulles d'Alexandre III et d'Innocent III, qui confirment les anathèmes prononcés contre les duellistes par le concile de Valence.

Tout ceci, il faut l'avouer, n'a guère de succès. Mais cela montre bien du moins que si nombre de ses membres, juges ecclésiastiques, sacrifiaient au préjugé l'Eglise, elle, théoriquement a toujours combattu cette terreur. Du reste ses efforts persévérants ne furent point complètement vains. Car si les rois et les seigneurs fermaient encore l'oreille aux avertissements des conciles, les juges ecclésiastiques eux, durent enfin céder aux injonctions pontificales, et dès avant le règne de Saint-Louis il était admis en principe qu'il n'y avait point de combat dans les affaires qui se décidaient par le droit canonique.

La comparaison que les plaideurs pouvaient faire chaque jour des formes suivies dans les cours ecclésiastiques avec celles qu'on observait dans les cours

civiles ne fut pas sans influence pour préparer les esprits à se dégoûter peu à peu du combat judiciaire.

Il y a plus : là même où le préjugé régnait en maître absolu dans les justices seigneuriales, l'énormité du mal avait fini par produire d'elle-même une sorte de remède. La jurisprudence était devenue ainsi dans certains milieux meilleure que la loi. Le combat restait toujours la base et comme le type des preuves judiciaires, mais il y eut peu à peu des cas d'exemption et de dispense. La Charte accordée par Louis le Jeune en 1168 à la ville d'Orléans en est un exemple :

« *Por dete* de cinq sols et de moins, dit-elle, ne soit bataille entre deux gens. » (1).

En même temps pour remplacer la preuve par combat dans les cas où elle cessait d'être en usage on admit, dans les cours civiles, d'autres sortes de preuves empruntées au droit ecclésiastique ou au droit romain. Beaumanoir en cite quelques unes entre lesquelles on remarque : la preuve par témoins, la preuve par titres, l'aveu de la partie. Une fois le concours établi ainsi entre ces divers ordres de preuves l'avantage devait forcément rester tôt ou tard à celles qu'avouaient la raison et l'humanité.

II. *Ordonnances de St-Louis et de Philippe le*

1. Laurière. *Recueil des ordonnances des rois de France*.
Tome I. p. 15.

Bel. — C'est à St-Louis que revient l'honneur d'avoir le premier porté un coup mortel à cette coutume. Le combat judiciaire, avons-nous dit, avait été substitué à la preuve par *conjuratores* dont on avait abusé en se parjurant. Saint-Louis résolut d'opérer une révolution dans le sens opposé en remettant la preuve par témoins à la place de la preuve par combat. Ce sont les propres termes de son ordonnance de 1260 :

« Nous oston, dit-il, les batailles et en lieu des batailles nous mettons prûves de tesmoins ».

Dans la suite de la même ordonnance St-Louis fait application de ce principe à divers cas où jusqu'alors on avait admis le combat judiciaire :

« En querelle de servage, cil qui demandera homme comme son cerf, il fera sa demande : et poursuiendra sa querelle jusqu'au point de la bataille ; cil qui prouverait par bataille prouvera par témoins, ou par chartre, ou par autres preuves bons et loyaux qui ont esté à coustume en court laie jusques à ore » (1).

« Se aucun veut fausser jugement (c'est-à-dire en appeler de faux jugement), il n'y aura point de batailles ; més les clains et les respons (c'est-à-dire les demandes, *clamores*, et les défenses, *responsa*), et les autres destrains de plet (errements de procédure), seront apportés en nostre court » (2).

« Se aucun veut appeler son seigneur de défaute de droit (déli de justice), il conviendra que la défaute soit

1. Art. 7.

2. Art. 8.

prouvée par tesmoins et non pas par bataille » (1).

Il semblerait qu'après cette ordonnance le combat judiciaire devait cesser d'exister. Mais il faut se souvenir qu'en ce temps-là le roi n'avait plein pouvoir que sur son domaine propre :

« La France, dit Montesquieu, était divisée en pays du domaine du roi et en ce que l'on appelait pays des barons ou baronnies. Quand les rois faisaient des ordonnances pour les pays de leurs domaines, ils n'employaient que leur seule autorité : mais quand ils en faisaient qui regardaient aussi le pays de leurs barons, elles étaient faites de concert avec eux ou scellées, ou souscrites d'eux ; sans cela les barons les recevaient ou ne les recevaient pas ; suivant qu'elles leur paraissaient convenir ou non au bien de leurs seigneuries » (2).

L'ordonnance de 1260 n'avait donc force de loi que dans le domaine royal. Mais Saint-Louis donnait là un exemple qu'il espérait bien être suivi. Et, en effet, de son vivant même plusieurs de ses vassaux tels que Alfonse, comte de Poitou et d'Auvergne, et Robert, comte de Clermont, introduisirent dans leurs domaines, les règles établies par le roi.

Philippe-le-Bel continue d'abord la réforme entreprise par Saint-Louis. Saisissant donc l'occasion que lui offrait une guerre avec les Anglais il rend en novem-

1. Art. 9.

2. *Esprit des lois*, Liv. XXVIII, chap. 29.

bre 1296 une ordonnance par laquelle il défend les guerres et querelles privées tant que durera la guerre du roi. Puis il étend la même défense aux duels et combats judiciaires, voulant que les procès qui se présenteraient à juger pendant ce temps fussent terminés par les voies de droit qui déjà prenaient le nom de voies ordinaires (1).

Une seconde ordonnance rendue au mois de janvier 1303 renouvelle les mêmes défenses en prohibant à la fois toutes les sortes de voies de fait par lesquelles on pouvait troubler la paix (2).

Et cette réforme était plus efficace que celle de Saint-Louis, car ces deux ordonnances étant basées sur des motifs d'utilité générale devaient avoir force de loi par tout le royaume : aussi le roi enjoignait-il de les observer dans les cours de ses barons comme dans les siennes.

Il y a ensuite un pas en arrière. Trois ans plus tard, en effet, en 1306, Philippe-le-Bel fait amende honorable à l'opinion de son siècle en confessant que l'interdiction absolue du duel judiciaire dont il avait cru recueillir d'heureux résultats n'a fait qu'accroître les

1. « Quod durante guerrra regis inter aliquos gagia duelli nullatenus admittantur, sed quilibet jus suum via ordinaria prosequantur ». (Laurière, tome I, p. 328).

2. « Guerras, bella homicidia... provocationes etiam ad duellum et gagia duellorum recipi, ipsaque duella fieri vel iniri, durantibus guerris nostris, expressius inhibemus ». (Laurière, tome I, p. 390).

chances d'impunité des malfaiteurs ; et par l'ordonnance de 1306 il rétablit le combat judiciaire. C'était donc bien là reculer, mais c'était reculer, il nous semble, pour marcher ensuite plus sûrement.

L'édit de 1260, en effet, qui avait supprimé le duel judiciaire n'était applicable que dans les domaines du roi, et là encore il était loin d'être observé d'une manière absolue. Philippe-le-Bel l'avait supprimé, il est vrai, dans le reste du royaume, mais cela pouvait être que temporairement, tant que durerait la guerre du roi. Pourtant ce préjugé commençait à tomber en discrédit. Philippe-le-Bel pensa donc plus habile de le laisser s'assoupir et disparaître par le non usage que de le réveiller, pour ainsi dire, en l'attaquant par des mesures ouvertement répressives. L'avenir lui a du reste donné raison.

L'ordonnance de 1306 rétablit donc le combat judiciaire, mais point d'une manière absolue. D'abord, elle continue à l'interdire en matière civile, puis elle en restreint la tolérance en matière criminelle à un fort petit nombre de cas. Il fallait, en effet, pour que les parties pussent être admises au combat :

1° Que le corps du délit fût certain. (Nous voulons qu'il soit chose notoire, certaine et évidente que le maléfice soit advenu).

2° Que le titre de l'accusation fût capital, (que le cas soit tel que mort naturel en deust ensuivre).

3° Que la culpabilité ne pût être prouvée par les voies

ordinaires, (qu'ils ne puissent être punis autrement que par voye de gaige).

4° Qu'il existât déjà dans la cause des présomptions équivalant presque à une preuve complète, (que celui qu'on veut appeler soit diffamé du fait par indices ou présomptions semblables à la vérité).

Philippe-le-Bel, non content de restreindre ainsi en droit les combats judiciaires, en fait les entoura de plus de tant de sortes de formalités, leur donna un appareil si solennel et si dispendieux tout à la fois, qu'il rendit par là cette forme de procédure inaccessible à la plupart des plaideurs.

Il fit plus encore et à partir de 1307 il veut que le parlement de Paris soit seul investi du droit d'accorder le combat en quelque lieu de France que le crime ait été commis. Enlevant ainsi aux seigneurs justiciers le droit de duel pour le concentrer dans une seule main il rendait plus facile et plus sûre la réussite d'une réforme.

On voit donc qu'il ne faut point se hâter, comme on le fait, de jeter le reproche à Philippe-le-Bel d'avoir rétabli le combat judiciaire. En réalité, nous le répétons, ses ordonnances ont eu pour but et pour résultat de restreindre d'abord l'usage de cette coutume, pour en préparer ensuite plus sûrement la réforme.

III. *Fin du duel judiciaire.* — Du reste les demandes en gages de bataille deviennent de plus en plus

rare sous l'empire de ce droit nouveau qui donnait au Parlement seul le pouvoir d'accorder le combat : en passant de la classe des affaires de tous les jours dans celle des causes importantes et célèbres pour lesquelles les rois ne dédaignaient pas de venir en personne tenir en parlement leurs lits de justice, elles ne furent plus en quelque sorte, dès le quatorzième siècle, qu'une ressource extrême réservée pour des cas en dehors de toutes les prévisions ordinaires.

Le dernier combat judiciaire que l'on connaisse eut lieu en 1386 entre Jean de Carrouge et Jacques Legris, Legris, vaincu par Carrouge, fut pendu : il protesta jusqu'à la fin de son innocence ; et, en effet, quelques années plus tard un malfaiteur, condamné pour d'autres crimes, s'avoua coupable de celui qui avait été la cause du combat.

Le parlement alors, pour ne plus s'exposer à l'avenir aux conséquences irréparables d'une telle erreur, aurait, pense-t-on, cessé d'admettre le combat au nombre des preuves juridiques.

Cependant les arrêtiſtes font encore mention de plusieurs causes de duel plaidées au parlement de Paris à la fin du quatorzième siècle et même au commencement du quinzième, mais ils ne disent point quelle fut l'issue du procès et l'on peut supposer qu'il passa peu à peu en jurisprudence de ne plus jamais permettre le combat.

En tous cas, soit qu'il y ait eu en quelque sorte

démission donnée par la magistrature en cette matière, soit que les parties se soient lassées d'introduire en justice des demandes auxquelles les arrêts ne répondaient plus que par des refus, il paraît certain que dans le cours du quinzième siècle l'usage s'établit de recourir directement au roi, lorsqu'on demandait à combattre en champ clos.

En sortant ainsi du domaine de la justice ordinaire et déléguée pour entrer dans l'exercice de la juridiction directe et spontanée du souverain, les requêtes des duels se dépouillèrent par une conséquence forcée de tout ce qui leur restait encore de judiciaire.

Dès qu'il n'y avait plus jugement, il ne pouvait plus être question d'accusation criminelle à purger, mais seulement d'obtenir satisfaction par la voie des armes pour un de ces faits qui en dehors des définitions de la loi peuvent intéresser le point d'honneur.

C'est ce changement capital qu'Etienne Pasquier définit dans ces lignes écrites à la fin du seizième siècle :

« Il n'y a plus que le roy qui puisse décerner les combats et encore entre gentilhommes, lesquels font profession expresse de l'honneur. Car il n'est plus question de crimes, ains seulement de se garantir d'un démentir quand il est baillé. »

Il n'est donc plus question de combat judiciaire : le duel avait pris sa place. Pourtant ce n'était point encore tout à fait le duel tel que nous le connaissons.

S'il avait perdu, en effet, son caractère judiciaire, il avait néanmoins gardé encore quelque chose d'officiel. Nous avons vu, en effet, que pour se battre en champ clos, à partir du moment où le parlement n'intervint plus, il fallut la permission royale. La plupart du temps même le roi en personne assistait au combat, se réservant d'intervenir jusqu'au milieu de la lutte engagée pour en arrêter les funestes conséquences. Et l'on ne se battait jamais lorsque le roi n'en avait point octroyé le droit. Nous en avons un exemple bien connu sous François 1^{er} dans la querelle survenue entre la Chasteigneraye et Jarnac. Pendant tout le cours de son règne François 1^{er} leur refusa le droit de se battre et il leur fallut attendre le règne suivant pour vider leur querelle. Ce combat fameux eut donc lieu en 1547, avec l'autorisation de Henri II. La Chasteigneraye y fut tué et ce dénouement qui atteignait le roi dans une de ses affections les plus vives, car la Chasteigneraye était un de ses favoris, lui fit concevoir un extrême regret d'avoir donné son consentement à ce combat. Aussi fit-il le serment solennel de ne plus en autoriser aucun.

Voici comment s'exprime à ce sujet un auteur presque contemporain, Jean de la Taille, qui fit paraître en 1607 un Discours notable des duels :

« Tant y a que le roy, fort desplaisant de l'accident de Chasteigneraye, l'un de ses plus favoris, vaincu et mort comme désespéré en sa présence, et de ce

qu'il avait esté cause de ce combat en conceut tel regret qu'il jura et fit serment solennel qu'il ne donnerait jamais combat. Ce qui a ouvert la porte à tous les duels qui se sont faits depuis en France, et chacun s'est dispensé de se battre à sa volonté. »

Et, en effet, à partir de ce moment les rois refusant à leurs sujets le droit de se battre, ceux-ci se passeront de cette autorisation. Et c'est alors le duel proprement dit, le duel adverse des lois et que les lois ne cesseront de combattre. Car, ainsi que nous allons le voir, ce va être maintenant une lutte ininterrompue entre l'autorité des rois que l'on brave, et le droit que veulent garder les seigneurs de vider leurs querelles les armes à la main.

CHAPITRE II

Répression du duel jusqu'à 1789

I. De Charles IX à Henri IV. — II. Henri IV. (Ordonnance de 1609). — III. Louis XIII. (Edit de 1626). — IV. Louis XIV.. (Tribunal des maréchaux de France. Edit des duels de 1679) — V. Successeurs de Louis XIV.

I. *De Charles IX à Henri IV.* — Si les lois civiles étaient obligées en quelque sorte de revenir sur leurs pas pour punir ce qu'elles avaient si longtemps autorisé les lois ecclésiastiques, plus conséquentes avec elles, mêmes, n'avaient besoin que d'appliquer au duel privé les peines déjà fulminées plusieurs fois contre le duel judiciaire.

C'est ce que fit le concile de Trente par un canon daté de l'an 1563.

Cet exemple ne devait pas tarder à être suivi par le roi. En 1560, en effet, les Etats généraux réunis à Orléans avaient adressé à Charles IX leurs doléances, se plaignant du duel et demandant des peines sévères contre les combattants.

L'ordonnance rendue à Moulins par Charles IX en

1566 fait droit à leur requête et en mettant les combats singuliers au rang des crimes punissables, elle consomme la grande réforme qui se préparait depuis si longtemps.

C'est au chancelier de l'Hospital que revient l'honneur d'avoir nettement posé dans ce premier acte législatif contre les duels le double principe qui a servi de point de départ au système à la fois pénal et préventif que Henri IV et Louis XIV ont fondé par leurs édits. D'un côté, en effet, c'est le duel puni de la peine de mort : de l'autre c'est le renvoi devant les connétables et maréchaux de France pour décider de l'offense.

Ainsi sont nées le même jour deux séries de dispositions législatives que nous allons voir grandir et se développer parallèlement, l'une tendant à la répression du duel par la rigueur des pénalités les plus sévères, l'autre avisant aux moyens d'éviter l'appel aux armes en procurant par les voies amiables la satisfaction due aux offenses et injures, sources des querelles d'honneur. Mais si on avait ainsi aperçu les remèdes les plus propres à arrêter les progrès du mal, sous ce règne tour à tour violent et faible on ne pouvait en attendre aucun fruit.

Au commencement du règne de Henri III nous voyons encore la demande d'une répression sévère contre les duels faite par les états généraux de Blois en 1575. Le roi y accéda par l'ordonnance de Blois de 1579, mais il ne fallait pas attendre grand effet de

cette ordonnance car elle n'a été rendue que pour donner satisfaction en apparence à la requête des états généraux. En lui-même Henri III, partisan du duel, était bien décidé à ne pas l'appliquer.

C'est dans cette ordonnance que nous voyons pour la première fois les duellistes déclarés criminels de lèse-majesté. Comme nous trouvons cette qualification appliquée aux duellistes dans tous les édits dont nous aurons à nous occuper, il nous faut voir en quoi le duel viole plus que tout autre crime la majesté royale.

Parmi les prérogatives des rois il n'en était pas de plus essentielle que le droit de rendre la justice : le droit de guerre lui-même n'en est, pour ainsi dire, qu'une conséquence car c'est parce qu'ils sont placés au-dessus de tous les juges humains que les souverains ne peuvent vider entre eux leurs querelles que par la force. Or, le duel est-il autre chose qu'un refus de recourir au roi en tant que chef suprême de la justice, une révolte contre son autorité en tant qu'arbitre de la guerre ? Le duelliste, en effet, prétend se rendre justice à lui-même et pour cela *il rompt la paix* sans la permission du roi ; de là cette définition du duel : *crimen fractæ pacis*. « Nostre autorité royale, disait Henri IV dans le préambule de l'édit de 1602, est grandement offensée par tels actes, se presumant un particulier, sans nostre permission, de donner camp pour le combat dans nostre royaume et de se faire la justice luy-même ». Et c'est bien, en effet, pour cela

que le duelliste est criminel de lès e-majesté, parce qu'il veut « se faire la justice lui-même ».

II. Henri IV. — Les désordres de la ligue servirent puissamment à propager la licence des duels qui offraient un si facile dénouement aux haines politiques aussi bien qu'aux vengeances privées. L'un des premiers soins de Henri IV fut de s'appliquer à en tarir la source en pacifiant les querelles qui s'élevaient entre les seigneurs de la cour.

Le Parlement de son côté sévit avec rigueur et voulant compléter la législation antérieure, il rend le 26 juin 1599 contre les duels un de ces arrêts solennels, qu'on appelait arrêts de règlement et qui statuaient par voie de disposition générale pour l'avenir. C'est dans cet arrêt que la peine de la confiscation est pour la première fois prononcée ; également les peines infligées aux témoins et seconds. Il faut dire que sous Henri III peu à peu s'était introduite l'habitude pour les seconds de prendre les armes à la main le fait et cause des combattants.

L'édit de 1602 sur les duels ne fit en quelque sorte que donner la forme législative à cet arrêt. Il enjoignait de plus au connétable et aux maréchaux de France et aux gouverneurs de province de faire comparaître les parties devant eux pour ordonner sur la réparation de l'injure ce qu'ils jugeraient être raisonnable.

Sully nous apprend dans ses mémoires que lors de la rédaction de cet édit, « il s'était toujours opposé pour

empescher que les peines n'allassent jusques à la mort, afin de n'estre contraint de l'enfreindre par les importunité des gens de faveur, ou considérations des personnes de haute qualité.» (1)

Sully nous dévoilait là le grand défaut de cet édit et de tous ceux qui suivirent : trop sévères, ils ne devaient pas être appliqués. Et, en effet, d'après un auteur contemporain de ce temps-là (2), depuis l'avènement de Henri IV en 1589 jusqu'à l'année 1608, il n'y eut pas moins de sept mille lettres de grâces en matière de duel. Et pourtant le fléau était grand car le même auteur évalue à sept ou huit mille le nombre des gentilshommes qui périrent en combat singulier dans le même intervalle. Sully nous avoue de même dans ses mémoires que « la facilité du roi à pardonner le duel les multiplia tellement que ces funestes exemples perdirent la cour, la ville et tout le royaume. »

Pourtant par l'*ordonnance de 1609* Henri IV semble montrer une volonté fermement arrêtée d'en finir avec le duel. Cette ordonnance est la plus importante de toutes celles que nous avons rencontrées jusqu'ici. Du reste elle a été copiée, sauf quelques modifications, par toutes celles qui ont suivi jusqu'en 1789. Nous allons donc en donner un aperçu plus détaillé.

Ordonnance de 1609. — L'édit s'appliquait d'abord

1. Collection Petitot. 2^e série, tome IV, p. 170.

2. Pierre de l'Estéile, année 1609. Collection Petitot, 1^{re} série. tom. XLVIII, p. 264.

à varier les pénalités suivant les circonstances du duel.

En cas de mort de l'un des combattants il prononce contre le survivant la peine capitale avec confiscation partielle des biens. Il veut d'autre part que celui qui aura succombé dans le combat reste privé de sépulture ; que ses biens, s'il en a, subissent la confiscation du tiers ; que si par défaut de biens, la confiscation ne peut avoir d'effet, ses enfants deviennent baillables pour dix ans, qu'enfin s'ils sont déjà en roture ils soient réputés indignes de devenir jamais nobles et de tenir aucune charge ou office royal (1).

Lorsqu'aucun des combattants n'a succombé le roi laisse aux juges le droit de choisir entre la peine de mort et celle de la prison perpétuelle avec confiscation de moitié des biens.

S'il n'y a eu qu'un simple appel non suivi de combat, l'appelant est puni de la privation de ses charges, offices et pensions.

L'édit se montrait encore plus impitoyable contre ceux qui avaient assisté les parties au combat.

La peine du crime de lèse-majesté au premier chef, c'est-à-dire la mort avec confiscation totale des biens, était prononcée contre les seconds qui auraient mis eux-mêmes les armes à la main.

Le port d'un cartel emportait confiscation de moitié

1. Le principe que les peines doivent être personnelles et ne pas frapper sur les enfants du coupable ne fut appliqué en matière de duel que par la déclaration de Louis XIV en mai 1653.

des biens et en outre, suivant la qualité des coupables, la prison perpétuelle avec dégradation de noblesse ou la mort infâmante.

La simple assistance à un duel comme spectateur était punie contre ceux « qui s'y seraient acheminés et rendus exprès pour cet effet » de la dégradation des armes avec privation totale des charges et offices, et contre ceux mêmes « qui s'y seraient trouvés par rencontre mais qui ne se seraient pas mis en devoir de séparer les combattants » de la privation pour six ans du revenu desdites charges.

Mais comme de toutes parts on regrettait la législation de Philippe-le-Bel comme la seule qui pût, sinon maîtriser, du moins limiter ce fléau (1), Henri IV fait une concession en ce sens.

En effet, les articles 5 et 6 de l'édit laissent aux parties offensées la faculté de s'adresser au roi directement ou par l'entremise des maréchaux de France *pour en obtenir le combat* quand le différend ne pourrait se terminer autrement (2).

1. « Il est mieux, disait Gaspard de Saulx-Tavanes, de permettre le combat à un petit nombre que de voir périr par iceluy toute la noblesse d'un Etat ». (*Ses mémoires*. Collection Petitot. 1^{re} série, tome XXIV. p. 31).

2. Le parlement de Toulouse déclara ne pas approuver la demande du combat portée par le cinquième article. La conscience des magistrats s'alarma sans doute des conséquences que l'on pourrait tirer de cet article pour justifier en principe les com-

Enfin le roi fait défense expresse à toutes personnes de quelque condition qu'elles soient d'intercéder auprès de lui pour les coupables, « protestant et jurant par le Dieu vivant de n'accorder aucune grâce dérogante à la dite présente ordonnance, ny de dispenser jamais personne des peines ordonnées par icelle en faveur et contemplation de qui que ce soit, ny pour quelque considération, cause ou prétexte que l'on puisse prendre, proposer et alléguer ».

Cette parole donnée par Henri IV ne fut pas une vaine formule et quoique ce prince n'ait survécu que onze mois à la promulgation de l'édit de 1609 nous lisons

bats singuliers : mais la pensée du législateur semble avoir été mieux comprise par l'avocat général de Belloy lorsqu'il disait : « Qui en notre édit regardera de près quelle est l'intention et volonté de sa Majesté jugera fort aisément que le roi a voulu savoir par lui-même ou par ses principaux officiers des armes les occasions et les motifs des querelles de tous ses sujets enclins et résolus à les décider par le couteau, afin de s'employer, comme père commun et tuteur de leur sang, à les accorder et composer, si faire se peut, ou punir et châtier ceux qui se trouveront être en fautes, toutes intentions saintes, justes et dignes d'un roi très chrétien, amateur de son peuple et haineux de l'effusion du sang d'iceluy, comme vrai père, protecteur, patron, gouverneur et pasteur de ses sujets ». Discours prononcé le 4 août 1609 au parlement de Toulouse : (Voir dans les questions notables de droit écrit : tome II. p. 466).

Et, en effet, on ne voit pas que jamais un seul combat ait été autorisé par l'article 5 de l'édit.

dans le préambule de la déclaration de Louis XIII en 1611 que : « il a jouy pendant sa vie du contentement qu'il avait espéré de l'exacte observation de cet édit » et que « la licence des duels en a été très heureusement réprimée ».

Et dans un livre dédié à Louis XIII et intitulé : *Le vrai et ancien usage des duels* par d'Andignier, nous voyons également :

« Nos rois ont sagement défendu les duels et le feu roi plus sévèrement que tous, ajoutant le serment à la défense et faisant jurer après lui tous les officiers de sa couronne d'entretenir son édit. Mais cela ne se fit que tard et ne s'observa que fort peu de temps. L'autorité d'un roi si puissant et si absolu fut obéie tant qu'il fut vivant mais, lui mort, nous retournâmes à nos habitudes ».

Il y a donc là une chose à retenir : il avait suffi d'appliquer l'édit pour en obtenir aussitôt un résultat heureux et efficace.

III. *Louis XIII.* — Comme nous l'avons déjà fait remarquer, on peut dire que l'édit de 1609 a servi de base à toute la législation en matière de duel jusqu'à la révolution de 1789. Louis XIII, Louis XIV et Louis XV n'ont fait que développer plus ou moins quelques-unes des dispositions relatives soit à la punition des duellistes et de leurs complices, soit aux attributions et aux formes de procéder des tribunaux d'honneur, mais le ca

dre est resté le même et un grand nombre d'articles se trouvent textuellement reproduits dans les diverses lois qui sont intervenues à ce sujet.

Il avait fallu toute l'autorité de Henri IV, aidée de tout l'amour que lui portait son peuple, pour assurer l'exécution de son dernier édit. La minorité qui suivit, temps favorable à tous les désordres, devait fatalement voir renaître le duel. Cependant il paraît qu'on n'osait pas encore enfreindre ouvertement la loi mais qu'on l'éluait en déguisant le duel sous la forme d'une rencontre fortuite. Pour réprimer cet abus, Louis XIII rendit en 1611 une déclaration portant que toute rencontre dans laquelle deux gentilshommes, qui auraient eu précédemment l'un contre l'autre quelque sujet de haine, mettraient les armes à la main, serait réputée duel et punie des mêmes peines.

Une autre déclaration du 18 janvier 1613 en prescrivant une nouvelle publication de l'édit de 1609 enjoit aux gentilshommes qui auraient à se plaindre d'une offense de se pourvoir dans le mois devant le tribunal des maréchaux, sous peine, s'ils laissent passer ce délai, de subir la juridiction des tribunaux ordinaires.

La même déclaration et les lettres patentes adressées au parlement de Paris le 14 mars suivant réservent aux parlements et autres juges ordinaires la connaissance des poursuites relatives aux duels et rencontres à l'exclusion de tous juges d'exception et notamment de la prévôté de l'hôtel,

Le parlement de Paris, ainsi confirmé dans la juridiction des duels, rendit le 27 janvier 1614 un nouvel arrêt de règlement « pour pourvoir, à la descharge de la conscience du roy et de la reyne régente, à ce que pareils crimes si fréquents cessent ».

Cet arrêt fut le prélude d'un retour au système d'impitoyable sévérité qui avait si mal réussi en 1602. En effet, les états généraux qui s'assemblèrent à Paris en octobre 1614 demandèrent que la loi déclarât criminels de lèse-majesté au premier chef, non seulement ceux qui se battraient en duel, sans distinction entre les appelants et les appelés, mais encore tous ceux qui les assisteraient, bien que sans mettre les armes à la main, ou qui seraient même porteurs d'appels par lettres ou billets; ceux enfin qui « diroient des paroles en suite desquelles » une rencontre aurait eu lieu.

Les lettres patentes du 14 juillet 1617 et l'édit de Saint-Germain-en-Laye du mois d'août 1623 furent rédigés dans cet esprit.

Les lettres patentes de 1617 commençaient, il est vrai, par accorder exemption de la peine capitale à tous ceux qui l'avaient encourue pour fait de duel depuis l'avènement de Louis XIII à la couronne (1^{er} oct. 1610). Mais cette indulgence passagère n'était qu'une manière de prendre date pour une nouvelle ère de rigueur.

« Outre les peines portées par nos précédents édits, dit le roi dans les lettres patentes de 1617, déclarons que par le seul faict desdits appels et duels, et aussi-

tôt que le délict aura été commis, toutes charges et offices dont seront pourvus les délinquants seront vacants et impétables et tous leurs autres biens, tant meubles qu'immeubles, acquis et confisquez aux hôpitaux et pauvres des lieux où le crime aura été perpétré et ce nonobstant la mort des délinquans et tout laps de temps ou prescription quelconque ». A peine était-il permis aux juges d'accorder un secours aux enfants.

L'édit de 1623 va plus loin encore. Il punit, en effet, comme criminels de lèse-majesté même ceux qui porteront les billets ou conduiront au combat, laquais ou autres. C'était effacer les distinctions si sagement établies par l'édit de 1609; c'était confondre tous les degrés de culpabilité.

Mais il faut se rappeler que ce qui motivait cette excessive sévérité c'est que les duels n'étaient pas seulement à cette époque des crimes privés mais qu'ils constituaient, à raison de la situation politique du royaume et des circonstances dont ils étaient souvent accompagnés, de véritables révoltes contre l'autorité du roi.

Ainsi les lettres patentes de 1617 par exemple rattachaient la fréquence des combats singuliers à la révolte du prince de Condé et à la guerre des *mécontents*. Dans le préambule nous lisons, en effet: « Les mouvements dernièrement survenus et l'impunité que moyennoit à toutes sortes de crimes un homme qui avoit usurpé tout pouvoir et abusoit licencieusement de notre nom et de notre autorité ont tellement allumé aux plus

généreux courages de nos sujets cette furieuse ardeur de prodiguer leur vie pour cette sorte de combats que..... ».

On considérait donc la plupart du temps qu'on avait bien moins un meurtre à punir qu'une sédition à étouffer.

Trop de sévérité dans les peines et par suite non application de la loi et impunité, tel était le grand défaut des édits. Et la preuve en est c'est que Richelieu lui-même, Richelieu qu'on ne peut taxer d'indulgence envers la noblesse s'élève contre cette trop grande rigueur.

« La multitude de ceux qui se battaient, dit-il, était si grande et les peines ordonnées par les édits précédents si rigoureuses que le roi avait peine de les faire punir, d'autant que ce n'eut plus été un effet de justice qui est d'en châtier un petit nombre pour en rendre sages beaucoup, mais plutôt un effet d'une rigueur barbare qui est d'étendre la punition à tant de personnes qu'il semble n'en rester plus qui puissent s'amender par l'exemple » (1).

« Le roi, dit-il, avait peine de les faire punir ». Et, en effet, après s'être soustraits par la fuite et par l'aide de leurs amis aux recherches de la justice, recherches qui n'étaient faites du reste souvent que pour la forme, les duellistes obtenaient facilement des lettres d'aboli-

1. *Mémoires de Richelieu*. 2^e série, tome, XXIII,

tion motivées sur l'atrocité des peines par eux encourues ; et ainsi leur était acquise la plus complète impunité. C'est ce que constate le préambule de l'édit de 1626 : « D'autant, y est-il dit, que la qualité des dites peines est telle qu'aucuns de ceux qui ont l'honneur d'approcher de plus près de notre personne ont pris souvent la liberté de nous importuner pour en modérer la rigueur en diverses occasions ; ce qui a fait que les coupables, qui ont par cette faveur et considération obtenus sur ce nos lettres d'abolition, sont demeurés entièrement impunis. »

Edit de 1626. — Ces grâces multipliées conduisirent enfin à une amnistie générale ; elle fut promulguée en février 1626 à l'occasion du mariage de Henriette de France avec le roi d'Angleterre. En même temps un nouvel édit venait tenter une autre législation à la place de celle qui s'était trouvée faible par trop d'énergie. Richelieu dans ses mémoires nous raconte la séance du conseil où furent discutées les bases de cet édit de 1626 :

Les uns conseillaient au roi d'opposer aux progrès du mal un système de rigueur inflexible, observant « qu'il n'y a rien qu'enfin la prévoyance d'une punition de mort inévitable ne puisse emporter sur les esprits des hommes ».

D'autres, s'appuyant sur l'exemple des siècles passés, proposaient de mettre en vigueur le système de

transaction admis par Henri IV dans l'article V de l'édit de 1609 et voulaient que le roi se réservât d'autoriser le combat pour certaines causes, sauf à punir ceux qui se battraient sans recourir à son autorité.

Richelieu ne voulut se ranger à aucun de ces avis. Punir de mort tous les coupables de duel indistinctement comme le faisait la déclaration de 1623 lui semblait d'une rigueur outrée. Il trouvait d'autre part que permettre les duels dans certains cas était un moyen peu expédient pour les détruire car de proche en proche les combats seraient redevenus si fréquents qu'il eût fallu recourir bientôt aux mesures employées auparavant. En plus il repousse la chose au nom de la morale et voici là-dessus son opinion qu'il nous a paru intéressant de reproduire :

« Tous les théologiens, dit-il, conviennent que le duel pour cause singulière ne peut être permis selon la loi de Dieu mais je n'en ai vu aucun qui en exprime bien clairement la vraie raison. Quelques-uns estiment qu'elle tire son origine de ces mots de l'Écriture : « C'est à moi qu'appartient la vengeance et j'entends l'exercer par moi-même ». Mais ils montrent bien que les particuliers, de leur autorité, ne peuvent chercher par cette voie la vengeance des injures qu'ils ont reçues, mais non pas qu'un prince ne la puisse ordonner, ainsi qu'il peut commander à un exécuteur de justice de mettre à mort celui qui aura violé la propre fille du même exécuteur, auquel cas le dit ministre de

justice venge, non de soi-même, mais par autorité du prince, l'injure que le public a reçue en sa famille et ce sans péché, pourvu qu'il rectifie son intention; ce qui fait que si les duels n'étaient défendus qu'en vertu de ce principe, on les pourrait pratiquer par commandement du prince avec les mêmes circonstances qu'un exécuteur de justice doit garder en sa conscience. La vraie, primitive et fondamentale raison est que les rois ne sont pas maîtres absolus de la vie des hommes et par conséquent ne peuvent les condamner à mort sans crime; ce qui fait que, la plupart des sujets de querelles n'étant pas dignes de mort, ils ne peuvent en ce cas permettre le duel qui expose à ce genre de peine. Qui plus est; quand même une offense serait telle que l'offensant mériterait la mort, le prince ne peut pas pour cela permettre le combat puisque, le sort des armes étant douteux, il expose par ce moyen l'innocent à la peine qui n'est méritée que par le coupable; ce qui est de toutes les injustices la plus grande qui puisse être faite. Les rois doivent la justice déterminément et par conséquent ils sont obligés de punir les coupables sans péril et hasard pour l'innocent. Si Dieu s'était obligé de faire que le sort des armes tombât toujours sur le coupable, on pourrait pratiquer cette voie, mais puisqu'il n'en est pas ainsi elle est plus que brutale pour la raison susdite. »

On n'avait pas encore jusqu'alors condamné le duel judiciaire aussi nettement et clairement.

Comme nous l'avons donc vu, Richelieu repoussant la trop grande rigueur de la loi qui avait précédé, l'édit de 1626 fut rédigé en vue de modérer les peines en les graduant suivant les circonstances de chaque affaire.

La privation des charges et offices, la confiscation de moitié des biens et un bannissement de trois années punirent le simple appel.

La déchéance de noblesse, l'infamie ou la peine capitale devaient être appliquées, suivant le degré de criminalité, au coupable de duel non suivi de mort.

Les peines du crime de lèse-majesté au premier chef (la mort et la confiscation totale) pour le cas où l'un des combattants aurait succombé.

Il était cependant permis aux juges d'appliquer aux coupables la rigueur des anciennes ordonnances lorsque l'atrocité du fait paraîtrait mériter un châtimement exemplaire.

Quant à ceux qui auraient eu recours à des seconds voici ce qu'en disait l'édit :

« Nous voulons que ceux qui se rendront coupables à l'advenir d'une telle et si criminelle *lascheté* (d'avoir employé des seconds) soient irrémissiblement punis de mort, suivant la rigueur de nos premiers édits ; et dès à présent déclarons les appelants et les appelez qui se serviront desdits seconds, ignobles, eux et leur postérité, décheus de toute noblesse et incapables de toutes charges pour jamais, sans que nous, ny nos

successeurs les puissent rétablir et leur oster la note d'infamie qu'ils auront encourue tant par l'infraction de nos édits que par leur *lascheté* ».

« L'usage des seconds, dit Rousseau, quoique porté en France jusqu'à la fureur fut aboli par ce seul mot de *lâcheté* (1) ».

Cette assertion est un peu exagérée, car l'usage des seconds dura longtemps encore ; mais il en fut néanmoins sensiblement diminué.

De nouvelles précautions furent employées, lors de la publication de l'édit de 1626, pour prévenir l'abus du droit de grâce. Outre la parole donnée par le roi de ne jamais grâcier aucun duelliste, il fit jurer à son secrétaire des commandements de ne signer aucune lettre de grâce sur cette matière, et au chancelier de n'en point sceller.

« Nous avons défendu, portait en outre l'article 13 de l'édit, et défendons à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de nous faire aucune prière au contraire ; en déclarant infracteurs de nos lois, ennemis de notre réputation et indignes de notre bonne grâce tous ceux qui l'oseraient entreprendre ».

Ces promesses et serments sont d'abord tenus : « Il s'agit de couper la gorge aux duels ou aux édits de votre Majesté », dit Richelieu au roi supplié de toutes parts en faveur de Montmorency-Boutteville et Deschappelles. Et tous deux sont décapités le 21 juin 1627.

1. *Contrat social*, liv. IV, ch. VII.

Devant cette fermeté les duels diminuent. Et c'est là chose à remarquer et à retenir, que chaque fois que les lois ont été appliquées elles ont eu un résultat.

Cependant il faut penser qu'il y avait encore beaucoup de duels impunis car dès 1634 le roi se voit obligé de rendre une nouvelle déclaration pour remettre en vigueur l'édit de 1626 et dans le préambule de cette déclaration il impute à « la négligence des officiers de justice » autant qu'à « la corruption du siècle » les nouveaux progrès du mal.

Cette volonté de punir du reste ne dure pas longtemps car en 1635 c'est une nouvelle amnistie générale accordée aux duellistes à l'occasion de la naissance de Louis XIV.

C'était là trop grande facilité de pardon et ce fut en vain que le parlement, par ses arrêts du 3 mars 1638, 4 mars 1639, et 7 décembre 1640, fait publier de nouveau l'édit des duels en déclarant chaque fois qu'il serait exécuté sans rémission contre les coupables. On ne croyait pas à cette menace et le mal continua ses ravages.

IV. *Louis XIV.* — Malgré la vigueur des édits, trop d'amnisties et de pardons de la part de Louis XIII avaient donc encouragé les duellistes. C'est ce que nous voyons avoué dans le préambule de l'édit de 1643, un des premiers actes de l'administration de Mazarin : « L'expérience a fait voir, y est-il dit, que pour répri-

mer le duel, la sévérité est beaucoup plus propre que la douceur : ainsi que le défunt Roy, notre très honoré Seigneur et Père, le reconnut lorsque dans l'extresme joye qu'il plût à Dieu de lui donner en exauçant les vœux de toute la France, lorsque nous vîmes au monde, et dans le ressentiment des services que la plupart de la noblesse luy rendoit dans ses armées avec tant de zèle et de fidélité, il se relâcha d'accorder des abolitions à quelques-uns de ceux qui avoient contrevenu à ses Edits, espérant par cette grâce de les rendre tous désormais plus retenus dans leur devoir. Mais au contraire, comme si cette facilité de pardon pour le passé leur avoit donné l'espérance d'une impunité entière pour l'avenir, ils s'emportèrent, et continuèrent de s'emporter avec tant de violence à ces combats impies qu'il ne s'est jamais fait en aucun temps un plus grand nombre de duels ».

L'édit de 1643 renfermait trente-quatre articles qui sont presque tous empruntés aux ordonnances de Henri IV et de Louis XIII. Mais il ne servit à rien. On assure, en effet, que dans l'espace de huit années que dura la minorité de Louis XIV la noblesse française perdit plus de quatre mille de ses membres en combats singuliers (1). Il faut dire que les troubles de la Fronde étaient une grande source de discordes et de duels.

Ce ne fut que du jour où Louis XIV majeur prit en

1. Rapport fait à par la Chambre des députés en 1819 par le baron Pasquier.

main le gouvernement qu'on vit cette législation produire enfin un effet salutaire. Louis XIV, en effet, était trop jaloux de maintenir son autorité comme souverain pour ne pas s'attaquer plus que tout autre au duel, révolte contre cette autorité.

Dans la séance même où il tient son premier lit de justice au parlement (7 sept. 1651), il fait lire un nouvel édit sur les duels qui n'est encore qu'une copie légèrement modifiée des précédents. On y remarque toutefois une réduction dans les peines applicables en cas de simple appel et par contre une aggravation dans celles qui devaient être prononcées lorsqu'il y avait eu combat; la confiscation totale était rétablie pour ce dernier cas.

La même année Louis XIV, allant chercher le mal à sa source première, tente d'arracher au préjugé ses partisans en provoquant contre le duel une ligue formée au nom de la morale et de la religion. Voici, en effet, la déclaration qu'il réussit à faire signer à nombre de gentilshommes illustres :

« Les soussignés font, par le présent écrit, déclaration publique et solennelle de refuser toutes sortes d'appels et de ne se battre jamais en duel pour quelque cause que ce puisse être et de rendre toutes sortes de témoignages de la détestation qu'ils ont du duel comme d'une chose tout à fait contraire à la raison, aux biens et aux lois de l'Etat, et incompatible avec le salut et la religion chrétienne, sans pourtant renon-

cer au droit de repousser par toutes voies légitimes les injures qui leur seraient faites, autant que leur profession et leur naissance les y obligent, étant aussi toujours prêts de leur part d'éclaircir de bonne foi ceux qui croiraient avoir lieu de ressentiment contre eux, et de n'en donner sujet à personne. »

Pour engager les gentilshomme à signer cette déclaration, on inséra dans un règlement des maréchaux du 22 août 1653 un article portant que « lorsqu'il y aurait démêlé entre des gentilshommes dont les uns auraient promis et signé de ne point se battre, et les autres non, ces derniers seraient toujours réputés agresseurs, à moins que le contraire ne parut par des preuves bien expresses ».

Dans tous les édits que nous avons vus jusqu'ici les peines de roture et d'infamie prononcées contre les duellistes étaient étendues à la postérité des coupables. Une déclaration de mai 1653 vint proclamer un principe plus équitable :

« Nous voulons et entendons, y est-il dit, que les dégradations de noblesse soient personnelles et n'ayant lieu que contre ceux qui auront violé notre édit, sans qu'elles passent à leur postérité, laquelle n'étant point coupable du crime ne doit point aussi avoir part à la punition ».

Le roi permit en même temps aux héritiers du duelliste mort dans le combat de se constituer parties civiles, et leur fit remise de la confiscation pour le cas où

leurs diligences aboutiraient à la condamnation du meurtrier.

C'est dans cette même déclaration de 1653 que nous lisons : « Nous voulons et nous plaist que nosdits Cousins, les maréchaux de France, s'assemblent incessamment pour dresser un Règlement le plus exact et distinct qu'il se pourra sur les diverses satisfactions et réparations d'honneur qu'ils jugeront devoir estre ordonnées, suivant les divers degrez d'offenses; et de telle sorte que la punition contre l'agresseur et la satisfaction à l'offensé soient si grandes et si proportionnées à l'injure receüe qu'il n'en puisse renaître aucune plainte ou querelle nouvelle ».

Ce règlement parut le 22 août 1653 et est intitulé : « Règlement de Messieurs les Maréchaux de France touchant les réparations des offenses entre les gentils-hommes pour l'exécution de l'édit contre les duels ».

Nous avons déjà parlé plusieurs fois de ce tribunal des maréchaux, mais sans nous y arrêter. C'est qu'il ne fut pleinement et définitivement organisé que par Louis XIV et nous nous réservions d'en parler plus longuement à ce moment. Nous croyons, en effet, intéressant, comme à notre époque on tend de plus en plus à résoudre les questions d'honneur par l'arbitrage, de donner une idée de ce que fut ce tribunal d'arbitrage des maréchaux de France.

Tribunal des maréchaux de France. — La juridiction des maréchaux était une dérivation de celle qui

appartenait anciennement au connétable comme chef suprême de l'armée. Les maréchaux jugeaient avec le connétable tous les faits relatifs à la guerre et connaissaient, par suite, des différends qui s'élevaient entre gentilshommes touchant le service militaire (1).

Ils ne furent donc pas érigés en tribunal pour juger les affaires d'honneur, mais la connaissance de ces affaires leur fut dévolue comme aux juges naturels de la noblesse et de l'armée.

Les maréchaux avaient juridiction partout où ils se trouvaient, soit à la suite du roi, soit ailleurs. Les gouverneurs de province suppléaient les maréchaux, chacun dans l'étendue de son gouvernement, et en l'absence des gouverneurs le même pouvoir appartenait aux lieutenants généraux.

Quant à ses justiciables ils comprenaient tous les gentilshommes et tous les militaires, même les étrangers (2).

Voici quelles étaient les formes de procéder de ce tribunal. Comme on ne pouvait compter beaucoup sur l'offensé pour porter plainte, il était enjoint à toute personne qui aurait connaissance d'un différend d'en donner avis sur le champ soit aux maréchaux eux-mê-

1. Voir le « *Recueil de pièces concernant le tribunal de nosseigneurs les maréchaux de France* », publié en 1784.

2. Sauf les magistrats, depuis un édit du 31 déc. 1704 qui attribuait à chaque *Compagnie de Justice* le droit de juger ses membres pour faits relatifs au point d'honneur.

mes, soit aux gouverneurs de province ou délégués des maréchaux. Le règlement prononçait pour défaut d'avertissement la peine de six mois de prison.

Dès que les maréchaux avaient reçu ainsi avis de quelque différend entre gentilshommes ils devaient employer tous les moyens dont ils disposaient pour empêcher que les parties n'en vinssent aux voies de fait. Ils commençaient donc par leur faire signifier défense expresse de s'adresser aucune provocation avec citation devant eux pour statuer sur leur différend. Lorsqu'il y avait lieu de craindre que les parties fussent peu disposées à satisfaire à cette injonction, les maréchaux pouvaient, sur ce simple soupçon, envoyer près d'elles des archers et gardes pour les accompagner devant le tribunal, et s'il y avait intention marquée de désobéir on en venait, après sommation, à employer la voie des garnisaires pour contraindre les récalcitrants à l'obéissance et les empêcher d'en venir aux voies de fait contre leur partie adverse.

Nous trouvons dans le recueil que nous avons déjà cité (1) plusieurs exemples de lieutenants de la connétablie mis ainsi en garde au domicile des grands seigneurs qui étaient obligés de les souffrir tout le jour à leurs côtés, au point de ne pouvoir sortir sans les faire monter avec eux dans leur carrosse.

1. *Recueil des pièces concernant le tribunal de nos seigneurs les maréchaux de France.*

Ce moyen était-il encore insuffisant, il était permis alors de recourir à la prison ; et lorsqu'un gentilhomme s'était soustrait par la fuite aux recherches des agents de la connétablie ses biens pouvaient être saisis pendant qu'on instruisait son procès par défaut.

Une fois les parties amenées de gré ou de force devant les maréchaux, ceux-ci employaient tous leurs efforts pour pacifier le différend. A cet égard nulle forme particulière ne leur était prescrite. Mais si les maréchaux ne réussissaient pas dans leur rôle de conciliateurs, ils le quittaient alors pour prendre celui de juges et appliquaient aux coupables les peines dont nous allons maintenant parler.

Jusqu'au règne de Louis XIV aucun acte législatif n'avait déterminé avec précision les peines à prononcer en cas d'injures. Les premiers édits qui avaient donné juridiction en cette matière aux maréchaux de France leur laissaient le choix des peines ou se bornaient à indiquer une seule nature de pénalité pour toutes les sortes d'offenses.

Ainsi l'édit de 1609 voulait que pour toute injure qui serait reconnue toucher à l'honneur, l'agresseur fût privé de ses charges, honneurs et dignités pendant six ans et qu'il lui fût interdit en même temps d'approcher à dix lieues de la résidence du roi.

Louis XIV comprit qu'il était nécessaire de mieux proportionner la répression au degré de l'offense, et il

chargea, comme nous l'avons dit plus haut, les maréchaux de dresser un règlement à cet effet (1).

Ce règlement, afin de graduer les peines, fait une classification des offenses suivant un ordre croissant de gravité.

Il place dans la catégorie la moins grave les offenses qui consistent seulement en paroles, citant comme exemples les appellations de sot, lâche et traître.

La seconde classe d'offenses comprend les démentis ainsi que les menaces de coups de main ou de bâton.

S'il y avait eu effectivement coup porté, l'offense s'élevait au troisième degré lorsqu'il s'agissait d'un soufflet ou coup de main ; au quatrième lorsque l'agresseur avait employé le bâton.

Pour ces quatre premières classes d'offenses la peine principale était un emprisonnement dont la durée variait d'un mois à quatre ans, suivant que l'offense rentrait dans telle ou telle classe et suivant, en outre, que l'injure par parole, menace ou effet, avait été ou non provoquée ou repoussée par une autre injure d'égale ou de moindre gravité.

Lorsqu'il n'y avait eu offense que d'une part, l'offenseur devait, après avoir subi la prison, faire amende honorable verbalement ou par écrit ; et dans le cas où l'offense consistait en coups donnés, le coupable devait se soumettre à recevoir la peine du talion. Les maré-

1. Règlement du 22 août 1653, modifié le 22 août 1679.

chaux pouvaient ordonner de plus que l'amende honorable aurait lieu en présence d'un certain nombre d'amis de l'offensé, et ils se réservaient le droit de forcer l'offensé lui-même à donner à l'autre des coups pareils à ceux que ce dernier lui avait portés.

Lorsque l'offense avait été provoquée ou repoussée par d'autres voies de fait ou injures, l'amende honorable était supprimée et l'emprisonnement réduit à une moindre durée.

Une cinquième classe comprenait les offenses faites au sujet d'intérêts civils ou de procès pendants devant les juges ordinaires. Dans ce cas, l'agresseur pouvait, en outre des peines applicables, suivant la nature de l'offense, être banni pour un certain temps du lieu où résidait l'offensé, ou même de tout le territoire du royaume.

Enfin, dans une dernière catégorie étaient mises « les injures faites de dessein prémédité et de gayeté de cœur ». Celles-ci pouvaient être traitées comme assassinat, et c'était alors devant les tribunaux ordinaires que les poursuites devaient être dirigées ; mais si l'offensé aimait mieux se pourvoir devant le tribunal des maréchaux, l'agresseur était passible de 15 à 20 ans de prison dans une forteresse, suivant que le coup avait été porté « par devant et sans complices » ou « par derrière et avec avantage ».

Malgré ces nombreuses distinctions, on n'atteignait pas encore la multitude des nuances que peuvent offrir

les délits contre l'honneur ; aussi les maréchaux étaient-ils autorisés à diversifier la nature des satisfactions et la quotité des peines suivant la variété infinie des circonstances dont ils étaient appelés à connaître. Ils avaient donc là un pouvoir absolu et formidable.

Édit des duels de 1679. — Telles étaient les dispositions préventives contre les duels. Quant à ce qui regarde la répression, nous avons vu que Louis XIV avait déjà promulgué plusieurs édits en 1643, 1651 et 1653.

Mais voulant compléter son œuvre, il rendit en août 1679, la célèbre ordonnance qu'on a proprement appelée *Édit des duels*, parce qu'elle a fixé définitivement la législation sur cette matière. Afin de donner une idée complète de ce qu'était cette législation sous Louis XIV, nous allons donc étudier cette ordonnance plus en détail que les autres, et nous parlerons à ce propos successivement de la compétence, de la procédure et de la pénalité en matière de duels.

Compétence. — Nous avons vu que sous l'empire des lois qui admettaient le combat judiciaire, les parlements avaient fini par demeurer seuls juges de toutes les affaires. Par voie de conséquence ce fut aussi aux parlements que les lois répressives du duel attribuèrent le jugement des procès intentés aux duellistes.

Mais cette disposition fut modifiée par l'édit de 1679

qui attribua juridiction « tant dans l'enclos des villes que hors d'icelles » aux officiers et prévôts de la connétablie ainsi qu'à tous les prévôts généraux, provinciaux et particuliers, même aux vice-baillis, vice-sénéchaux et lieutenants criminels de robe courte concurremment avec les juges ordinaires, mais toujours à la charge de l'appel en cour de parlement (1).

Louis XIV avait cru par là laisser aux duellistes d'autant moins de chances d'impunité qu'il y aurait un plus grand nombre de juges compétents pour les poursuivre. Mais il ne tarda pas à reconnaître qu'une confusion fâcheuse dans la marche des procédures était la suite inévitable d'une pareille concurrence de juridictions et dès le 14 décembre de la même année il rendit pour y remédier une déclaration qui, sans ôter en généraux offices et prévôts de la connétablie leur compétence, redonnait pourtant aux cours de parlement leur ancienne prééminence. Elle les rétablissait, en effet, dans le droit exclusif de connaître, en premier et dernier ressort, des duels commis dans l'enceinte et aux environs des villes où elles siégeaient et leur permettait en outre d'évoquer par devant elles toutes les autres affaires de duel dont elles voudraient connaître.

Cette compétence des parlements dura jusqu'en 1789.

Procédure. — Voici maintenant la procédure qui

1. Edit de 1679. Art. 19.

était suivie. Dès que les prévôts et autres officiers de justice avaient connaissance qu'un duel venait d'avoir lieu, ils devaient à peine de suspension de leurs gages faire toute diligence pour arrêter les prévenus et les écrouer dans la prison royale la plus voisine. Une récompense de 1500 livres leur était assurée pour chaque capture (1).

Pour stimuler en même temps le zèle des parties civiles, la loi promettait aux héritiers de toute personne tuée en duel la remise entière de la confiscation s'ils parvenaient à faire condamner le meurtrier (2).

A la simple requête des procureurs généraux les officialités diocésaines devaient fulminer des monitoires contre tout témoin qui refuserait de déclarer en justice les faits que l'on supposait être à sa connaissance. Et lorsque les preuves ne pouvaient être promptement recueillies, les parlements étaient autorisés à prolonger arbitrairement la détention des prévenus arrêtés afin de donner aux procureurs généraux le temps de compléter leurs recherches et de mettre en état la procédure.

Dans les procès par contumace la loi s'étudiait à rendre les poursuites encore plus rigoureuses et plus pressantes. Sur la simple notoriété publique et sans

1. Art. 21.

2. Art. 31.

même qu'il fût besoin d'informer, un décret de prise de corps devait, à la réquisition du procureur général, être lancé contre les absents; faute par eux d'obéir à ce décret leurs biens étaient immédiatement saisis et après trois assignations les défaillants étaient, dans la huitaine après le crime, déclarés coupables et condamnés aux peines portées par l'édit. Et à la différence des arrêts par contumax motivés sur tout autre crime, ceux-ci devenaient immédiatement exécutoires sur tout ce que la loi pouvait saisir à défaut de la personne des condamnés. Ainsi leurs biens confisqués étaient aussitôt mis en séquestre. Leurs maisons étaient démolies et rasées, et leurs bois de haute futaie coupés à moitié en mémoire du crime. Si quelque succession s'ouvrait à leur profit ils étaient incapables d'y prétendre; et quand même ils auraient été plus tard restitués contre le contumax ils perdaient tous les fruits des héritages jusqu'au jugement de restitution. La justice de leurs terres était exercée au nom du roi. En outre la seule prononciation de l'arrêt emportait dégradation actuelle de noblesse et déclaration d'infamie.

Dans les procédures suivies pour tout autre crime lorsque le contumace se représentait dans les cinq années à partir de l'arrêt, les défauts et condamnations prononcés contre lui étaient mis au néant de plein droit. En matière de duel au contraire, les condamnés ne pouvaient en aucun temps purger le défaut sans avoir obtenu du roi des lettres portant permission de se re-

présenter et sans justifier du paiement des amendes prononcées contre eux (1).

Enfin l'action publique pour crime de duel ne s'éteignait ni par la mort du coupable, car le procès était fait à sa mémoire, ni par aucune prescription ; et non seulement cette action se perpétuait ainsi elle-même, mais elle avait le privilège de faire revivre les actions criminelles qui pouvaient être intentées pour tout autre fait contre ceux qui se trouvaient, à quelque époque que ce fût, convaincus du crime de duel (2).

Pénalité. — Quant aux peines que faisait encourir l'édit de 1679, il nous faut, pour les détailler, distinguer dans le duel les trois degrés de criminalité qu'il renferme, savoir :

- 1° L'appel non suivi de combat ;
- 2° Le duel consommé sans qu'il en résulte mort ;
- 3° Le combat ayant produit la mort.

Dans le cas de simple appel l'édit de 1679 déclare l'appelant condamné : A être emprisonné pendant deux années. A être suspendu de ses charges et privé de leurs revenus pendant trois ans. Et à payer une amende égale au moins à la moitié du revenu de ses biens pendant une année. En plus, l'appelant était déchu de pouvoir jamais obtenir satisfaction de son offense.

1. Art. 23.

2. Art. 35.

L'édit donnait, du reste, un pouvoir très grand aux juges, car il les autorisait à aggraver les condamnations « selon que la qualité des personnes, les sujets de querelles, les circonstances des temps et des lieux, rendraient l'appel plus punissable (1) ».

Lorsqu'il y avait eu acceptation du cartel par l'appelé, soit que celui-ci se fût rendu effectivement au lieu indiqué, soit qu'il « eût fait seulement effort pour s'y rendre », l'édit l'assimilait alors à l'appelant et le punissait des mêmes peines.

Lorsqu'il y avait eu combat, l'édit de 1679 prononçait dans tous les cas contre les deux combattants la peine de mort avec confiscation totale des biens.

Un tiers de ces biens devait être appliqué aux hôpitaux, les deux autres tiers « tant aux frais de capture et de justice qu'à ce que les juges trouveraient équitable d'adjuger aux femmes et enfants, si aucuns il y en a, pour leur nourriture et entretenement seulement leur vie durant (2) ».

Encore cette faculté laissée aux parlements en faveur des veuves et enfants leur fut-elle retirée par une déclaration du 28 octobre 1711 : « afin que ceux que leur fureur emporterait jusqu'au point de n'être pas touchés de leur propre malheur fussent du moins

1. Art. 10.

2. Art. 13.

sensibles à celui des personnes qui leur étaient si proches, lorsqu'ils les verraient privés de toute espérance de trouver dans l'indulgence et la commisération des juges une ressource dans leurs disgrâces. »

En punissant ainsi du dernier supplice le combat même non suivi de blessures, la loi s'était réduite à l'impuissance de trouver une pénalité plus grande pour réprimer l'homicide commis en duel, ce qui était une faute, car c'était faire en sorte qu'on ne risquait pas plus à tuer son adversaire qu'à ne lui faire aucun mal. L'édit affectait, il est vrai, de répéter que dans le cas d'homicide le survivant serait alors *irrémissiblement* puni de mort, mais la même expression se retrouve dans les articles où il est question du simple combat : la peine pour ces deux degrés de crime était donc en réalité la même.

Quant au duelliste qui avait succombé dans le combat l'édit le frappait dans ses biens qui étaient confisqués et dans sa mémoire à laquelle le procès était fait : enfin il était privé des honneurs de la sépulture.

Nous avons vu que l'édit de 1626, en s'attaquant à ceux qui se serviraient de seconds et en les traitant de lâches, avait réussi à restreindre cette coutume, mais n'avait pu la faire disparaître complètement.

Aussi l'édit de 1679 s'y attachait encore : « Ceux qui par une lascheté artificieuse, disait-il, auront cherché dans l'adresse et le courage d'autrui la seureté de

leur faiblesse seront, en plus des peines portées plus haut, dégradés de noblesse, déclarés roturiers, et leurs armes seront noircies et brisées publiquement par l'exécuteur de la haute justice » (1).

On ne pouvait du reste espérer échapper aux effets de l'édit en allant se battre en pays étranger car les mêmes peines étaient alors applicables aux combattants. En effet, disait l'édit : « Ceux qui se donnent rendez-vous hors des frontières sont d'autant plus criminels que les premiers mouvements dans la chaleur et nouveauté de l'offense ne les peuvent plus excuser et qu'ils ont eu assez de loisir pour modérer leur ressentiment et s'abstenir d'une vengeance si défendue » (2).

Après avoir frappé les auteurs du duel la loi sévisait contre leurs complices :

Tout laquais qui avait porté sciemment un billet d'appel encourait, pour la première fois, le fouet et la fleur de lys, et en cas de récidive, les galères à perpétuité.

Les spectateurs qui s'étaient rendus exprès sur le terrain, s'ils étaient pourvus de charges, dignités ou pensions, devaient les perdre pour toujours ; sinon ils devaient être privés du quart de leurs biens.

Ajoutons que lorsqu'il y avait lieu à confiscation celle-ci devait s'exécuter nonobstant tous testaments se

1. Art. 15

2. Art. 18

contrats faits en fraude de l'édit. Et la présomption de fraude était étendue si loin que tous les actes passés par le duelliste dans les six mois avant le duel devaient être annulés par les tribunaux (1).

Deux nouveaux édits en décembre 1704 et octobre 1711 ne vinrent changer que quelques détails sans guère ajouter rien de nouveau à ce que nous avons vu.

Telle est l'analyse complète de la législation du duel sous Louis XIV. Si nous nous y sommes étendus plus que sur tout autre, c'est que plus que tout autre elle a eu de l'effet et produit des résultats.

« Nous avons eu satisfaction, dit Louis XIV dans le préambule de l'édit de 1704, de voir cesser presque entièrement sous notre règne ces funestes combats qui se pratiquoient dans notre royaume par une opinion invétérée qui régnoit depuis tant de siècles dans l'esprit de la nation ».

Et ce jugement que Louis XIV porte de son œuvre est le même qu'en a porté l'histoire :

« Son heureuse sévérité, dit Voltaire, corrigea peu à peu notre nation et même les nations voisines qui se conformèrent à nos sages coutumes après en avoir pris les mauvaises » (2).

Et Basnage, qui ne peut être suspecté de partialité en faveur de Louis XIV puisqu'il avait été obligé de

1. Art. 33.

2. *Siècle de Louis XIV*, chap. 29.

s'exiler par suite de la révocation de l'édit de Nantes, dit aussi : « Louis XIV a arrêté le cours d'un mal qui paraissait sans remède : il a sauvé la vie à une infinité de personnes : en ne faisant grâce à personne il a assuré le repos d'un très grand nombre de familles en jetant l'affliction dans quelques-unes par la punition des coupables ; il a rétabli la règle du véritable honneur et fait disparaître le faux qui est cruel et barbare » (1).

Et ce qu'il nous faut retenir, c'est que Louis XIV arriva à ce résultat non tant par sa législation que, chose que n'avaient point faite ses prédécesseurs, par sa persévérance à soutenir cette législation. Car ainsi que le dit le baron Pasquier dans un rapport fait en 1819 : « Louis XIV sentit qu'il ne suffisait pas de renforcer la législation, qu'il fallait encore la soutenir chaque jour de toute la force de sa volonté royale ; il prit avec lui-même des engagements auxquels il ne manqua jamais sciemment ; et s'il dût lui en coûter beaucoup d'avoir à soutenir une telle résolution, il put au moins se dire qu'il avait rendu à ses sujets et à l'humanité un des services les plus signalés qu'il soit possible à un souverain de leur rendre ».

V. — *Successeurs de Louis XIV.* — Ce qui démontre bien ce que nous venons de dire, que c'est surtout la

1. Basnage. *Dissertation historique sur les duels*. Page 165.

fermeté de Louis XIV à soutenir ses édits qui produisit un aussi heureux résultat, c'est que lui mort, et bien que ses édits restent en vigueur sous les deux règnes suivants, son œuvre se trouve interrompue.

C'est qu'il n'y a plus de répression efficace car de nouveau les coupables ont l'espoir de l'impunité. Et si la fureur des duels ne s'est pas allumée avec la même violence qu'au commencement du xvii^e siècle, il faut en chercher la cause ailleurs que dans l'attitude du pouvoir envers les duellistes. Cette cause se trouve dans le changement politique qui s'était opéré. La royauté ne se trouvait plus maintenant aux prises avec d'anciens vassaux affectant de guerroyer entre eux par un resté d'indépendance. La paix était faite désormais entre le monarque et sa noblesse. Les combats singuliers n'avaient donc plus pour excitant l'esprit de faction et de révolte contre lequel les lois s'étaient armées de tant de rigueur. Et c'est ce qui explique aussi pourquoi l'autorité royale, qui dans le duel ne se voyait plus menacée, a montré, à partir de ce moment, tant d'insouciance dans la répression de ce délit.

Pour la forme il y eut encore quelques édits. Louis XV, l'année même où il atteignit sa majorité, en publia un, en février 1723. Nous y trouvons une distinction qui jusqu'alors n'avait pas été faite : s'il n'a été donné aux juges du point d'honneur aucun avis de la querelle, ceux qui se seront battus doivent être tous deux punis de mort. Mais si au contraire, il a été donné avis de

la querelle et s'il y a agression évidente de part ou d'autre, l'agresseur seul sera puni de mort, pourvu que l'autre soit resté dans les termes d'une légitime défense.

Pour le reste l'édit de 1723 n'est que la confirmation des édits de Louis XIV.

Une déclaration du roidu 12 avril de la même année vint modifier encore le tarif des peines applicables aux diverses sortes d'offenses qui pouvaient intéresser l'honneur. Et c'est là le dernier acte législatif de l'ancien régime en ce qui regarde la répression des duels et des offenses.

CHAPITRE III

Répression du duel depuis 1789.

I. État de la question jusqu'en 1837. — II. Arrêt de la Cour de Cassation de 1837. — III. Conclusion.

I. *État de la question jusqu'en 1837.* — Nous sommes arrivés maintenant à une époque d'impunité complète du duel. Le code pénal de 1791 ne fait, en effet, aucune mention du duel. Il faut attribuer, je crois, ce silence à une erreur qui était très excusable à ce moment là. On pensait que le préjugé du point d'honneur, qui était né avec la noblesse et était toujours resté enfermé dans les limites de cette caste privilégiée, devait fatalement disparaître avec elle. Aussi, que voyons-nous sur les cahiers rédigés dans les bailliages en 1789 lors de l'élection des députés aux Etats-généraux? Le clergé, lui, doit forcément condamner le duel : aussi dans soixante-dix-neuf bailliages il demande qu'on renouvelle les ordonnances sur les duels. Sur les cahiers de la noblesse nous ne voyons aucun vœu de consigné ; la législation malgré ses rigueurs ne la gênait pas puisqu'elle n'était pas appliquée. Quant au

tiers état il se partage en deux : dans cinquante-six bailliages on s'élève contre « la barbare indulgence avec laquelle le duel était toléré ». Mais dans quatre-vingt-dix-huit bailliages au contraire on réclame la suppression des lois contre le duel en témoignant, et c'est là l'erreur dans laquelle nous voulions montrer qu'on était tombé, en témoignant donc l'espoir que « par l'heureux effet du progrès des lumières et d'une éducation vraiment nationale, les peuples en viendraient d'eux-mêmes à regarder comme un crime réel et non comme un trait d'honneur l'action de tuer son semblable.

Le code pénal du 6 octobre 1791 est donc muet sur la question. A la suite de duels politiques entre des membres de l'Assemblée nationale appartenant au parti de la cour et d'autres soutenant les idées libérales, l'Assemblée avait bien, le 4 février 1791, enjoint à ses comités de lui présenter un projet de loi sur les duels, mais cette injonction était restée sans résultat.

Le code des délits et des peines du 3 brumaire an IV qui reproduit du reste presque entièrement le code de 1791 ne parle pas non plus du duel.

Enfin il en est de même du Code pénal de 1810. Il faut dire qu'à ce moment là on pouvait croire, en effet, que le duel allait disparaître de lui-même, car il se faisait de plus en plus rare. Mais cela ne tenait qu'à une cause momentanée. La guerre générale avait imposé trêve aux guerres privées et l'on avait trop d'occasion

de tirer l'épée contre l'ennemi pour songer à la faire servir à une querelle ou à une haine personnelles.

Aussi cette trêve devait-elle cesser avec la cause qui l'avait amenée, et dès la chute de l'empire on voit une recrudescence de duels. C'est qu'à ce moment deux opinions politiques divisaient la France et ceux qui les embrassaient, loin d'être séparés comme en 1789 par l'émigration, étaient incessamment en contact. Dans l'ordre civil comme dans l'armée c'était donc la lutte entre les serviteurs du régime déchu et les partisans du régime nouveau. Tout le monde connaît le type du spadassin de cette époque, le demi-solde, qui ne peut se consoler de n'avoir plus à utiliser son épée et qui est toujours en quête d'un duel. Aussi tout lui est prétexte à se dire offensé. Colombey nous cite le cas de l'un d'eux qui s'était battu trois fois dans la même semaine, la première fois pour avoir été regardé de travers, la seconde pour avoir été regardé en face, la troisième enfin pour ne pas avoir été regardé du tout.

L'opinion publique s'émeut de ces duels ; aussi les cours royales se mettent-elles à poursuivre les duellistes. Par un premier arrêt du 8 avril 1819 la Cour de cassation casse un de leurs jugements, par ce motif que le code n'ayant pas parlé du duel, celui-ci ne pouvait être puni. Et c'est le commencement d'une lutte qui dure jusqu'en 1837 entre les cours royales qui poursuivent et la Cour de cassation qui casse leurs arrêts. Il faut remarquer qu'à cette époque et jusqu'à

la loi du 1^{er} avril 1837, l'autorité de la Cour de cassation n'allait pas jusqu'à empêcher que le point de droit, deux fois débattu devant elle, ne fût jugé en définitive dans un sens contraire à celui qu'elle avait proclamé dans ses deux arrêts. C'étaient donc les cours royales qui l'emportaient et à leur dernier arrêt devait appartenir la force de chose jugée. Et c'était alors à la législature à intervenir pour départager les tribunaux et prévenir toute variation ultérieure de jurisprudence en fixant d'une manière définitive le sens de la loi.

Aussi plusieurs projets de loi contre le duel furent présentés. En 1819 celui de M. Clausel de Coussergues qui est repoussé ; en 1829 celui de M. Portalis, alors garde des sceaux, qui est adopté par la Chambre des pairs ; communiqué à la Chambre des députés en fin de session il ne peut être l'objet d'aucun rapport. L'année suivante, le 11 mars 1830, M. Courvoisier présente un nouveau projet qui reproduisait en partie celui de Portalis. Les évènements de 1830 empêchèrent d'y donner suite.

II. *Arrêt de la Cour de Cassation de 1837.* — La révolution de 1830 avait déchaîné encore plus les passions politiques. Jamais dans tout le cours de ce siècle on ne vit plus de duels que dans les quelques années qui suivirent cette révolution. Ce réclamait une répression. Le législateur ne faisant rien pour cela, ce fut la cour de Cassation qui en prit l'initiative. Profitant du pouvoir qu'on venait de lui donner d'imposer son

interprétation de la loi par un second arrêt, elle revient complètement sur sa jurisprudence passée et le 22 juin 1837, elle décide, conformément au réquisitoire de M. Dupin, procureur général, « que si la législation spéciale sur les duels, antérieure à 1789, a été abolie par les lois de l'Assemblée constituante, on ne saurait induire de cette abolition une exception tacite pour le cas de duel aux dispositions générales qui punissent le meurtre, les blessures et les coups ; que ces dispositions sont absolues et ne comportent aucune exception : qu'on ne saurait d'ailleurs admettre que le meurtre commis, les blessures faites et les coups portés dans un combat singulier, résultat d'un concert préalable entre deux individus, aient été autorisés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même, puisqu'en ce cas le danger a été entièrement volontaire, la défense sans nécessité, le danger pouvant être évité sans combat: que le fait de la convention qui a précédé le duel ne peut être considéré comme une excuse légitime: que dans tous les cas c'est au jury seul qu'il appartient de l'apprécier à ce point de vue: et qu'ainsi toutes les fois qu'un meurtre a été commis, que des blessures ont été faites, que des coups ont été portés dans un duel, les juges appelés à prononcer sur la prévention ou l'accusation ne peuvent se dispenser de renvoyer l'accusé devant la cour d'assises ou le tribunal correctionnel (1). »

1. Cour de Cassation ; 22 juin 1837 ; affaire Pesson.

Il ne répond pas à notre but de traiter les motifs que l'on donne en faveur ou contre cette jurisprudence; de voir les raisons que l'on a pour dire que le code pénal punit le duel ou qu'il ne le punit point. Du reste cette question a été déjà maintes fois traitée. Pour nous il est seulement utile de voir le résultat de cette jurisprudence sous l'empire de laquelle nous sommes encore à l'heure actuelle.

D'après la jurisprudence de la Cour de cassation la loi ne punit donc pas le duel en tant que duel: elle ne l'atteint que dans ses conséquences qu'elle range parmi les attentats contre les personnes, homicides, coups, blessures, violences.

L'infraction peut donc être qualifiée tantôt crime et être jugée devant la Cour d'assises: tantôt délit et être jugée alors devant les tribunaux correctionnels.

Si le duel, en effet, s'est terminé par la mort d'un des combattants, l'homicide a le caractère d'un crime et les dispositions de l'article 296 du Code pénal lui sont applicables (1).

Si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée, les dispositions de l'article 309, paragraphe 4, sont applicables (2).

1. Art. 296. « Tout meurtre commis avec préméditation ou guet-apens est qualifié assassinat ».

2. Art. 309, parag. 4 « Si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort,

Dans le cas où le duel se termine par la blessure d'un des combattants, et si l'intention de donner la mort est constatée, l'auteur de la blessure et le blessé lui-même sont passibles, en vertu de l'article 2 du Code pénal de la peine qui, en cas d'homicide consommé, aurait été applicable (1).

Si les adversaires n'ont pas eu l'intention de se donner la mort, ce devient alors un délit et ils ne sont responsables que des blessures qu'ils ont faites. Il nous faut donc distinguer.

1° Si les coups et blessures ont entraîné une maladie ou incapacité de travail pendant plus de vingt jours les dispositions de l'article 309, paragraphe 1^{er}, sont applicables (2). Dans le cas de préméditation, suivant l'article 310, le fait a le caractère d'un crime (3).

Ils l'ont pourtant occasionnée, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés à temps ».

1. *Art. 2* « Toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le crime même ».

2. *Art. 309, parag. 1^{er}.* « Tout individu qui volontairement aura fait des blessures ou porté des coups, ou commis tout autre violence ou voie de fait, s'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou une incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de seize francs à deux mille francs ».

3. *Art. 310.* « Lorsqu'il y aura eu préméditation ou guet-apens, dans le cas prévu par le premier paragraphe de l'article 309 la peine sera celle de la réclusion. »

2° Si les coups et blessures n'ont occasionné qu'une maladie ou incapacité de travail pendant moins de vingt jours, c'est l'article 311, paragraphe 1^{er}, qui est applicable ; et le paragraphe 2 lorsqu'il y a eu préméditation (1).

Dans le cas où le duel se termine sans blessure, s'il est prouvé que les combattants ont eu l'intention de se donner la mort, ils sont coupables de tentative d'homicide, punissable des mêmes peines que l'homicide consommé.

S'ils n'ont pas eu l'intention de se donner la mort il n'en résulte, d'après l'opinion généralement admise, qu'une tentative de blessure indéterminée qui échappe à toute répression.

Ajoutons que les témoins peuvent toujours être punis comme complices.

Si nous avons passé ainsi en revue les résultats de cette jurisprudence c'est surtout pour pouvoir en tirer maintenant la conséquence. La conséquence en est la même que celle que nous avons pu déduire dans tout

1. Art. 311. « 1° Lorsque les blessures ou les coups, ou autres violences ou voies de fait, n'auront occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans et d'une amende de 16 francs à deux cents francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. 2° S'il y a eu préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de cinquante francs à cinq cents francs ».

le cours de l'histoire que nous avons parcourue : législation trop sévère et par suite non appliquée, d'où impunité.

A quoi aboutit, en effet, la jurisprudence actuelle : à assimiler le duelliste à un assassin, du moins lorsqu'il y a eu mort ou blessure grave. Du reste il est presque de règle maintenant de ne poursuivre que dans ce cas là, et il est très rare que des duellistes soient traduits devant les tribunaux correctionnels. Et lorsque par hasard cela leur arrive, ils ont toujours la ressource de soutenir qu'ils avaient eu l'intention de donner la mort et ainsi ils sont renvoyés devant la Cour d'assises (1). Et là ils sont sûrs de l'impunité.

Jamais le jury, en effet, et il aura raison, ne consentira à assimiler le duelliste à un assassin ; jamais il ne se résoudra à le déclarer coupable, car il sait quelles peines trop rigoureuses, même en supposant des circonstances atténuantes, cette déclaration entraînerait.

Ainsi donc de nos jours nous retrouvons les mêmes fautes et par conséquent même résultat que sous l'ancien régime. Et il en sera ainsi chaque fois que l'on voudra appliquer au duel des peines trop rigoureuses, car ainsi que le dit un auteur : « Toutes les fois que le

1. Voyez, par exemple, affaire Granier de Cassagnac. Paris, 1^{er} juin 1842. Dalloz. *Jurisprudence*. Duel, n° 120.

Affaire Ranc, Yvan de Wœstine, *Gazette des tribunaux*. N° du 30 juillet 1872.

crime inspire moins d'horreur que la peine, la rigueur de la loi pénale est forcée de céder aux mouvements naturels imprimés dans le cœur de l'homme » (Gibbon)

III.— *Conclusion.*—Maintenant que nous avons passé toute l'histoire du duel en revue, nous pouvons, je crois, répondre victorieusement, ce que nous nous étions donné à tâche dans cette partie de notre étude, à l'objection qui est généralement regardée comme la plus forte contre les tentatives de répression du duel. « Il n'y a pas de lois ni de peines, prétend-on, qui puissent supprimer ou même restreindre l'usage du duel ; et la preuve nous en est donnée par l'histoire. Nous voyons que de tous temps on s'est attaqué à ce préjugé et par les châtimens les plus sévères, et c'est vainement car on n'est arrivé à aucun résultat ».

Or il me semble qu'après avoir lu l'histoire il n'est point permis, au contraire, d'en déduire que ce préjugé du duel est indéracinable dans l'esprit des hommes. De tous temps, il est vrai, on s'y est attaqué, mais de quelle façon : en commençant par l'irriter avec l'injustice d'un châtiment trop rigoureux, et en ne parvenant pas à l'apaiser ensuite puisqu'on n'appliquait point ce châtiment.

Souvenons-nous que « ce n'est point par la rigueur du supplice qu'on prévient le plus sûrement les crimes : c'est par la certitude du châtiment. La perspective d'un châtiment modéré, mais auquel on sera certain de ne

pouvoir échapper, fera toujours une impression plus vive que les craintes vagues d'un supplice dont l'impunité anéantit presque toute l'horreur » (Mongalvy).

Et c'est là un principe qui n'a jamais été suivi, même à l'heure actuelle, dans la répression du duel.

Jamais est trop dire pourtant : il est deux époques dans l'histoire où les duellistes ont pu avoir la certitude du châtiment ; c'est dans la dernière année du règne de Henri IV après l'édit de 1609, et sous le règne de Louis XIV ; aussi avons-nous vu qu'à ces deux époques là, la fureur du duel s'était vite apaisée. Et pourtant le duel était alors bien plus difficile à combattre que de nos jours ; il avait, en effet, un caractère qu'il n'a plus maintenant : c'était la lutte de la féodalité contre le pouvoir royal, la lutte du seigneur qui voulait garder ses prérogatives, son droit de justice, le droit de juger lui-même sa cause. Et c'est pour cela qu'il y tenait tellement : le duel, c'est tout ce qui lui restait, à la fin, de son ancien pouvoir féodal.

Et c'est ce caractère de lutte politique entre le roi et les seigneurs, par lequel le duel devenait un crime de lèse-majesté, c'est ce caractère qui fait que les peines ont été si terribles en matière de duel, et que l'on y rencontre la mort à chaque pas.

Mais de nos jours où la société n'a plus à lutter contre la féodalité, où elle n'a plus devant elle qu'un faux préjugé et du respect humain, est-il logique de s'armer de peines telles que la mort ou les travaux forcés ? On

parle de la cruauté de l'ancien régime contre les duellistes. En théorie, sinon en pratique, ne sommes-nous point tout aussi cruels ? La loi n'est pas appliquée, il est vrai, mais la peine reste tout de même écrite, et c'est déjà trop.

Nous pouvons donc le dire maintenant avec preuves à l'appui, on ne fait rien de nos jours pour réprimer le duel, on n'a rien fait depuis 1789. Et si ce qu'on a fait auparavant est resté inefficace, nous en avons vu la cause. Il n'est donc point permis de dire : on a tout fait pour réprimer le duel et on n'est arrivé à rien.

En résumé il ne faut point se baser sur ce que dans l'histoire on n'est point arrivé à supprimer le duel pour repousser à présent toute tentative ; il ne faut point non plus compter sur le *progrès des lumières*, comme on disait en 1789, pour le faire disparaître peu à peu. Nous avons vu, en effet, à quoi ont abouti ces espérances qu'on formait alors.

Et la conclusion que nous tirons de tout cela c'est qu'on peut tout attendre des lois, lois préventives, lois répressives.

Mais avant de rechercher quelles lois seraient les plus utiles et les plus efficaces, nous avons encore auparavant une étude importante à faire, c'est celle des pays étrangers : étude qui ne sera point, il faut l'avouer, à notre avantage, car nous pourrions remarquer que dans presque toutes les législations étrangères, en ce qui regarde le duel, nous avons été devancés.

DEUXIÈME PARTIE

Législations étrangères.

On remarquera que nous avons insisté principalement sur quatre législations étrangères, celle de l'Allemagne, en ce qui regarde du moins les cours d'honneur instituées dans son armée, celles de l'Angleterre, de la Belgique et de la Louisiane :

Voici les raisons qui nous ont fait croire utile d'approfondir surtout ces législations.

L'Angleterre, elle, nous offre un exemple remarquable puisqu'elle a réussi à faire disparaître le duel de ses mœurs.

La Louisiane n'est point arrivée tout à fait au même résultat ; mais néanmoins dans aucun autre pays nous n'avons vu en ce siècle le duel, après avoir fait autant de ravages, être pourtant réprimé aussi vite : répression qui est due à la sagesse de la législation dont Livingston dota ce pays en 1822.

Quant à la Belgique elle est un des pays qui comme mœurs se rapproche le plus du nôtre. En outre elle a gardé nos codes. La question du duel s'est donc trou-

vée à un moment posée dans les mêmes termes qu'en France. Il était utile de savoir comment elle l'a résolue.

Enfin comme à l'heure présente on parle souvent de l'arbitrage comme du meilleur remède contre le duel, et que l'on se demande si d'une façon ou d'une autre on ne pourrait faire revivre un tribunal qui rappelle notre ancien tribunal des maréchaux, j'ai étudié la seule institution qui actuellement ait quelque ressemblance avec ce sont les cours d'honneur de l'armée allemande.

CHAPITRE I

I. Allemagne. — II. Cours d'honneur de l'armée allemande.

I. *Allemagne.* — C'est le nouveau Code pénal voté le 15 mai 1871 et actuellement en vigueur en Allemagne, qui contient les dispositions relatives à la répression du duel.

La provocation ainsi que l'acceptation de cette provocation sont punies d'une détention dans une enceinte fortifiée qui peut aller jusqu'à six mois (art. 201).

Elle peut aller jusqu'à deux ans lorsqu'il résulte de la provocation ou du genre de duel choisi qu'il était dans l'intention des adversaires de ne faire cesser le combat que par la mort de l'un d'eux (art. 202).

Les porteurs de cartels sont punis d'une détention de six mois au plus (art. 203).

Toutefois dans tous ces cas aucune peine n'est prononcée si les parties ont spontanément renoncé au duel avant de commencer le combat (art. 204). Ceci donne aux adversaires la possibilité jusqu'au dernier moment, en se réconciliant, d'être exempts de toute peine.

Quant au duel lui-même, il est puni d'une détention de trois mois à cinq ans (art. 205).

A ce propos il me semble qu'il est permis à un certain point de vue de critiquer la loi ; voici pourquoi : dans tous les cas elle laisse le maximum de la peine identique, il n'y a que le minimum qui change suivant les circonstances. Or, si on peut dire que théoriquement celui qui se bat en duel est toujours aussi coupable, quel que soit le résultat, pourtant il n'est point habile à la loi de permettre que le duelliste soit passible de la même peine, qu'il n'ait causé aucun dommage à son adversaire, ou qu'il l'ait blessé ou tué. A part cela il est évident que dans le cas de duel sans résultat, ce maximum de cinq ans de détention est bien trop élevé.

J'ai dit qu'il n'y avait que le minimum de la peine qui changeait. Et encore la loi ne fait pas de distinction entre le simple combat et le combat suivi de blessures : elle passe immédiatement au duel ayant causé la mort ; le minimum de la peine est dans ce cas de deux ans de détention ; il est de trois ans lorsqu'il était décidé que le duel ne devait cesser que par la mort de l'un des combattants (art. 216).

Les témoins ne sont pas poursuivis comme complices lorsqu'ils ont cherché sérieusement à empêcher le duel (art. 209).

Ceux qui ont excité des tiers à se battre sont punis

d'un emprisonnement de trois mois si le duel a eu lieu (art. 210).

De plus l'article 207 ajoute que celui qui aura tué ou blessé son adversaire en violant les règles conventionnelles ou traditionnelles du duel sera puni suivant les dispositions générales sur le meurtre et les lésions corporelles.

II. *Cours d'honneur de l'armée Allemande.* — Au point de vue de la répression du duel, le duel dans l'armée est une étude importante à faire. Si on arrivait, en effet, à supprimer le duel entre officiers, on aurait fait un grand pas. C'est ce qu'on avait bien compris, comme nous le verrons plus loin, en Angleterre où l'on s'était attaqué d'abord au duel de ce côté là : espérant, disait-on, que lorsqu'on verrait les querelles des officiers s'arranger par une autre voie que celle des armes, les civils prendraient bientôt exemple là-dessus.

Or bien que l'officier, ayant l'épée au côté, doit sembler au premier abord devoir être plus porté qu'un autre à s'en servir pour défendre son honneur, je crois au contraire qu'on arriverait plus facilement dans l'armée que n'importe où ailleurs à satisfaire le point d'honneur sans recourir aux armes. On répète, en effet, sans cesse que si on pouvait constituer un tribunal auquel les différends seraient soumis, et aux jugements desquels les adversaires reconnaîtraient assez d'auto-

rité pour satisfaire leur point d'honneur, tribunal tel qu'était autrefois celui des maréchaux de France, on arriverait ainsi à empêcher la plupart des duels. Or il me semble justement que dans l'armée ce tribunal ne serait point difficile à constituer. Il l'est déjà dans l'armée allemande sous le nom de cours d'honneur. J'ai donc pensé qu'il était important de continuer notre étude par un aperçu de ce tribunal.

Les cours d'honneur ont été organisées en Prusse par deux ordonnances du 20 juillet 1843, complétées par une ordonnance impériale du 2 mai 1874. Elles n'ont point été organisées seulement en vue de pacifier les querelles dans l'armée. La loi a confié à leur garde le dépôt tout entier de la discipline militaire. Elle les a chargées de maintenir intact l'honneur individuel des officiers ainsi que l'honneur collectif du corps dont ils sont les membres.

Pour les mettre à même de remplir ce double devoir on leur a donné un droit qui va jusqu'à retrancher de l'armée, par renvoi de service et déchéance du grade, l'officier qui, sans commettre de délit caractérisé, se rendrait indigne par sa conduite de porter l'épaulette. Les excitations au duel ne constituent donc qu'une des classes de faits qui peuvent motiver l'intervention disciplinaire des cours d'honneur. Toutefois c'est dans ses rapports avec le duel qu'il nous est seulement utile d'étudier l'organisation et les formes de procéder de ces cours.

La cour d'honneur est composée du corps d'officiers du régiment auquel appartient l'inculpé. De ce corps où doivent siéger au moins treize juges, on extrait, par voie d'élection, un conseil d'honneur qui a pour tâche d'instruire le procès sur lequel la cour d'honneur doit prononcer. Les pouvoirs les plus étendus lui sont conférés à cet égard. Toute personne est astreinte à déposer comme témoin et avec serment dans les enquêtes suivies devant les cours d'honneur, sous les mêmes peines que porte la loi criminelle contre les témoins cités par un tribunal civil.

À ces fonctions générales de juges instructeurs les membres des conseils d'honneur réunissent, en matière de duel, la tâche de conciliateurs. Toute altercation, toute offense à l'honneur entre officiers, lorsqu'elle est de nature à occasionner un duel, doit être déclarée par les parties elles-mêmes au conseil d'honneur de leur régiment. Faute de satisfaire à cette injonction de la loi, l'officier qui se bat en duel devient passible d'une peine spéciale pour non déclaration qui s'ajoute à la peine prononcée pour le fait du duel, et en double quelquefois la durée.

Le conseil d'honneur doit remonter dans ses investigations jusqu'à l'origine de la querelle car « il arrive, dit la loi, que certaines relations sociales antérieures, certains abus des prérogatives du service ou une humeur indomptable ont déjà déposé le germe de malentendus

que la moindre occasion fait éclater ensuite avec violence » (1).

L'enquête doit aussi s'attacher spécialement à discerner si l'offense ne touche que l'honneur individuel de tel officier ou si elle se formule d'une manière qui puisse entacher l'honneur du corps.

D'après les résultats de l'information, l'affaire doit recevoir l'une des solutions suivantes :

Il se peut d'abord que par suite des renseignements obtenus, le fait ait perdu le caractère d'offense pour rentrer dans la classe des *malentendus*. Le conseil d'honneur a pour mission dans ce cas de procurer, si les parties y consentent et si les considérations du corps le permettent, une réparation amiable qui doit être sanctionnée par le commandant militaire et dont une poignée de main réciproquement donnée est le symbole.

Mais si la résistance des parties ou la nature de l'offense empêche qu'une satisfaction puisse être ainsi amiablement offerte, l'affaire doit être soumise au jugement de la cour d'honneur.

Trois hypothèses peuvent alors se présenter : ou la querelle est reconnue tellement légère que l'honneur d'aucune des deux parties n'a pu être blessé, et dans ce cas la cour déclare qu'il n'y a pas lieu à jugement.

Ou bien la plainte est jugée tellement grave que

1, *Ordonnance du 20 juillet 1843*, § 8.

l'auteur de l'offense doit être considéré comme ayant compromis la dignité de son caractère, et dans ce cas le coupable encourt une peine disciplinaire.

Ou bien, enfin, l'offense est reconnue de telle nature qu'elle peut se réparer par des explications données devant la cour d'honneur.

Telles sont les manières que l'on peut appeler légales et régulières de terminer les affaires portées devant les cours d'honneur. Mais il en est une autre qui, bien qu'elle ne soit ni légale, ni régulière, est cependant prévue par la loi.

« S'il est reconnu, dit l'Ordonnance, que l'altercation ou offense survenue entre officiers n'est pas accommodable par la cour d'honneur, et si les parties déclarent, par des considérations intéressant l'honneur du corps des officiers, ne pouvoir s'en remettre à la décision de la cour d'honneur, alors les délibérations de cette cour doivent être closes, il est vrai, mais en même temps les parties doivent être averties par le conseil d'honneur des peines portées par la loi contre les officiers qui se battent en duel » (1).

On ne peut pas dire que ce parti soit le meilleur, car la loi ne doit point avouer ainsi son impuissance. Le premier caractère de la loi est de commander, et c'est manquer essentiellement à ce caractère que de prévoir

1. *Ordonnance du 20 juillet 1843*, § 16.

un cas où les circonstances seront réputées plus fortes que les prescriptions du législateur.

Cependant l'ordonnance n'abandonne pas encore les adversaires à eux-mêmes, car elle autorise le conseil d'honneur, s'il apprend que les parties sont dans l'intention de procéder au duel, à se présenter sur le lieu du combat pour tenter encore d'amener les adversaires à une conciliation amiable, et s'il ne le peut, pour servir alors de *tribunal de bataille*, en réglant les conditions et la marche du combat.

Cette assistance n'est pas dépourvue d'autorité car le président du Conseil d'honneur peut ordonner que le combat cesse dès que cela lui semble permis eu égard aux circonstances ; et le refus d'obéir à cette injonction est punie comme la désobéissance en matière de service.

Mais l'intervention du *tribunal de bataille* n'est pas, aux yeux du législateur, une excuse absolue pour les combattants : « Le duel une fois terminé, dit l'ordonnance, vient la punition du duel, appuyée sur les délibérations qui ont eu lieu dans la cour d'honneur auxquelles on ajoute, en cas de besoin, de nouvelles enquêtes sur les incidents du combat ».

Là finit la mission des cours d'honneur et commence celle des conseils de guerre.

La peine du duel entre officiers est en général celle des arrêts dans une forteresse. La durée de cette peine

peut varier d'un mois à vingt ans. La criminalité des combattants doit être appréciée par rapport :

Aux suites du duel ;

A la nature des conventions qui l'ont précédé ;

A celle des causes qui l'ont amené ;

Aux nécessités de la défense personnelle dans le combat.

De plus on envisage comme circonstances aggravantes :

Le cas où l'on s'est battu sans témoins ; et celui où les parties ne se sont pas conformées aux prescriptions relatives aux cours d'honneur, soit en omettant de déclarer l'altercation ou l'offense, soit en se battant tandis que l'affaire était pendante devant le conseil ou la cour d'honneur.

Trois intentions ressortent surtout des articles qui contiennent ces dispositions pénales.

La première est d'empêcher les duels à mort. Non seulement en cas d'homicide la peine est plus que doublée, mais encore, lors même que le duel n'a pas eu de suite fatale, la criminalité de la convention fait élever la peine portée pour simple combat de la durée minimum d'un mois à la durée minimum de deux années.

La seconde intention marquée dans la loi est d'établir une ligne de démarcation profonde entre celui des combattants à qui incombe le tort du combat, et celui qui, d'après l'expression de la loi, bien que « coupable

du crime de duel » n'a pas été reconnu « coupable dans le duel ».

En cas d'homicide, le survivant lorsqu'il a été la partie coupable encourt, outre la peine des arrêts pendant le temps fixé par la loi, celle du renvoi du service.

Si au contraire le survivant est déclaré « non coupable dans le duel ou dans les conventions qui l'ont précédé », et s'il ressort du procès que l'homicide a eu lieu sans dessein prémédité et seulement par suite des nécessités de la défense, le minimum de la peine est réduit à dix mois au lieu d'un an s'il ne s'agissait pas d'un duel à mort, et à deux ans au lieu de cinq dans le cas même où il avait été convenu qu'on se battrait jusqu'à la mort.

Remarquons que cette différence que la loi fait entre les deux adversaires est très juste, car il est certain que celui qui a été la cause première du duel est plus coupable que son adversaire, même si c'est ce dernier qui a provoqué.

La troisième intention du législateur, enfin, est de placer dans la gradation des peines la sanction véritable des prescriptions disciplinaires qui se rapportent aux moyens préventifs mis à la disposition des cours d'honneur. Pour les officiers, en effet, qui manquent à ces prescriptions, sont établies des peines additionnelles dont l'effet est de châtier, dans le crime consommé, l'infraction disciplinaire qui n'avait pu être atteinte en elle-même.

Pour ceux qui, au contraire, se sont conformés de tout point aux règles établies relativement aux cours d'honneur, la loi leur octroie, le cas échéant, la faveur d'un article ainsi conçu : « Dans certains cas particuliers, lorsque le duel a été occasionné par des raisons graves et particulières à la classe des officiers, sans intention mauvaise, et qu'il est demeuré sans suites dommageables, et que de plus les deux parties se sont conduites irréprochablement, et qu'il n'existe pas de circonstances aggravant le duel, les combattants pourront être punis seulement disciplinairement des arrêts par le commandant de division (1) ».

On voit toutefois que la loi subordonne la commutation de la peine criminelle en une peine disciplinaire à tant de conditions, que le bénéfice de cette disposition ne doit pouvoir être que bien rarement invoqué.

Quant à ce qui regarde les témoins, la loi s'est trouvée conduite par la force des choses à les placer sur la même ligne que les membres du conseil d'honneur qui, dans les cas prévus par l'ordonnance, assistent au combat. On n'a donc pas pu les déclarer punissables. Il faut toutefois excepter le cas où ils auraient méconnu leurs devoirs, soit en encourageant au duel, soit en autorisant la stipulation d'un duel à mort, soit enfin en assistant à un duel qui aurait eu lieu pendant que les parties étaient en instance devant la cour d'hon-

1. Ordonnance de 1843, paragraphe 31.

neur. Dans tous ces cas ils sont alors punis comme complices.

Telle est la loi sur le duel en vigueur dans l'armée allemande. Nous voyons que les cours d'honneur qui y sont instituées peuvent être amenées à rendre de grands services.

Il me semble du reste que s'il y a de bonnes choses à prendre dans cette institution, il ne faudrait toutefois point la copier servilement. Il y a, en effet, d'abord un cas où la cour d'honneur se montre trop impuissante, c'est le cas où, n'arrivant pas à concilier les adversaires, elle clôt la procédure, se contentant de leur lire la pénalité du duel. Il est certain que dans ce cas la loi peut se montrer embarrassée. Mais tout au moins elle ne devrait pas, à mon avis, autoriser tacitement, pour ainsi dire, le duel, comme elle le fait : que dis-je, autoriser ; elle y incite même. Elle a l'air de dire aux adversaires : il n'y a plus que ce moyen-là de vous arranger. Il est possible qu'il n'y ait plus que ce moyen-là, mais il ne faut point l'avouer : l'avouer c'est y encourager.

Il y a également quelque chose de choquant dans cette fonction donnée aux conseils d'honneur de régler le combat. Certes cela a été fait dans l'intention très bonne d'empêcher autant que possible des suites trop fâcheuses du duel. Mais n'est-ce point bien illogique alors de venir ensuite punir une chose qui s'est passée ainsi sous le patronage de la loi.

Pour se rendre compte des effets utiles que peuvent avoir les cours d'honneur au point de vue de la répression du duel, il faut jeter un coup d'œil en arrière. Car si on regarde dans le présent on pourrait être étonné du nombre de duels qu'il y a dans l'armée allemande et penser à cause de cela que les cours d'honneur ne servent à rien. Mais hâtons-nous de dire qu'il en serait de même de quelque autre institution. Car toute répression est paralysée par la volonté de l'empereur qui favorise ouvertement le duel. Ce souverain, en effet, montre une grande prédilection pour tout ce qui rappelle les temps de la chevalerie, et probablement qu'il ne voit dans le duel qu'un souvenir de ces temps là. Aussi il va même jusqu'à l'encourager et voici par exemple ce qu'il disait à un banquet offert par une corporation d'étudiants : « Les duels, qu'une partie du public ne comprend pas, sont la même chose que les tournois du moyen âge. Que cet esprit de chevalerie soit conservé tant qu'il existera des universités allemandes (1) ».

Il y a trois ans, à la suite d'un duel entre un officier et un civil, duel où le civil trouva la mort, quelques députés du Reichstag essayèrent de réagir contre cette sorte de protection accordée au duel, mais ce fut vainement.

1. Cité par Tarde dans ses *Etudes pénales et sociales*, page 49.

S'il y a de nombreux duels dans l'armée allemande, nous voyons donc la source du mal : ce n'est point que la répression en théorie soit mauvaise, mais c'est qu'elle l'est en pratique par la volonté de l'empereur. Malgré leur action inefficace, on peut donc regarder quand même les cours d'honneur comme une institution excellente, propre à pacifier bien des querelles et à empêcher nombre de duels.

CHAPITRE II

Angleterre.

Le duel en Angleterre, comme chez nous, est soumis à la législation du droit commun, et est assimilé au meurtre. Mais à la différence de notre jurisprudence qui ne punit que le duel consommé, les cours de justice anglaises ont tiré des principes généraux du droit pénal un certain nombre de règles d'après lesquelles tout acte ayant pour effet de concourir à un duel constitue une infraction.

Ainsi, envoyer un défi, alors même qu'il ne serait pas accepté, est un trouble à la paix publique. La pénalité est l'amende ou la prison, à la discrétion de la cour, avec faculté d'imposer au prévenu une garantie de sa bonne conduite pendant trois ans.

Toute personne qui transmet le défi est punissable des mêmes peines.

Toute personne qui, à l'aide de paroles ou de lettres, en provoque une autre en duel, est exposée aussi à la même répression.

Le simple fait de s'assembler pour participer à un duel comme combattants ou comme témoins, peut être

relevé à l'encontre de ceux qui y prennent part, comme délit de *conspiracy*, réprimé par l'amende et la prison.

Si le duel a eu lieu, en cas de blessure légère, l'auteur de la blessure est exposé à cinq ans de réclusion. En cas de blessure grave ou s'il s'agit d'un duel à mort, on est passible de la prison à perpétuité.

En cas de mort de l'un des combattants, le survivant est exposé à être pendu.

Les témoins encourent les mêmes peines que les combattants.

On voit que cette répression diffère peu de la nôtre. Ce n'est donc point là qu'il faut chercher la cause de la disparition, sinon complète du moins presque totale du duel en Angleterre. Cette disparition, il faut l'attribuer surtout aux mœurs. Or au point de vue des mœurs la grande différence qui nous sépare des Anglo-Saxons, c'est que nous sommes une *société à formation communautaire* tandis qu'eux forment une *société à formation particulariste*. Voici le sens de ces deux expressions que je trouve dans un livre de M. Demolins (1) : « Les *sociétés à formation communautaire* sont caractérisées par la tendance à s'appuyer non sur soi-même, mais sur la communauté, sur le groupe : famille, tribu, clan, pouvoirs publics, etc. Les *sociétés à formation particulariste* sont caracté-

1. *A quoi tient la supériorité des anglo-saxons*, p. 53.

risées par la tendance à s'appuyer non sur la communauté, mais sur soi-même ».

Au premier abord ces définitions semblent nous donner tort. Puisque, pourrait-on dire en effet, les Anglo-Saxons ont tendance à s'appuyer sur eux-mêmes, ils doivent par conséquent avoir tendance à se faire justice eux-mêmes : ils devraient donc approuver le duel. Mais en réfléchissant mieux, on trouve que c'est là un raisonnement faux. Voici, en effet, je crois, ce qu'il faut déduire de la différence de formation de nos sociétés.

Pourquoi à notre époque se bat-on en duel ? Ce n'est point ordinairement pour se faire justice soi-même, mais c'est en vue du qu'en dira-t-on, en vue de l'opinion publique, en vue de garder l'estime du prochain. Or, dans les sociétés à formation communautaire, l'individu, pour vivre, ayant besoin de s'appuyer sur la communauté, doit donc s'attacher, pour ne pas être rejeté hors de son sein, à ménager l'opinion de cette communauté, s'attacher à conserver son estime. Dans les sociétés à formation particulariste au contraire, l'individu n'a point cette nécessité de s'appuyer sur la communauté. L'opinion publique a donc beaucoup moins de valeur pour lui : il peut se mettre au-dessus d'elle plus impunément et a bien plus de force pour braver ses préjugés. On voit donc qu'en Angleterre on se trouvait en présence d'une société où il était

plus facile que chez nous de faire disparaître ce préjugé qu'est le duel.

Mais il fallait encore que les lois s'y appliquent : qu'ont-elles fait pour cela ? Nous venons de voir que l'Anglo-Saxon, pour vivre, n'est habitué qu'à compter sur lui-même : il lui faut donc forcément un esprit pratique. Or c'est à cet esprit pratique que les lois se sont adressées. Elles ont donné, en effet, aux citoyens, assurance de trouver, en ce qui touche l'honneur, satisfaction par les voies légales, afin qu'ils soient bien moins tentés d'aller la chercher dans les chances très aléatoires d'un combat. Car c'est, en effet, à la loi qui punit sévèrement l'outrage et l'injure, du moins l'injure écrite, et c'est celle là la plus dangereuse et celle qui amène, à notre époque, le plus de duels, c'est à cette loi, c'est aux tribunaux qui appliquent fermement cette loi que revient en grande partie l'honneur de la presque disparition du duel.

Mais, malgré la différence de notre caractère, ne l'aurions-nous point souvent aussi, nous, cet esprit pratique, et n'aimerions-nous point mieux, dans bien des cas, recourir aux tribunaux, si nous pouvions penser trouver protection auprès d'eux.

« Souvent chez nous, a dit M. Dupin, les tribunaux encouragent le mal et se rendent, en quelque sorte, responsables de l'emportement avec lequel on recourt aux armes en matière de calomnie et d'injure. En Angleterre, on n'hésite pas ; la vie privée est murée et

les dommages-intérêts accordés contre les libellistes sont considérables : le condamné doit garder prison jusqu'à parfait paiement et satisfaction donnée à celui qui a été insulté dans son honneur ou attaqué dans sa personne (1) ».

Fougeroux de Campigneulles dans son histoire des duels cite le cas d'une revue anglaise qui avait inséré en 1823 quelques lignes offensantes pour une femme : l'écrivain poursuivi en justice fut condamné à une indemnité de 10.000 liv. sterl. (250.000 fr.). Pensez-vous que si nous avions chez nous de telles réparations nous verrions, comme dans ces derniers temps, une femme tentant de se faire justice elle-même contre un journaliste. Ou du moins nous ne verrions point l'opinion publique l'absoudre. Car pour le moment l'opinion publique est logique ; elle dit : à une injure il faut une réparation ; la loi n'en accorde point, ou du moins elle n'en accorde qu'une dérisoire ; il est naturel qu'on tente alors de se faire justice soi-même. Et c'est avec ce même raisonnement qu'on défend le duel, et que le duel alors fort de l'opinion publique brave toute loi et toute répression. Mais si nous avions des lois qui défendent notre honneur, il est bien des cas où nous condamnerions le duel et où nous l'absolvons maintenant parce qu'il est la seule manière de nous faire justice.

Il est vrai qu'en Angleterre on a un bien plus grand

1. *Recueil des réquisitoires de M. Dupin*, tome V, p. 88.

respect de la loi que chez nous. L'action gouvernementale y est considérée non comme l'ennemie mais comme l'auxiliaire et la sauvegarde de la liberté. Aussi laisse-t-on une large part de pouvoir discrétionnaire aux mains des ministres. Et c'est ainsi que certaines mesures administratives qu'on appellerait chez nous arbitraires ont pu suppléer jusqu'à un certain point à l'absence de lois positives. Le sujet qui nous occupe en offre plus d'un exemple.

Dans la séance de la Chambre des Communes du 11 mars, sir H. Hardinge, secrétaire de la guerre, annonçait que la reine pour montrer sa désapprobation et son horreur du duel, venait de l'autoriser à modifier les règlements militaires par l'insertion de dispositions nouvelles dont l'effet, disait-il, devait être d'arriver à la suppression du duel (1).

« Tout officier, dit le premier de ces articles, qui donnera ou enverra un cartel ou qui acceptera un cartel pour se battre en duel avec un autre officier, ou qui ayant connaissance d'un duel projeté ne prendra pas des mesures actives pour prévenir ce duel, ou qui fera des reproches à un autre pour avoir refusé ou pour n'avoir pas adressé un cartel, ou qui rejettera ou conseillera de rejeter des propositions raisonnables pour l'arrangement honorable d'un diffé-

1, Voir cette séance dans le recueil intitulé : *Hansard's parliamentary debates*, Vol. LXXIII. P. 801 à 838.

rend, pourra, s'il est convaincu devant une cour martiale, être cassé ou souffrir telle autre punition que cette cour avisera ».

« S'il arrive, porte un autre article, qu'un officier soit traduit devant une cour martiale pour avoir agi comme second dans un duel, et s'il est établi que cet officier s'est fortement employé à procurer l'arrangement du différend dans des termes honorables pour les deux parties adverses, et n'a pas pu réussir, à cause de leur obstination, à leur faire accepter un accommodement honorable, alors notre volonté est que cet officier subisse telle punition que la cour avisera ».

A la suite de ces dispositions, sir Hardinge lisait la déclaration suivante faite par la reine et qui rappelle le préambule des édits de Louis XIV :

« Nous déclarons, par ces présentes, notre approbation de la conduite de ceux qui ayant eu le malheur d'offenser, ou d'injurier, ou d'insulter autrui, en viennent à une franche explication, s'excusent ou offrent de réparer leur tort, ou de ceux qui ayant eu le malheur de recevoir une offense, une injure, ou une insulte, acceptent cordialement les explications franches, les excuses ou réparations offertes. Si on refuse de donner ou d'accepter de telles explications, nous voulons que le cas soit soumis à l'officier commandant le régiment, le détachement ou la place ; et nous déclarons entièrement quittes de tout déshonneur, ou opinion dé-

savantageuse, tous officiers et soldats qui, étant disposés à faire ou à accepter telles réparations, refusent d'accepter des cartels, attendu qu'ils auront uniquement agi comme il convient au caractère d'hommes d'honneur, et auront fait leur devoir de bons militaires en obéissant à la discipline ».

En plus de ces dispositions nous trouvons une autre mesure que le gouvernement a pris en vue de la répression du duel dans l'armée, mesure très rigoureuse : c'est la règle établie au Bureau de la guerre et en vertu de laquelle la veuve d'un officier qui perd la vie en duel est déchuë de ses droits à la pension. Cette règle souffre, il est vrai, quelques exceptions lorsque les circonstances paraissent atténuantes, mais alors la pension ne s'obtient qu'en vertu du pouvoir discrétionnaire de la Couronne ; ce n'est plus un droit, mais une grâce et une faveur.

Si nous avons insisté sur cette répression du duel dans l'armée c'est que nous y voyons un des moyens les plus propres à supprimer le duel en général. En effet, ainsi que l'ajoutait sir Hardinge, « bien que de telles mesures ne soient directement applicables qu'aux personnes appartenant aux armées de terre ou de mer, cependant leur influence doit s'étendre bien au delà ; car on ne peut douter qu'en voyant les officiers de la flotte et de l'armée prendre la voie des accommodements pour obtenir le redressement de leurs torts, les

autres gentilshommes ou citoyens ne se déterminent à suivre cet exemple ».

Et ainsi qu'on l'espérait, les citoyens ont suivi l'exemple puisqu'à l'heure actuelle il n'y a pour ainsi dire plus de duels en Angleterre.

CHAPITRE III.

Belgique.

J'ai déjà dit plus haut pourquoi j'avais pensé intéressant pour nous d'étudier en détail la loi belge sur le duel. C'est que la Belgique, après avoir été séparée de la France en 1814, ayant conservé nos Codes, se trouvait donc à ce moment, en ce qui regarde le duel, dans la même situation que nous. Il nous était important d'étudier comment elle a cru devoir en sortir.

En 1814, en Belgique comme en France, le duel était donc impuni. Plus vite que chez nous la jurisprudence y remédia car en 1835 la Cour de Cassation, s'appuyant sur des considérants presque identiques à ceux que nous devons employer deux ans plus tard, fait rentrer la répression du duel dans le droit commun. Mais alors que nous nous contentons encore actuellement de cette jurisprudence, la Belgique, elle, ne tarda pas à s'apercevoir du résultat douteux, pour ne pas dire négatif, d'une telle répression, et dès l'année suivante, en 1836, le Sénat chargea une commission de préparer un projet de loi sur le duel. Ce projet est devenu la loi du 8 janvier 1841 (1).

1. La loi fut discutée une première fois devant le Sénat en dé-

C'est cette loi que nous allons étudier, surtout en vue des discussions intéressantes qu'elle a pu amener et qui commentent et défendent chacun de ses articles.

Art. 1^{er}. — « La provocation en duel sera punie d'un emprisonnement d'un à trois mois et d'une amende de cent à cinq cents francs ».

Dans son rapport M. de Haussy s'était attaché à justifier le principe de cette répression de la provocation : « Nous n'ignorons pas, disait-il, qu'en règle générale la simple provocation à commettre un crime ou un délit n'attire sur son auteur les peines de la complicité qu'autant qu'elle a été suivie d'effet ; mais ici une exception au droit commun est nécessaire à cause de la nature particulière du délit et pour prévenir les conséquences sanglantes qui ne résultent que trop souvent de la provocation. Cette nécessité a été reconnue par tous les législateurs qui ont cru devoir établir des lois répressives contre le duel ».

« La loi, disait également M. Mittermaier, doit regarder comme délit le cartel en lui-même et non uniquement tel ou tel résultat qu'aura produit le duel. La loi

cembre 1836, (*Moniteur* des 20, 21, 22, 28 et 29 décembre 1836, et 2 janvier 1837). Envoyé à la Chambre des Représentants, le projet y subit de notables modifications. M. Liedts présente le rapport de la commission le 22 janvier 1840. (*Moniteur* du 22 février 1840.) Discussion en février et mars 1840. (*Moniteur* des 15 février, 6, 7, 8, 18, 11 et 12 mars). Renvoyé au Sénat. Discussion en décembre 1840 et janvier 1841. (*Moniteur* des 24, 25, 26, 30, 31 décembre 1840 et 3 janvier 1841).

doit extirper le mal dans sa racine, et le simple défi est déjà un événement qui jette le trouble dans la famille et produit la plus douloureuse situation ».

Nous remarquons que la loi ne définit point ce qu'elle entend par provocation; mais c'est voulu, et voici la raison qui en est donnée : « Dans une loi difficile comme est la loi sur le duel, il faut laisser aux juges une grande latitude. La loi a bien fait de ne circonscrire par aucune expression sacramentelle le sens de ce mot provocation, et dès qu'elle ne le fait pas, elle est nécessairement censée laisser aux juges une latitude suffisante pour décider d'après les circonstances si tels faits, tels propos, tels écrits constituent la provocation ».

Article 2. — « Seront punis de la même peine ceux qui décrient publiquement ou injurient une personne pour avoir refusé un duel ».

M. Liedts dans son rapport à la Chambre justifiait ainsi cette proposition : parlant des tiers visés par l'article 2, il dit : « leur conduite est plus condamnable que celle des provocateurs : ceux-ci du moins croient avoir une offense à venger : ceux-là ne peuvent même pas invoquer ce prétexte : le moins donc qu'on puisse faire c'est de leur appliquer la même peine ». Et, en effet, cette disposition est sage. Que de fois la provocation est due aux tiers qui sont présents : on provoque pour ne pas être décrié publiquement, selon l'expression

même de la loi. Il était bon que la loi nous protège dans ce cas là.

Art. 3. — « Celui qui a excité au duel, ou celui qui par une injure quelconque a donné lieu à la provocation, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cent à mille francs ».

Remarquons que ce ne sont point toutes les injures qui sont ainsi poursuivies, mais seulement celles qui ont donné lieu à une provocation. Aussi M. Liedtsajoutait : « si vous voulez arrêter la fureur des duels, faites que l'homme ne se croie plus en droit de venger lui-même les outrages que la société laisse impunis. Une loi portant révision de la législation sur les injures et calomnies sera donc le complément indispensable de celle sur les duels ».

Nous allons encore plus loin et prétendons qu'une telle loi réprimant les injures aurait dû précéder et non point suivre la loi sur le duel. Ce n'est, en effet, qu'après que la société vous a donné les moyens de satisfaire votre honneur devant les tribunaux, qu'elle peut se sentir forte alors pour venir vous interdire de vous venger vous-même.

A propos de cet article, une objection devait nécessairement être soulevée : « Ce n'est pas seulement, disait-on, une injure caractérisée qui peut donner matière au duel : tout fait quelconque auquel on prête une interprétation fâcheuse peut avoir le même résultat. Ferez-vous défendre la peine, non de la gravité

du fait, mais de la susceptibilité plus ou moins grande de celui qui se tient pour offensé »? A cet argument il fut répondu par le rapporteur : « Le pouvoir discrétionnaire du juge est à cet égard un supplément nécessaire aux définitions de la loi ».

Art. 4. — « Celui qui, dans un duel, aura fait usage de ses armes contre son adversaire, sans qu'il en soit résulté du combat ni homicide, ni blessure, sera puni d'un emprisonnement de deux à dix-huit mois et d'une amende de 200 à 1500 fr. Celui qui n'aura pas fait usage de ses armes contre son adversaire sera puni des peines comminées par l'art. 1^{er} ».

Dans la discussion on avait proposé d'exempter de toute peine celui qui n'aurait fait aucun usage de ses armes, lorsqu'il ne rentrerait pas du reste dans les termes des deux premiers articles du projet, c'est-à-dire lorsqu'il ne serait ni le provocateur en duel, ni l'auteur de l'injure. « Eh quoi, disait-on, lorsqu'un homme a été provoqué, injurié par un autre, lorsqu'il s'est laissé traîner sur le terrain par le lien d'un fatal préjugé et que là, se trouvant en face de son adversaire, il essuie courageusement le feu de celui-ci, et, tenant peut-être sa vie entre ses mains, la lui laisse par un sentiment de louable générosité, n'y aurait-il pas quelque chose de cruel à le punir? Ne serait-ce pas comprimer en quelque sorte cet élan généreux et lui dire : venge-toi, car, quoique tu fasses, tu ne peux plus échapper à la peine qui t'attend ». Mais on craignit d'autre part

que la loi ne fut inconséquente à elle-même si, après avoir incriminé la provocation même non suivie de combat, elle déclarait que le combat effectif pouvait n'entraîner aucune peine pour l'un de ceux qui y auraient pris part. On soutint que cette impunité ne favoriserait guère les réconciliations sur le terrain, et qu'elle pourrait les empêcher à un moment où il est plus facile de les opérer, c'est-à-dire lorsque les choses sont encore entières : « Quel est, disait-on, l'un des principaux motifs qui déterminent un homme d'honneur à refuser un cartel? C'est la crainte de s'exposer à la flétrissure d'une condamnation; or si l'on exempte de toute peine celui qui ne ferait pas usage de ses armes, cet homme n'aura peut-être plus de motif pour ne pas se rendre sur le terrain avec l'intention arrêtée de ne pas profiter de l'avantage que le sort pourrait lui donner : l'indulgence de la loi ainsi irait donc contre son but ».

Toutefois on permit dans ce cas d'appliquer les circonstances atténuantes. Voici, en effet, l'article 14 que nous donnons de suite car il s'applique aux cas que nous venons de voir.

Art. 14. — « Dans les cas prévus par les articles 1, 2, et 3, et le parag. 2 de l'art. 4, s'il existe des circonstances atténuantes, les tribunaux sont autorisés à réduire l'emprisonnement à 6 jours et l'amende à 16 fr. Ils pourront même prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines dans le cas de la seconde disposition de l'art. 4 ».

Reprenons maintenant les articles dans leur ordre.

Art. 5. — « Lorsque dans un duel l'un des combattants aura donné la mort à son adversaire, le coupable sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de mille à dix mille francs ».

« Lorsqu'il sera résulté du duel des blessures qui auront causé une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinq cents à trois mille francs ».

Lors de la première discussion du projet au Sénat, M. Ernst, ministre de la justice, avait fait prévaloir le système d'après lequel en cas de mort ou de blessures graves il fallait pour la peine s'en référer aux principes de droit commun. « Celui qui, par un sordide intérêt, disait-il, par haine, par vengeance, médite la mort de son semblable, le provoque en duel pour le tuer, et le tue réellement, n'est-il pas un meurtrier » !

M. de Haussy au contraire avait insisté sur les considérations suivantes : « prononcer des peines afflictives trop rigoureuses, ce serait méconnaître les leçons de l'expérience qui n'a que trop démontré l'impuissance des lois les plus sévères : ce serait aussi révolter l'opinion publique qui, dans ces sortes de délits, incline toujours pour la douceur. Vous le savez, messieurs, pour que les lois pénales soient bonnes et efficaces il faut qu'elles soient d'accord avec l'opinion et les mœurs, il

faut qu'il existe une juste proposition entre le délit et la peine. Le législateur qui méconnaît ces conditions s'expose à voir bientôt son œuvre abandonnée et repoussée : le juge lui-même cherchera à en éluder les effets et alors qu'il ne pourra se dispenser de prononcer et d'appliquer la loi, l'opinion publique condamnera ses arrêts et réhabilitera ce qu'il aura voulu flétrir ».

M. Liedts dans son rapport disait également : « L'histoire prouve que ce n'est pas par des lois trop sévères qu'on arrête le mal ; profitons des leçons de l'expérience et tâchons d'arriver au but par une autre voie, en comminant des peines très modérées d'abord, mais qu'on aggravera dans la suite à mesure que l'opinion se prononcera plus fortement contre les combats singuliers ».

Et nous pouvons remarquer, en effet, que les législateurs belges se sont appliqués à ne pas heurter l'opinion. Et en cela ils ont été habiles car c'est certes là la première condition d'une loi sur le duel. Ce ne servirait à rien de décréter une loi qui serait désapprouvée par l'opinion publique. A cela on pourrait m'objecter qu'aucune loi alors n'est possible parce que l'opinion publique est favorable au duel. Et c'est là ce que je ne crois pas : je crois, je ne dis pas toujours, mais que dans bien des cas, on n'irait pas contre l'opinion publique en infligeant aux duellistes des peines qui ne seraient pas trop rigoureuses.

Art. 6. — « Si les blessures résultant du duel n'ont

occasionné aucune maladie ni incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article précédent, le coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de quatre cents à deux mille francs ».

Le combattant qui a été blessé sera passible des peines prononcées par le paragraphe 1^{er} ou le paragraphe 2 de l'article 4, selon qu'il aura fait usage ou n'aura pas fait usage de ses armes contre son adversaire ».

D'après le projet de la commission du Sénat, le combattant qui avait été blessé devait échapper à toute peine. M. Dumon-Dumortier signala ce résultat comme peu juste : « Je ferai remarquer, dit-il, que l'agresseur peut être blessé ; de sorte que pour une légère blessure il acquerrait l'impunité devant la loi, tandis que le provoqué, celui qui ne serait venu sur le terrain qu'à son corps défendant et qui aurait eu le malheur de faire une blessure, se verrait sous le coup de peines multipliées ».

Ces observations furent accueillies par M. Ernst, ministre de la justice, qui répondit : « il serait, en effet, plus conséquent d'atteindre celui qui a fait usage de ses armes, fût-il d'ailleurs blessé lui-même par celles de son adversaire ».

C'est à cet avis qu'on se rangea, et c'est de toute justice. Celui qui est blessé peut fort bien être mora-

lement plus coupable que son adversaire, et il fallait que la loi permit de l'atteindre.

A la suite de cet article une disposition spéciale, relative aux condamnations civiles, avait été proposée par un membre de la Chambre. Il demandait qu'en cas d'homicide ou de blessures suivies d'une incapacité absolue de travail, l'auteur de cet homicide ou de ces blessures fût condamné à entretenir les proches parents de sa victime, ou sa victime elle-même si elle survivait à ses blessures ; il voulait de plus qu'à cette condamnation on ajoutât l'obligation de payer les dettes du duelliste qui aurait succombé. Le ministre de la justice répondit que les juges étaient suffisamment armés par le droit commun des moyens d'arbitrer les dommages-intérêts à la somme qu'ils jugeraient convenable ; que d'ailleurs, en cette matière, à côté de la justice due à la famille privée de son chef, se trouvait toujours la raison d'équité qui ne permettait pas de ruiner, pour obtenir la réparation de ce mal, une autre famille non moins innocente.

Art. 7. — « Sont réputés complices des délits commis en duel ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables ont provoqué à les commettre. Les complices seront punis de la même peine que les auteurs ».

Art. 8. — « Dans les cas prévus par les articles 5 et 6, les témoins lorsqu'ils ne seront pas complices,

seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de cent à mille francs ».

Dans l'article 7 on a, et il le fallait nécessairement, changé la définition générale de la complicité telle qu'elle est contenue dans le Code pénal. En effet, si on avait réputé complice du duel, « quiconque a assisté avec connaissance l'auteur du délit dans les faits » ou « quiconque a procuré des armes pour l'action sachant qu'elles devaient y servir », tout témoin du duel, par cela seul qu'il aurait rempli l'office de témoin, aurait été complice.

Du reste était-il bien nécessaire de parler de complices ; ce qui reste, en effet, de la définition ainsi mutilée du Code retombe presque dans les termes de la provocation ou de l'excitation déjà punie par les articles 1, 2, et 3.

L'article 8 qui punit les témoins donna lieu à une longue discussion, et c'est là, en effet, une question importante de savoir s'il faut ou non incriminer les témoins.

« Je regarde, disait M. Devaux, l'article 8 comme très dangereux, d'abord parce qu'il pourra multiplier les duels sans témoins, d'un autre côté parce qu'il empêchera d'être témoins du duel les hommes raisonnables, les hommes sages, paisibles, conciliateurs, pour les remplacer par des personnes qui ne craignent pas l'application de la loi ».

M. D'Huart au contraire soutenait que « l'article 8

tel qu'il est formulé est l'un des plus importants pour prévenir le duel. Les obstacles mêmes, en effet, qu'on rencontrera pour se procurer des témoins feront avorter un grand nombre de querelles particulières, et préviendront beaucoup de combats : les témoins n'interviendront plus que pour concilier les parties. Obligés à se borner au rôle de médiateurs, pour ne pas s'exposer à porter la peine de leur périlleuse complaisance ils perdront cette ardeur malheureusement trop commune à aiguïser la colère, sous prétexte que l'honneur exige du sang ».

Et je crois, en effet, qu'il est bon d'incriminer les témoins. Mais ainsi que le fit remarquer l'un des membres, « punir les témoins dans tous les cas serait dangereux ». On tomba donc d'accord pour reconnaître que jusqu'au moment où s'engageait le combat l'assistance des témoins se justifiait par l'espoir d'opérer une réconciliation sur le terrain : que même en cas de duel effectif mais non suivi d'homicides ou de blessures, on pouvait, jusqu'à un certain point, faire honneur à leurs soins ou à leur prudence, de cette absence de tout résultat fâcheux. On les tint donc quittes de toute peine dans ces deux hypothèses.

Art. 9. — « Il n'est pas dérogé aux lois qui règlent la compétence des tribunaux militaires. Cependant le militaire qui se sera battu en duel avec un individu non militaire sera soumis à la juridiction ordinaire lors même que ce dernier ne serait pas poursuivi ».

Ajoutons que d'après le droit commun si l'un des combattants, des complices ou des témoins est un individu non militaire, l'affaire est soumise à la juridiction ordinaire.

Art. 10. — « En cas d'arrestation la liberté provisoire sous caution pourra être refusée ».

On avait d'abord proposé de ne permettre en aucun cas la liberté provisoire. On partait de cette idée qu'en cas de provocation la détention préventive donnant à l'inculpé le temps de réfléchir et de se calmer pourrait empêcher le duel. Mais on trouva la proposition trop absolue : on laissa donc à la chambre du conseil le soin de juger dans quels cas elle devait accorder ou refuser la liberté provisoire sous caution.

Art. 11. — « Dans tous les cas prévus par le paragraphe 1^{er} de l'article 4, l'article 5, et le paragraphe 1^{er} de l'article 6, lorsque la peine d'emprisonnement sera prononcée, les tribunaux pourront priver les auteurs et complices des délits commis en duel de tous emplois civils ou militaires et du droit de porter des décorations : ils pourront aussi leur interdire l'exercice de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal (1), le tout pendant un temps qui

1. Article 42 du Code pénal. « Les tribunaux jugeant correctionnellement pourront, dans certains cas, interdire, en tout ou en partie, l'exercice des droits civiques et de famille suivants : 1^o De vote et d'élection ; 2^o D'éligibilité ; 3^o D'être appelé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois

ne pourra excéder dix années. Ce temps courra du jour où le coupable aura subi sa peine ».

M. de Haussy dans son rapport au Sénat disait : « Nous avons compté beaucoup sur l'effet préventif de ce genre de pénalités », et il donnait comme exemple la Louisiane où, ainsi que nous le verrons, des peines du même genre avait eu un effet très salulaire. Car ajoutait-il, ainsi que Livingston l'a dit, « le châtement du duel doit être principalement un châtement moral qui, s'attaquant à la vie publique du coupable, contriste son ambition, mortifie sa vanité, et l'isole de ses concitoyens ».

Mais remarquons que ce n'est là qu'une peine accessoire et facultative pour les tribunaux et voici la raison qui en a été donnée : « Il y a, dit M. Delafaille, dans ceux qui se battent en duel deux classes qu'il faut soigneusement distinguer. Les uns obéissent à un usage ou à un point d'honneur ; les autres sont des duellistes de profession qu'on peut qualifier de spadassins. La disposition de l'article 11 est destinée à ces derniers ; il n'est pas entré dans la pensée de la Chambre des Représentants ni dans celle du Sénat que cette

de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; 4° Du port d'armes ; 5° De vote et de suffrage dans les délibérations de famille ; 6° D'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille ; 7° D'être expert ou employé comme témoin dans les actes ; 2° De témoignage en justice autrement que pour y faire de simples déclarations ».

pénalité fût applicable aux premiers ; on doit être frappé de la nécessité d'une pénalité applicable à la classe à laquelle j'ai fait allusion ».

Et cette séparation en deux classes que fait la loi sinon dans ses termes, du moins dans son esprit, est très sage. C'est, en effet, suivre là l'opinion publique qui, elle, tendra toujours à faire cette distinction.

Art. 12. — « Les coupables condamnés en exécution de la présente loi seront, en cas de nouveaux délits de même nature, condamnés au maximum de la peine : elle pourra même être portée au double ».

« Cette disposition, expliqua le rapporteur, s'adresse surtout à ces spadassins de métier, à ces hommes incorrigibles qui sont le fléau de la société et des familles. La sagesse qui distingue la magistrature belge nous est un sûr garant qu'on n'abusera pas de cette faculté ».

Remarquons qu'à chaque instant dans la discussion les membres de la Chambre s'en remettent à la sagesse des magistrats. C'est qu'en effet, plus que dans toute autre répression, il faut dans la répression du duel beaucoup de tact et une grande mesure. Trop d'indulgence ou trop de rigueur peuvent mener tout à l'encontre de ce qu'on attendait.

Art. 13. — « La loi du 30 décembre 1836 sur les crimes et délits commis à l'étranger est rendue commune aux faits prévus par le § 1^{er} de l'art. 4, l'art. 5, et le § 1^{er} de l'art. 6 de la présente loi. L'art. 1^{er} de

la loi du 22 septembre 1835 est applicable à l'étranger qui aurait eu un duel avec un Belge à l'étranger ».

Par la loi du 30 décembre 1836, le Belge qui a commis un crime ou un délit envers un étranger, à l'étranger, ne peut être poursuivi en Belgique que sur la plainte de la partie lésée, ou quand il y a un avis officiel donné aux autorités Belges par les autorités du territoire où le crime ou délit a été commis.

La loi du 22 septembre 1835 est relative au droit du gouvernement d'expulser l'étranger condamné ou poursuivi dans son pays pour des faits qui seraient de nature à autoriser l'extradition. En cas de duel cette loi ne peut donc être que rarement appliquée, car il n'y a lieu à extradition que quand il y a non pas duel, mais meurtre ou assassinat, par exemple dans le cas de duel déloyal.

Le dernier article de la loi est l'article 14 que nous avons donné plus haut et qui a trait aux circonstances atténuantes.

Il nous reste maintenant une question importante à traiter, c'est celle de la compétence. Le Sénat, afin de satisfaire à la fois, s'il était possible, les partisans d'une loi spéciale et ceux du droit commun, avait commencé par faire au droit commun sa part dans la loi spéciale elle-même. En établissant, en effet, des peines contre la provocation au duel, contre le combat non suivi de blessures, et en modifiant légèrement les peines du droit commun en cas de simples blessures, ce pro-

jet renvoyait au Code pénal pour l'homicide et les coups ou blessures ayant occasionné une incapacité de travail de plus de vingt jours. La juridiction devait ainsi changer au hasard des circonstances comme cela a lieu chez nous.

Après avoir quelque temps obtenu faveur, ce projet fut ensuite repoussé à la fois par les deux opinions qu'il prétendait concilier. On reconnut qu'il fallait opter entre la juridiction des tribunaux correctionnels et celle des cours d'assises. Une discussion s'engagea.

« Je veux écarter des tribunaux correctionnels, disait M. Metz, des faits qui doivent être appréciés au point de vue des mœurs et de l'opinion dont il faut faire une étude journalière ; je veux les éloigner des magistrats, des hommes qui par leur position se tiennent à l'écart de l'espèce de société où le duel se réfugie presque toujours. Je veux soumettre la connaissance des faits de duel à des hommes qui suivent le mouvement des mœurs de l'opinion ».

Mais à cela M. Desmet répliquait : « ou les jurés condamneront toujours, ou ils acquitteront toujours. Ou bien, suivant la composition du jury, ou suivant la manière d'envisager le fait dans tel département, qui ne sera pas la même que dans tel autre, tantôt des acquittements, tantôt des condamnations. Dans le premier cas ne trouveriez-vous pas que ce serait faire revenir l'excessive sévérité des ordonnances ? Voudriez-vous de cette sévérité ? Dans le second, ne trouveriez-vous

pas une sorte de scandale dans cette contradiction continuelle entre les arrêts des chambres d'accusation et les arrêts des cours d'assises. Enfin dans le troisième, les variations et les disparates ne paraîtraient-elles pas pour le moins aussi affligeantes ».

Cet argument eut plus de force que le premier et on résolut de déférer le délit de duel aux tribunaux correctionnels. Nous reviendrons plus tard sur cette question, une des plus importantes que puisse soulever la répression du duel.

Telle est la loi belge du 8 janvier 1841. Dans son ensemble nous voyons qu'elle est modérée. Pourtant elle ne le fut point encore jugée assez et presque toutes les peines ont été diminuées. Et c'est ainsi modifiée qu'elle a pris place dans le Code pénal en 1867.

Ainsi au lieu de un mois à trois mois de prison la provocation n'est plus punie que de quinze jours à trois mois. Celui qui a donné lieu à la provocation n'encourt plus que de un mois à six mois de prison au lieu de un mois à un an. Lorsque le combat a fini sans homicide ni blessure, l'emprisonnement est de un à six mois au lieu de deux à dix-huit mois et l'amende de 200 à 1000 francs au lieu de 200 à 1.500 francs. L'article qui parle des complices est supprimé: comme nous l'avons dit, nous n'avions point vu du reste l'utilité de cet article.

Est également supprimé l'article 11 qui permettait de priver les délinquants de tous emplois civils ou mi-

litaires, et de leur interdire les droits mentionnés dans l'article 42 du Code pénal.

Quoiqu'il en soit la loi belge sur le duel a produit d'heureux résultats, car à l'heure actuelle on constate beaucoup moins de duels en Belgique que dans notre pays, alors qu'autrefois l'usage en était aussi répandu.

CHAPITRE IV

Louisiane.

Après avoir passé tous les pays en revue, nulle part nous n'avons vu exemple aussi frappant qu'à la Louisiane du résultat auquel peut arriver la répression du duel ; résultat qui est dû à la législation que Livingston donna à ce pays. Nous avons donc pensé utile autant qu'intéressant d'entrer dans les détails de cette législation.

Livingston, lorsque les citoyens de la Louisiane lui eurent confié la mission en 1822 de leur donner un code, se trouva, en ce qui touche le duel, devant un mal dont l'intensité était à son comble.

« La fréquence de ce crime dans notre État, disait-il, le grand nombre de précieuses vies qui ont été immolées en sacrifice à ce faux point d'honneur, les calamités dans lesquelles le duel a plongé toutes les familles et la férocité particulière qui, pendant les dernières années, a caractérisé cet usage, tout justifie l'attention de la législature et appelle d'une manière spéciale son intervention pour établir, non des châtimens dont la sévérité ne serait jamais appliquée, mais des remèdes

préventifs, des lois douces, faites de manière que leur exécution soit assurée. » (1)

Ainsi donc Livingston évite la faute où l'on est tombé à toutes les époques chez nous ; il veut « des lois douces, faites de manière que leur exécution soit assurée. »

« Quelque impératif que puisse être, ajoute-t-il, le langage de la loi, ce langage perd sa force lorsqu'il comprend dans la même défense, sous le même nom et sous la même peine, des actes différents par leurs motifs, leurs circonstances et leurs effets. Nous pourrions donner, dans notre code, le nom d'assassinat à la mort occasionnée par un duel : mais le monde n'adoptera pas cette qualification, et un combat sanctionné par l'irrésistible puissance de l'opinion publique, et qui n'est marqué par aucune circonstance particulière de méchanceté, ne sera jamais considéré, poursuivi ou puni comme un assassinat. Si vous voulez qu'il soit puni, il faut qu'il le soit sous son vrai nom, et que la peine qui l'atteindra soit proportionnée avec justice et non infamante. Mettez un duelliste loyal sur la même ligne qu'un voleur ou un assassin et vous assurez son impunité. Punissez-le au contraire d'une détention temporaire, soumettez-le à un régime rigoureux, mais qui ne le dégrade pas, ôtez-lui tout espoir d'avancement politique, certain alors qu'il ne pourra éviter la con-

1. Livingstone. *Opinion sur le duel et sur la manière de le réprimer.*

damnation et les conséquences qu'elle entraîne, il profitera volontiers de l'occasion que lui offre la loi de s'affranchir sans déshonneur de la tyrannie de la mode. C'est, en effet, un caractère particulier de ce délit que, neuf fois sur dix, il est commis avec répugnance par toutes les parties qui y concourent. Que la sévérité de la peine soit donc réservée pour les cas de férocité ou de perfidie. Mais n'infligez qu'une peine légère aux duels loyalement conduits : punissez les insultes qui les occasionnent, et vous aurez assuré l'exécution de la loi, vous aurez fourni un motif honorable aux caractères les plus fiers pour éviter d'encourir les suites fâcheuses auxquelles on s'expose en transgressant ses défenses. En un mot, vous aurez fait plus qu'on n'avait su faire encore pour abolir ce mode inégal, injuste et barbare, de vider les querelles privées. »

J'ai tenu à citer ce programme en entier, car il peut être offert comme modèle à tous les législateurs. Voyons comment Livingston l'a appliqué.

Il commence par prévenir le duel : « punissez les insultes, avait-il dit, et vous aurez assuré l'exécution de la loi » car « partout, ajoutait-il, où la loi ne donnera pas satisfaction suffisante à ceux qui se croient lésés par des imputations contre leur intégrité ou leur honneur, tant que l'honneur ou l'intégrité seront nécessaires au bonheur de l'homme en société, les passions humaines s'efforceront de suppléer à l'insuffisance de la loi ».

Nous sortirions du cadre de notre étude en nous étendant sur la façon dont il a puni les outrages et la diffamation. Donnons seulement cet article qui est intéressant car il rappelle vaguement les pouvoirs de notre ancien tribunal des maréchaux : « Dans tous les cas de poursuite pour diffamation, dit l'article 396, la cour peut, à sa discrétion, décider que la peine sera remise en tout ou en partie, si l'offenseur fait excuse et réparation d'honneur à la personne injuriée, en telle forme que la cour prescrira par sa sentence ».

Ajoutons aussi que la loi punit tous les faits qui peuvent placer quelqu'un dans l'alternative d'envoyer un cartel ou de *se déshonorer* (1) aux yeux du monde.

Abordons maintenant la répression même du duel. Nous avons vu que par principe Livingston écarte toutes les peines trop sévères, telles que la mort et les travaux forcés, peines justement applicables chez nous. Mais une peine qu'il applique et sur laquelle nous voulons insister car nous voyons là le côté le plus intéressant de cette législation, c'est la privation des droits politiques : l'interdiction faite au duelliste d'occuper aucun emploi, de remplir aucune fonction publique.

Pour être sûr que cette interdiction légale serait appliquée, non content de donner aux tribunaux le pou-

1. Il est expliqué dans l'article 559 que ces mots, *se déshonorer*, signifient perdre l'estime de ceux qui pensent que les offenses de cette nature doivent être vengées par un appel en duel.

voir de la prononcer, on exigea de plus que tout magistrat, tout membre du ministère public, tout grand juré s'engageât par serment à considérer la répression du duel comme une partie essentielle des devoirs de sa charge et à procurer à cet égard la stricte exécution des lois. On alla plus loin encore : on exigea que tous les officiers civils ou militaires, judiciaires ou administratifs, fussent astreints à signer avant leur entrée en fonction la déclaration suivante : « Je jure solennellement que je ne me suis pas battu en duel, que je n'ai pas donné ou accepté de défi pour me battre en duel, depuis la promulgation du Code pénal de cet Etat, et qu'à l'avenir je me considérerai comme engagé par les lois de l'honneur, aussi bien que par la sanction de ce serment et des lois, à ne commettre aucun d'il lit contre les dispositions de ce Code relatives au duel ».

Il est curieux de remarquer qu'ici le serment est invoqué comme un remède au duel, alors que le duel lui-même n'a été à son origine qu'un remède contre l'abus du serment.

Voici ce qu'écrivait à Livingston, pendant qu'il composait son Code, le chancelier des Etats-Unis, à propos de cette peine de la privation des droits politiques et de la manière dont Livingston voulait assurer son exécution : « La source de cette coutume est un sentiment d'honneur ; il faut, si nous voulons détruire les duels, consulter la passion qui les produit. Il faut mettre l'ambition aux prises avec le faux point d'honneur ; c'est le

seul rival à lui opposer dans une âme jeune et brillante. La privation des droits politiques que vous proposez me paraît parfaitement adaptée à ce délit. L'efficacité du remède dépend, comme dans beaucoup d'autres cas, de la certitude que la loi sera exécutée, et cette certitude n'existera pas si vous ne comptez que sur le ministère public. Lors même que la mort aura été le résultat du duel, les poursuites ne seront pas toujours intentées : à plus forte raison quand l'issue sera moins funeste, et surtout quand il n'y aura pas eu combat effectif, toute l'affaire sera généralement passée sous silence, et les cartels ne seront pas complètement réprimés. Le serment que vous exigez de toute personne élue ou nommée à un emploi, avant qu'elle entre en fonctions, est, je pense, la meilleure, sinon l'unique mesure que puisse inventer la sagesse humaine. Son efficacité a été prouvée en Virginie, où un serment semblable a été prescrit et rigoureusement exigé. Il en est résulté que les duels, si fréquents auparavant, sont maintenant presque inconnus dans cet Etat, et que l'opinion publique sur ce point, a considérablement changé ».

Pour nous, nous pensons que ce serment, s'il était nécessaire dans un Etat comme la Louisiane où le duel faisait de grands ravages, serait plutôt nuisible chez nous. Ce serait, en effet, donner au duel trop d'importance et l'entourer de trop de solennité ce qui ne ferait peut-être qu'exciter le préjugé.

Il est une autre peine qui a quelque analogie avec la privation des droits politiques et que Livingston employa également : c'est la suspension des droits civils.

On divisa les droits civils en trois classes comprenant :

La première, le droit d'être exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, curateur, mandataire légal ou procureur fondé, et le droit de remplir toute charge privée actuellement établie ou à établir par la loi.

La seconde, le droit d'ester en justice, soit en personne, soit par procureur, comme partie dans une instance quelconque, soit comme demandeur, soit comme défendeur.

La troisième, le droit de porter les armes pour la défense du pays et celui de remplir les fonctions de juré.

Ce que l'on peut reprocher à la plupart de ces peines c'est d'atteindre souvent plutôt indirectement les tiers que l'inculpé lui-même.

Voici maintenant dans quel ordre Livingston avait classé quant aux combattants les degrés de criminalité depuis l'appel jusqu'à l'homicide.

Premier degré. — L'appel en duel ou le défi porté soit verbalement, soit par écrit, soit par message ; et sur la même ligne, l'acceptation de ce défi.

Second degré. — Le duel simple non suivi d'homicide ni de blessures.

Troisième degré. — Le duel ayant occasionné une blessure, lorsque la blessure n'a entraîné ni la mort, ni aucune infirmité incurable.

Quatrième degré. — Le duel suivi de blessures, lorsque la blessure a occasionné une infirmité incurable.

Cinquième degré. — Le duel suivi de mort immédiate ou de blessures ayant causé la mort.

Les peines qu'entraînent ces différents cas sont les suivantes :

La prison étroite (1) et la suspension à temps des droits politiques sont les peines applicables aux coupables des trois premiers degrés. La durée de la prison doit être de deux à six mois pour le simple appel, de six mois à un an pour le combat non suivi de blessure, et d'un an à dix-huit mois pour le cas de blessure n'ayant pas causé une infirmité incurable. La durée de la suspension des droits politiques est fixée, pour le premier cas, à quatre ans : pour le second, à six ans : pour le troisième, à huit ans.

Les coupables du quatrième degré encourent de un à deux ans de prison étroite ; et à la suspension des droits politiques doit être jointe, pour ce qui les concerne, la suspension des droits civils de première et de troisième classe pendant sept ans.

Enfin pour le cas de mort ou de blessure mortelle, la durée de la prison étroite doit être de deux à quatre

1. C'est-à-dire l'emprisonnement cellulaire.

ans et le coupable doit être déchu à toujours, tant de l'exercice des droits politiques que de l'exercice des droits civils de première et de deuxième classe.

Disons de plus que la loi prononce une amende de 50 à 500 dollars et un emprisonnement de trente jours à six mois contre « ceux qui donnent à un autre le conseil de se battre en duel, ou qui emploient des termes de reproche ou de mépris pour faire honte à quelqu'un de n'avoir pas accepté un cartel ou de ne s'être pas battu en duel ».

Elle prononce également une amende de 100 à 1000 dollars, la prison étroite de deux à six mois et la suspension des droits politiques pendant trois ans contre ceux qui portent pour un autre un cartel ou un défi écrit ou verbal, lorsqu'ils ont agi avec connaissance de cause.

Enfin elle applique aux témoins les règles de la complicité.

Telle est la législation de la Louisiane. Si j'ai insisté sur cette législation c'est que j'ai voulu montrer qu'il n'était pas besoin de peines rigoureuses, comme nous en avons toujours eue chez nous, pour combattre le duel. Avec la législation que nous venons d'étudier et où les peines sont, surtout quand on les compare aux nôtres, relativement modérées, Livingston est arrivé en peu de temps à supprimer presque l'usage du duel dans un État où ce préjugé causait pourtant de grands ravages.

CHAPITRE V

I. Autriche-Hongrie. — II. Espagne. — III. Italie. — IV. Portugal. — V. Russie. — VI. Suisse. — VII. Turquie.

I. Autriche-Hongrie. — Il faut remarquer d'abord que dans la classification des faits punissables la loi Autrichienne affecte la qualification de délits aux faits les plus coupables, à ceux pour lesquels nous avons réservé le nom de crimes. Elle range au contraire sous la dénomination de graves infractions de police tous les autres faits qui sortent de la classe des simples contraventions.

C'est dans la première catégorie que le code pénal de 1852 fait rentrer le duel, quelles qu'en aient été les suites.

Le duel est puni de prison. L'emprisonnement a trois degrés : 1^o la prison simple ; 2^o la prison dure ; 3^o la prison très dure. La différence entre ces trois degrés tient surtout à l'isolement qui est plus ou moins grand.

La provocation est punie comme le duel lui-même de six mois à un an de prison (art. 158 et 159).

Dans le cas de blessure la prison est de un à cinq ans (art. 160).

Dans le cas de mort la peine est de dix à vingt ans de prison dure (art. 161).

Remarquons que ces peines sont sévères et même excessives.

Voici d'autre part un article de la loi qui tout d'abord semble excellent et qui doit pourtant aboutir souvent à l'injustice. C'est l'article 162 qui dit qu'en tous cas le provocateur sera condamné à un plus long temps qu'il ne l'aurait été s'il avait été le provoqué. Je dis que ce peut être là une injustice car quel est au fond le véritable provocateur ? Selon la loi qui n'envisage que le délit matériel, le provocateur est celui qui envoie le défi. Mais moralement le véritable provocateur n'est-il pas dans la plupart des cas l'auteur de l'offense, puisque c'est cette offense reçue qui a donné lieu au défi. C'est donc faux que de regarder celui qui a envoyé le défi comme toujours plus coupable que l'autre. Qu'il le soit parfois peut-être. Mais c'est à la sagesse des tribunaux à le discerner alors et non à la loi à en faire une règle générale.

Les tiers que la loi autrichienne incrimine sont punis suivant les résultats du combat. Ainsi ceux qui d'une manière quelconque ont excité les adversaires à se battre sont punis de six mois à un an de prison. Mais si, en outre, leur influence a été effective et qu'une blessure ou la mort s'en soit suivie, la peine est d'un an à cinq ans. (art. 163).

Les témoins sont punis de six mois à un an de prison

et d'après la valeur de leur influence et le mal qui s'en est suivi la peine peut aller jusqu'à cinq ans. (art. 164).

Cette règle qui veut que les tiers soient punis suivant les résultats du combat semble juste en ce qui regarde les témoins car ceux-ci réglant les conditions du combat et le dirigeant peuvent certes beaucoup sur ses résultats. Mais en ce qui regarde les autres tiers incriminés il me semble que c'est aller trop loin que de les rendre responsables des conséquences du duel, blessure ou mort qui ont pu suivre.

En Hongrie, la pénalité du duel que nous trouvons dans le code de 1880 diffère peu de celle que nous venons de voir. Toutefois les peines sont plus douces : ainsi en cas de blessures le maximum est de deux ans de prison d'Etat, en cas de mort de cinq ans.

II. *Espagne.* — Le code pénal de 1870 commence en ce qui touche le duel par un article qui rappelle les pouvoirs qu'avait notre ancien tribunal des maréchaux. Cet article est ainsi conçu : Art. 439 : « Les autorités qui auront connaissance d'un duel projeté procéderont à l'arrestation du provocateur : à celle de l'adversaire si celui-ci a accepté le défi ; ils ne seront mis en liberté qu'après avoir donné leur parole d'honneur de se désister de leur projet ».

« Celui qui manquant déloyalement à sa parole provoquerait de nouveau son adversaire, sera puni d'in-

terdiction temporaire de l'exercice de toutes les fonctions publiques et même de banissement ».

« Celui qui, dans les mêmes conditions, accepterait le duel, sera puni d'exil. »

Il est certain qu'une telle loi qui permet d'opposer au duel, défenseur du point d'honneur, cet autre honneur plus fort encore en nous de la parole donnée, il est certain qu'une telle loi est capable d'arrêter presque tous les duels. Mais il est certain également que chez nous où il est considéré que la liberté ne doit être supprimée que pour des manquements graves, et où chaque jour on s'oppose de plus en plus à la prison préventive, il est certain que chez nous il ne sera jamais permis de constater les résultats d'une telle loi.

Les articles suivants sont ainsi conçus :

Art. 440 : « Celui qui tuerait son adversaire sera puni de réclusion. S'il le blessait il sera puni de la prison correctionnelle. Lorsqu'il n'y aura pas de blessures on punira de détention les combattants ».

Art. 441 : « Au lieu des pénalités signalées à l'article précédent on punira de banissement en cas d'homicide : d'exil en cas de blessures : et d'une amende de 50 à 500 pesetas dans chacun des cas suivants : »

« 1° Le provoqué ou défié qui se battrait pour ne pas avoir obtenu de son adversaire explication des motifs du duel. »

« 2° Le défié qui se battrait parce que son adversaire lui aurait refusé des explications suffisantes

ou une satisfaction honorable pour l'offense encourue ».

« 3° L'offensé qui se battrait pour n'avoir pu obtenir de l'offenseur une explication suffisante ou une satisfaction honorable qu'il aurait demandée ».

Art. 442: « Les pénalités établies à l'article 440 seront appliquées au maximum :

« 1° A celui qui provoquerait le duel sans en expliquer les motifs à son adversaire si celui-ci l'exigeait ».

« 2° A celui qui, ayant provoqué, même avec raison, rejeterait les explications suffisantes ou la satisfaction honorable que lui auraient offertes son adversaire ».

« 3° A celui qui, ayant fait injure à son adversaire, se refuserait à lui accorder des explications suffisantes ou une satisfaction honorable ».

Voici également l'article 447: « On appliquera aussi les lois générales de ce code, et en outre, l'interdiction absolue temporaire de l'exercice de toutes les fonctions publiques »:

« 1° A celui qui provoquerait ou donnerait lieu à un défi ayant en vue un intérêt pécuniaire ou un but immoral ».

« 2° Au combattant qui commettrait la lâcheté de manquer aux conditions établies par les témoins ».

J'ai cité ces articles en entier pour montrer dans quels minutieux détails entre la loi espagnole. Est-ce

là chose nécessaire ; je ne crois point. Il est certain que dans le fait même du duel, en mettant à part les résultats, il est un des adversaires ordinairement plus coupable que l'autre. C'est cette distinction que cherche à faire la loi espagnole. Or je crois qu'il vaut mieux la laisser faire par les tribunaux. En tout ce qui a rapport aux injures, aux défis, aux provocations, on ne pourra jamais assez bien définir, en effet, pour embrasser tous les cas multiples qui peuvent se présenter. A vouloir trop définir on ne fait donc qu'ajouter des difficultés nouvelles : on ne fait qu'entraver la justice au lieu de l'aider.

III. *Italie*. — Le code pénal italien (1) cherche également à établir cette différence de culpabilité entre les adversaires. Ainsi la provocation est punie d'une amende qui peut s'élever jusqu'à 500 livres ; et si celui qui a provoqué a été en même temps la cause injuste et déterminante du fait d'où est sortie la provocation, la peine peut aller jusqu'à deux mois de détention. Mais est exempt de peine celui qui a été entraîné à la provocation par une insulte grave ou un grave outrage (art. 237).

De même le duel est puni, lorsqu'il n'a pas de résultat, de la détention jusqu'à deux mois. S'il est suivi de blessure, de la détention d'un mois à deux ans. Dans le cas de mort de la détention de six mois à cinq ans.

1. Code pénal du 1^{er} décembre 1889.

Or si le coupable a été la cause injuste et déterminante du duel la détention est alors dans le premier cas de quinze jours à quatre mois. Dans le second de trois mois à trois ans. Dans le troisième cas de deux à sept ans (art. 238 et 239).

Egalement les peines sont diminuées d'un sixième à un tiers si le coupable a été entraîné au duel par une insulte ou un grave outrage (art. 240).

Les témoins sont punis d'une amende de 100 à 1.000 francs s'il n'est résulté aucune blessure de la rencontre et de la détention pouvant aller jusqu'à dix-huit mois dans les autres cas ; mais ils sont exempts de peine si avant le duel ils ont fait tout ce qui dépendait d'eux pour concilier les parties (art. 241).

Tous ceux qui ont excité d'une manière quelconque au duel sont punis de la détention d'un mois à un an (art. 244).

IV. *Portugal*. — Dans la législation sur le duel (1) du Portugal à chaque peine de prison est ajoutée une peine d'amende. Et cette amende est proportionnelle aux revenus du coupable : par conséquent une amende d'un mois revient à une amende du douzième des revenus de l'inculpé.

Ainsi la provocation en duel est punie d'un mois à trois mois de prison et d'une amende pouvant aller jusqu'à un mois (art. 381).

1. Code pénal du 16 septembre 1886.

Sont punis de la même peine ceux qui ont discrédité ou injurié publiquement une personne ayant refusé de se battre (art. 382).

Le duel sans résultat entraîne deux mois à un an de prison et une amende correspondante (art. 384).

Dans le cas où il y a eu blessure la peine de prison est de six mois à deux ans avec l'amende correspondante. Dans le cas de mort elle est de un à deux ans de prison avec le maximum de l'amende (art. 385).

Les témoins sont punis de la prison jusqu'à six mois et de l'amende jusqu'à un mois (art. 386).

Voici en outre une clause assez particulière qui dit que si un des incriminés est un employé public, on pourra ajouter la peine de la démission selon les circonstances (art. 388).

Remarquons que cette législation du Portugal qui est récente, puisqu'elle est de 1886, est relativement modérée. Or c'est une remarque que nous pouvons faire pour presque toutes les législations sur le duel, c'est que plus elles sont récentes, plus elles sont modérées dans leur répression. Ainsi nous trouvons dans le code pénal de Hongrie qui est de 1880 des peines infiniment plus douces que dans celui de l'Autriche qui est de 1852. La loi belge de 1867 également n'a guère modifié celle de 1841 qu'en diminuant les peines. Et c'est là chose à retenir pour en faire notre profit ; car ce me semble un effet de l'expérience qui a démontré

à chaque pays qu'une répression modérée du duel était plus efficace qu'une répression sévère.

V. *Russie* (1). — Le duel en Russie est assez rare, mais en même temps ordinairement très sérieux. Comme autrefois chez nous, on ne s'y bat guère que dans la noblesse et dans l'armée. La seule arme pour ainsi dire employée est le pistolet mais avec des conditions si sévères qu'il y a presque toujours mort ou blessures graves. C'est ce qui explique peut-être pourquoi, comme nous pouvons le remarquer, le délit du duel en lui-même est très peu puni, alors que ses conséquences, lorsqu'elles sont graves, sont sévèrement reprimées.

Ainsi la rencontre entraîne seulement une arrestation de trois semaines à trois mois pour le provocateur (art. 1497), et de trois à sept jours pour le provoqué (art. 1502).

Le duel suivi de blessures légères n'entraîne pour le provocateur qu'un emprisonnement de quatre mois (art 1505).

Lorsque les blessures sont graves c'est la détention dans une enceinte fortifiée de deux à quatre ans pour le provocateur ; de huit mois à deux ans pour le provoqué. En cas de mort ces peines sont de quatre ans à six ans et huit mois, et de deux à quatre ans (art. 1503).

1. Code pénal de 1866.

Mais où la loi se montre surtout sévère, c'est lorsqu'il a été convenu entre les combattants qu'ils se battraient à mort; si, par suite d'une telle convention, l'un des deux adversaires a été tué ou mortellement blessé, le coupable est puni, au cas où cette condition a été proposée par lui, de la privation de tous ses droits civils et de la déportation en Sibérie; et, au cas où il a seulement accepté cette condition, de la détention dans une enceinte fortifiée pour un temps de six ans et huit mois à dix ans (art. 1504).

Ce que l'on s'est appliqué surtout à empêcher c'est donc, comme nous l'avons déjà dit, ces duels à mort qui sont si fréquents en Russie. Mais, il me semble que lorsqu'on veut mettre obstacle à des conditions trop dangereuses dans les duels, c'est plutôt sur les témoins qu'il faut sévir que sur les adversaires. En effet, des adversaires qui s'en veulent ainsi à mort ne sont point en état d'écouter la voix de la raison, et sont prêts à passer outre à tous les châtimens; de plus les conditions du duel étant ordinairement débattues entre les témoins, ce sont eux qui doivent surtout en porter la responsabilité.

Or, la loi russe est au contraire plutôt douce pour les témoins. Les témoins qui n'ont point tout fait pour empêcher ou prévenir le combat sont punis, si le duel a eu pour suite la mort ou une blessure mortelle, de la détention dans une enceinte fortifiée de quatre à

huit mois et dans les autres cas d'un emprisonnement de deux à quatre mois (art. 1507).

La loi russe punit également la provocation et le fait d'avoir excité au duel.

VI. *Suisse*. — En Suisse le droit pénal est encore dans le domaine cantonal. Il y a donc vingt-cinq législations différentes, autant que de cantons et demi-cantons souverains. Dans leur ensemble les lois répressives de la Suisse sont sévères pour le due qu'elles voient évidemment d'un mauvais œil. Mais elles sont loin de l'envisager de la même façon (1).

1° Deux cantons d'abord n'ont aucune disposition sur le duel: ce sont ceux d'Appenzelle Rhodes Extérieures et de Genève. Nous ne savons exactement ce qu'il faut conclure de ce mutisme. Il n'existe, en effet, aucune jurisprudence en cette matière, par la raison que, depuis un temps très reculé, il n'y a pas eu de poursuites pour faits de duelsur ces deux territoires.

2° Un deuxième groupe de lois s'occupe bien du duel, mais uniquement pour le soumettre expressément aux dispositions punissant des délits plus généraux et autrement dénommés. Ainsi le code pénal du canton de Vaud prévoit le duel à l'article 247 et le déclare soumis à la plupart des dispositions relatives à la batterie. La loi de Glaris, article 105, fait du

1. Dans les cantons d'Uri, d'Untervalden et d'Appenzelle-
Innerghoden les lois sont rudimentaires et en partie non écrites.

meurtre ou de la lésion corporelle commis dans un duel un cas particulier des atteintes corporelles avec adoucissement de la peine. Celle du Tessin, article 322, plus sévère, dit simplement que la circonstance du duel ne sera une excuse ni pour les auteurs, ni pour les complices du délit d'homicide ou de lésions corporelles. Le code de Soleure fait une assimilation analogue, mais avec diminution de peine quand il y a eu duel réglé. La loi de Saint-Gall aussi, bien que punissant d'une manière indépendante la provocation et le duel sans résultat, soumet dans le cas contraire le délit aux dispositions sur l'homicide et les lésions corporelles tout en autorisant le juge à diminuer suivant les circonstances la durée de la peine et même à adoucir le mode de punition. Le code de Zurich enfin a des dispositions plus compliquées, prévoyant spécialement le duel et ses différentes particularités, tout en permettant, dans certains cas, de s'en référer à la loi sur les lésions corporelles pour la mesure de la pénalité.

3° Les autres lois envisagent le duel comme un délit distinct. Il est puni ordinairement de la détention plus ou moins longue et sévère, quelquefois d'une amende cumulative ou même unique si les suites du combat n'ont pas été graves. A Fribourg, le bannissement vient suivant les cas remplacer ces peines ou s'y joindre. D'une manière générale, le duel est plus sévèrement réprimé dans les cantons très catholiques que dans les autres.

Une loi à remarquer est celle de Zurich qui interdit les associations favorisant le duel et punit ses membres d'une amende de 25 à 100 fr. Cette loi vise certains corps d'étudiants à mœurs germaniques et s'explique par le fait que Zurich, ville d'université, est de plus le siège de l'école polytechnique fédérale.

La plupart des Etats qui envisagent le duel comme un délit particulier punissent la simple entente du combat. Les témoins sont également incriminés sauf dans les cantons de Bâle et de Soleure.

En résumé il y a tendance en Suisse à punir assez largement, mais d'une façon plus ou moins sévère, le duel comme un délit spécial.

VII. *Turquie*. — En Turquie il n'y a pas de loi sur le duel par la raison que le duel y est inconnu. D'où vient cette absence du duel chez les Turcs? Peut-être faut-il l'attribuer à ce fait que les femmes sont cloîtrées dans les harems.

Il est certain, en effet, que si le duel existe, c'est à la femme qu'il faut en grande partie l'imputer. Et je ne veux pas parler seulement là des duels engendrés par des rivalités d'amour, je parle des duels quelle qu'en soit l'origine. Car c'est surtout la femme, en effet, qui a engendré en nous le sentiment du point d'honneur. Et la preuve en est c'est que c'est aux époques et dans les pays où le culte de la femme a le plus dominé, que le sentiment du point d'honneur a été également le plus développé et que le duel a le plus

sévi. Dans les sociétés où l'on a ainsi la préoccupation de la femme, les mœurs reflètent cette préoccupation. Or la femme plus que l'homme vit pour autrui, pour l'opinion d'autrui ; plus que l'homme elle a l'adoration du succès, de la coutume, de la mode. En outre comme elle est faible et peureuse elle est toute disposée à admirer la bravoure qu'affecte le duelliste. Voyez nos romanciers qui ont fait des études sur les passions féminines : pour expliquer l'éclosion d'un amour violent dans le cœur d'une femme, ils n'ont jamais rien imaginé de mieux qu'un duel.

Or chez les Turcs les femmes sont reléguées à l'écart : leurs jugements ne comptent pas et les gens outragés n'ont à tenir compte que de l'opinion des autres hommes. Et il me semble que c'est là, peut-être, la raison dominante de l'absence du duel chez les Turcs.

TROISIÈME PARTIE

Réforme de la législation Française.

I. Duel militaire. — II. Duel civil. — Répression des atteintes à l'honneur. — Interdiction de publicité. — Arbitrage. — Provocation. — Répression du duel. — Témoins. — Juridiction. — Conclusion.

Aidés maintenant par notre étude historique qui nous a donné l'expérience du passé, guidés par les lois étrangères dont nous avons fait l'analyse, nous pouvons aborder l'étude de ce qui serait possible en France à l'heure actuelle, sinon pour supprimer, du moins pour restreindre l'usage du duel.

Comme nous l'avons déjà dit, pour nous, un des moyens les plus efficaces serait de s'appliquer à faire disparaître d'abord le duel dans l'armée. C'est par là, que nous allons donc aborder la question.

I. — Duel militaire. — Voyons d'abord où en est actuellement dans l'armée la question du duel.

Il importe ici de faire une distinction entre le duel pris en lui-même, c'est-à-dire entre la convention de se battre, et l'homicide ou les blessures qui peuvent être les conséquences de la lutte.

Le duel pris en lui-même est un acte qui se rattache à la discipline, à la subordination militaire. Au contraire l'homicide et les blessures se rattachent aux obligations qui sont imposées à l'universalité des citoyens, prohibition de tuer ou de blesser s'appliquant aussi bien aux militaires qu'aux autres citoyens.

Nous devrions donc trouver là deux fautes : une faute contre la discipline et un délit de droit commun. Voyons ce qui en est.

Il y a faute contre la discipline chaque fois qu'un militaire se bat sans autorisation de l'autorité supérieure. Pour pouvoir se battre en duel sans manquer à ses devoirs de soldat, un militaire doit, en effet, en référer d'abord à ses chefs qui peuvent lui octroyer ou lui interdire le droit de se battre. S'il se bat sans en référer ou s'il passe outre à la défense qui lui est faite, il est puni disciplinairement. Remarquons que nous ne parlons là que de duels entre militaires à grades égaux ou entre militaires et civils. Si les adversaires ont des grades inégaux, en effet, ils ne peuvent jamais être autorisés à se battre. En se battant en duel ils manquent donc forcément toujours à la discipline et sont punis dans ce cas particulier très sévèrement.

Quant à l'homicide ou les blessures qui résultent du combat, nous avons déjà dit que ce sont là des infractions de droit commun, et elles ne sont considérées comme militaires qu'à raison de la qualité de leurs auteurs. Elles devraient par conséquent demeurer sou-

mises à l'application du code pénal au même titre que les blessures ou l'homicide commis dans un duel entre non militaires.

Cependant l'extension de la jurisprudence de la Cour de Cassation n'a pas été suivie par les conseils de guerre. A plusieurs reprises la question fut posée, et le ministère public leur demanda d'établir leur jurisprudence. Ils répondirent chaque fois par un acquittement. Et c'est logique : dès l'instant que l'autorité supérieure peut autoriser des militaires à se battre, elle s'interdit par là le droit de sévir ensuite contre eux.

Les conseils de guerre ne sont du reste compétents que lorsque les prévenus sont tous militaires. Dans le cas où la poursuite comprend des individus non justiciables des tribunaux militaires, tous les prévenus indistinctement sont traduits devant les tribunaux ordinaires.

Ainsi, comme nous venons de le voir, le duel dans l'armée n'est jamais considéré comme un délit : dans certains cas seulement il est considéré comme infraction à la discipline. En dehors de l'autorisation prescrite on ne prend donc aucune mesure contre le duel. Est-ce à dire qu'on ne peut rien faire : je ne le crois point.

Et d'abord, bien que ce semble plaider là contre notre cause, il ne devrait pas y avoir, à notre avis, d'autorisation possible. L'autorisation obligatoire pour ne

point manquer à la discipline peut, il est vrai, limiter l'usage du duel. Mais quand même, je le répète, un militaire ne devrait pas pouvoir obtenir de l'autorité supérieure une garantie d'impunité. Le duel devrait toujours être une faute contre la discipline ; car il y a grâce à l'usage actuel une situation trop anormale : c'est celle d'un militaire recevant de son supérieur l'autorisation de faire une chose que la loi défend.

Le duel devrait donc toujours être passible d'une peine disciplinaire, plus ou moins sévère, suivant une distinction que nous ferons plus loin. Et cela serait juste. Le militaire qui a voué sa vie à la défense de la patrie, moins que tout autre, pour une cause particulière, est libre d'en disposer.

Et plus que tout autre pourtant il a le droit et même le devoir d'exiger une réparation lorsque son honneur a été attaqué. Ce sont donc là deux choses contraires qu'il faut concilier et il me semble qu'il n'y a pour cela qu'un seul moyen, c'est l'établissement de tribunaux d'honneur tels que ceux que nous avons vus en Allemagne. De tels tribunaux ont, il me semble, toutes les facilités et toute l'autorité voulues pour arranger les différends. Qu'ils suppriment tout duel : je ne le prétends point ; mais qu'ils en empêchent beaucoup, certes.

Pour forcer les adversaires à s'adresser aux tribunaux d'honneur on pourrait, par exemple, les rendre passibles d'une peine disciplinaire très forte pour le cas où ils se battraient en duel sans avoir recouru d'abord

à ces tribunaux. Dans le cas contraire la peine serait moins sévère ; mais il devrait toujours y en avoir une. Car je ne suis pas partisan de ce qui se passe en Allemagne où nous avons vu que lorsque les adversaires ont été traduits devant les cours d'honneur et que les tentatives de conciliation ont échoué, ils peuvent ensuite se battre en duel sans commettre aucune faute contre la discipline. C'est avoir l'air par là d'approuver tacitement le duel. Or si, à l'heure actuelle, on peut avoir de l'indulgence pour le duel c'est parce qu'on ne vous offre aucun autre moyen de satisfaire votre honneur. Du jour où ce moyen vous est donné, on a le droit de devenir plus sévère.

Nous venons de voir ce qui touche à la discipline. Mais la qualité de militaire n'empêche point, comme nous l'avons remarqué, que le duel ne soit également un délit de droit commun. Nous avons vu que les conseils de guerre se refusent à punir ce délit. On comprend du reste qu'ils hésitent à reconnaître la jurisprudence actuelle. Mais si en place de cette jurisprudence nous avions une loi spéciale sur le duel avec des peines moins sévères et plus appropriées à la répression, je ne pense pas qu'ils se refuseraient alors à l'appliquer. D'autant plus que ce qui les arrête peut-être actuellement, c'est qu'ils sont pour ainsi dire liés dans la plupart des cas par l'autorisation qui a été donnée de se battre.

Il faut donc que le duel en tant que délit de droit

commun soit puni dans l'armée. Il n'est point de raison pour que la qualité de militaire soit une sauvegarde à ce point de vue là. Et pourtant, s'il faut l'avouer, ce n'est point tant par la répression que par l'institution des tribunaux d'honneur que l'on peut espérer voir l'usage du duel disparaître dans l'armée. Et du reste, en général, en ce qui touche le duel, on peut dire qu'on arrivera à un résultat plus en s'attachant à prévenir qu'à punir.

II. *Duel civil*. — Il faut surtout s'attacher à prévenir, venons-nous de déclarer. Avant de voir comment on devrait réprimer le duel, nous allons donc chercher par quels moyens on pourrait empêcher le combat.

Répression des atteintes à l'honneur. — Le meilleur et le plus efficace, celui qui a été la cause première de la disparition du duel en Angleterre, c'est le pouvoir donné aux tribunaux de satisfaire le point d'honneur. La loi, il faut bien le dire, ne nous protège presque jamais contre les atteintes à notre honneur. Il ne rentre pas dans le cadre de notre étude de nous étendre sur ce sujet. Nous voulons seulement en donner un aperçu et pour cela nous empruntons ces quelques lignes à M. E. Sandoz : (1)

« Nous constatons dans la répression légale : impunité

1. *De la protection du point d'honneur devant les tribunaux.*

pour toute atteinte au point d'honneur par tentatives de voies de fait, l'impunité presque complète de la menace, l'impunité assurée d'ordinaire par la jurisprudence à l'expression de tous outrages qui n'affectent pas une forme grossière ou qui ne lèsent point les intérêts de la victime. »

Et lorsqu'il n'y a pas impunité, la peine est dérisoire.

« J'en appelle disait M. Barthe en 1829 à tous ceux qui ont quelque connaissance du cœur humain : la disposition pénale qui frappe de 1 à 5 francs d'amende l'injure grave adressée sans publicité à un homme d'honneur, à son épouse, à sa fille, ne paraît-elle pas une dérision ou plutôt une provocation à se venger par d'autres voies ».

Et, en effet, il y a provocation de la part de la loi qui offre trop de lacunes et qui est insuffisante, provocation de la part des tribunaux qui dans les cas où la loi leur donne le pouvoir de satisfaire notre honneur se montrent trop indulgents : il y a provocation à nous venger par nos propres forces.

On prétend que ce n'est pas dans le caractère français de s'adresser aux lois lorsque l'honneur est attaqué. Il est certain, en effet, qu'il y a des cas où en Angleterre on recourt aux tribunaux alors que nous penserions nous déshonorer en employant ce moyen-là. Ainsi les mœurs anglaises approuvent parfaitement le mari trompé qui s'adresse aux magistrats en vue d'ob-

tenir des dommages-intérêts pour le préjudice causé à son honneur de mari, dommages-intérêts qu'on lui accorde même ordinairement considérables. Certes que dans ce cas, nous ne pouvons comprendre cette façon de satisfaire l'honneur. Mais les Anglais de leur côté ne comprennent pas non plus la nôtre. Et leur sentiment à ce sujet nous est bien donné par cette caricature anglaise représentant un mari trompé se battant en duel avec son rival, et qui reçoit de lui le coup mortel en s'écriant : « Je suis satisfait ».

En France il y a donc, je crois, une catégorie d'injures qu'on n'admettrait pas à l'heure présente qu'on puisse laver autrement que dans le sang. Il faut ajouter que c'est souvent dans le sang de l'outragé, mais cette remarque qui peut avoir de l'effet chez un peuple pratique comme est l'Anglais, n'en a aucun chez nous.

Mais il est mille autres atteintes à l'honneur qu'on a pris l'habitude de venger l'épée à la main, et dont on confierait la vengeance aux tribunaux le jour où l'on saurait que les tribunaux ont le pouvoir et la volonté de vous venger. Je vais même plus loin et je prétends que dans ce cas la répression des injures serait plus efficace. La licence des journaux, par exemple, et je parle des journaux parce qu'actuellement les deux tiers des duels sont engendrés par eux (1), la licence des jour-

1. D'après une statistique de M. Tarde, chef de la statistique au Ministère de la Justice. *Etudes pénales et sociales*, p. 57.

naux n'est certes point réfrénée par l'habitude qu'on a de vider sur le terrain les différends avec eux. Ce n'est pas le plus ou moins grand nombre de duels que s'attire un journal qui peut restreindre sa licence : ces duels sont même la plupart du temps une réclame pour lui. Mais il se montrerait plus circonspect s'il se sentait passible de quelque cent mille francs de dommages-intérêts tel qu'on en octroie en Angleterre. Et je prétends même que dans ce cas, malgré ce qu'on objecte du caractère français, les particuliers certains de trouver une satisfaction suffisante auprès des tribunaux prendraient l'habitude d'y recourir.

Les injures de la presse ne sont point ordinairement de celles dont on dit qu'elles veulent du sang. Si on se bat c'est qu'il est naturel qu'on veuille une satisfaction et on ne peut en espérer aucune autre. Si la loi vous la donnait, on ne se battrait point.

Pour être efficace, et j'y insiste, car c'est la condition primordiale, la répression du duel doit donc être précédée d'une répression sévère des atteintes à l'honneur : « Si le législateur, a dit Bentham, eût toujours appliqué convenablement un système de satisfaction, on n'eut pas vu naître le duel qui n'a été et n'est encore qu'un supplément à l'insuffisance des lois. » (1)

Et j'ajoute même que si l'on ne commence pas par donner cette satisfaction, il est presque inutile alors de

1. *Traité de la légis. civ. et pén.*, tome II. p. 325.

faire une loi sur le duel : il serait moralement trop difficile de l'appliquer. Comment, en effet, reprocher à quelqu'un d'avoir recours à ses propres forces pour se défendre, s'il ne l'a fait que parce que la société avait refusé, elle, de le défendre.

« Jene voudrais pas, disait Jules Janin, vivre vingt-quatre heures dans la société telle qu'elle est établie et gouvernée, sans le duel. Le duel fait de chacun de nous un pouvoir indépendant et fort : il prend la justice à l'instant où la loi l'abandonne ». Et c'est là justement ce qu'il ne faudrait point : il ne devrait pas y avoir d'instant où la loi abandonne la justice.

Interdiction de publicité. — Une autre mesure préventive contre le duel et qui, à mon avis, serait très efficace, c'est l'interdiction qui serait faite aux journaux sous peine d'amende de relater tout procès-verbal, tout compte-rendu de duel. Cette mesure ne serait pas efficace pour tous les duels certainement. Mais elle atteindrait toute une catégorie de duels, ceux qui sont justement les plus honteux et les plus scandaleux et où l'honneur véritable n'est pas en jeu, les duels qui ont lieu dans un but de réclame. Et comme la réclame devient de plus en plus à l'ordre du jour, dans ce but là de plus en plus on se bat également. Pour s'en rendre compte il n'y a qu'à remarquer quel empressement la plupart des duellistes mettent maintenant à se ménager une galerie. Ceux-là ne se battraient point

s'ils savaient qu'il ne pourrait y avoir dans les journaux, la veille, l'annonce de leur duel, le récit le lendemain.

« Quand un habitué de tripot, écrivait Harry Alis, a eu une aventure fâcheuse, quand un journaliste est à bout d'arguments, quand un homme politique est accusé d'escroquerie, il se ménage une rencontre et va sur le terrain : l'honneur est satisfait ». Duels qui ont encore là un but de réclame et qui n'auraient point lieu s'il ne pouvait y avoir réclame par les journaux.

Et il me semble que même les adversaires d'une répression quelconque du duel, et ils sont nombreux, ne pourraient de bonne foi s'élever contre une telle mesure. On pourrait objecter, il est vrai, qu'il y a moins de scandale à relater un duel qu'à relater un crime ou un assassinat quelconque. Mais là n'est pas la question. Nous ne nous plaçons pas au point de vue du scandale, mais au point de vue de l'intérêt des particuliers. Or déjà dans l'intérêt de leur vie morale on interdit aux journaux de donner le compte-rendu des procès en diffamation : dans l'intérêt de leur existence proprement dite, on pourrait agir de même.

Arbitrage. — Nous avons vu dans l'histoire une mesure préventive contre le duel qui à certaines époques a donné d'heureux résultats : je veux parler du tribunal des maréchaux de France. Et certes qu'à l'heure présente si une institution similaire était possible, nous

aurions fait un grand pas vers la disparition du duel. Mais malheureusement c'est là une chose que je crois irréalisable. Où trouver en effet, un tel tribunal ; comment le constituer ?

Sous l'ancien régime on n'avait point eu de difficulté à créer un tribunal d'honneur et voici pourquoi : On n'avait eu qu'à appliquer au duel les moyens préventifs qu'on avait sous la main. Le tribunal des maréchaux, en effet, n'a pas été inventé pour les besoins de la législation sur le duel. Il y avait en France une connétablie avec son appareil de formes coercitives, avec ses archers et ses prévôts, bien avant que l'on ne songeât à l'ériger en tribunal d'honneur. En donnant mission aux maréchaux d'arrêter les querelles à leur source on n'avait donc fait qu'ajouter une attribution nouvelle à celles qu'ils avaient déjà. De plus les maréchaux de France étaient les juges ordinaires de l'armée et de la noblesse. Or le duel à cette époque était l'apanage de la noblesse. Tous les duellistes étaient donc naturellement justiciables du tribunal des maréchaux.

Mais à présent l'usage du duel s'est répandu dans toutes les classes de la société. Comment donc constituer un tribunal d'honneur qui puisse rendre des sentences arbitrales acceptées par tout le monde. Certes les tribunaux ordinaires peuvent punir l'offense. Mais ils ne sont pas à même d'arranger à l'amiable les différends, ce qui serait parfois bien préférable. Et puis quelque loi qu'on fasse, on ne saurait jamais atteindre

toutes les formes multiples de l'injure et de l'offense. Tandis qu'un tribunal d'honneur qui ne serait point lié par des définitions de la loi et qui pourrait user plus d'arbitraire saurait les atteindre.

Mais je le répète, je ne crois pas possible l'organisation d'un tribunal ayant assez d'autorité morale sur toutes les classes de la société pour que les adversaires s'en remettent librement à lui afin de régler leurs différends, et se tiennent satisfaits de ses décisions.

Pourtant il ne faut tout de même point dire qu'on ne peut rien faire en ce sens là. Nous avons déjà vu qu'une telle chose était possible dans l'armée. Egalement tous ceux qui sont groupés en société, corporation, ou assemblée quelconque sont à même de nommer une commission chargée de régler les différends qui surgissent entre leurs membres.

Et il est entre autres une assemblée qui devrait donner l'exemple, car l'exemple serait efficace : C'est la Chambre des députés. Là nous voyons tous les jours des duels qui ne mènent à rien et ne prouvent rien. On se bat parce qu'on n'a pas la même opinion politique. Ne serait-il pas plus digne pour une telle assemblée de tâcher d'arranger les différends autrement. Je sais ce qu'on m'objectera ; que le duel justement est une école de dignité. De sorte que, comme dit Walsh, « la main sur la conscience, voudriez-vous affirmer que la Chambre des députés n'eut pas rétabli le pugilat, si le duel, maître des cérémonies de la civilisation, n'avait

point été là pour la protéger ? » Mais ne peut-on point se demander d'autre part si vraiment le duel l'a si bien protégée.

Dans un projet de loi récent on tentait pourtant de constituer ce tribunal d'honneur que nous prétendons impossible à établir. L'article 9 du projet de loi de Mgr Freppel du 16 juillet 1888 est, en effet, ainsi conçu : « Les offenses, injures, ou atteintes à l'honneur donnant lieu ou prétexte à une provocation en duel pourront être soumises par les parties à l'arbitrage. Les arbitres seront au nombre de cinq, deux au choix de chaque partie présidés par un cinquième au choix des quatre premiers. Le jugement arbitral sera définitif et sans appel. Il devra être reproduit par tous les organes de la presse qui auront mentionné les actes soumis à l'arbitrage : le refus d'insertion sera puni d'une amende de 500 à 1.000 fr ».

Ceci est parfait en théorie. Mais pratiquement je ne vois pas trop quelle autorité et quels pouvoirs on pourrait donner à ce tribunal : je ne vois pas surtout comment on arriverait à obliger les adversaires à s'en référer à lui.

Certes bien des différends ont été heureusement arrangés par l'arbitrage ; mais c'était alors l'arbitrage librement accepté par les adversaires. Et remarquons même que de nos jours il y a grande tendance vers cette solution des questions d'honneur. Et peut-être que la jurisprudence pourrait développer cette ten-

dance en montrant plus d'indulgence pour les adversaires qui ne se seraient battus en duel qu'après avoir échoué dans ce moyen de conciliation.

Provocation. — Nous avons vu que presque toutes les lois punissent la provocation. Tous les auteurs ne sont pourtant pas de cet avis. Ainsi je trouve dans le Code du duel de Verger Saint-Thomas :

« Éliminons d'abord une immense absurdité, la qualification de délit et la pénalité infligées à la simple provocation. Persévérer dans cette voie, serait perpétuer les rancunes, envenimer les querelles, augmenter les duels en les rendant inévitables, et enfin rendre les rencontres plus désastreuses. En effet, une querelle s'élève par suite d'un mot souvent échappé. Si la provocation s'ensuit immédiatement la querelle est suspendue ; elle appartient aux témoins qui peuvent essayer avec succès une réconciliation. Si la provocation retarde, les injures se succèdent, la querelle s'envenime, la provocation arrive enfin, mais le duel est inévitable et alors quelles conséquences peut-on prévoir ! »

Infliger une pénalité à la provocation, ce qui est qualifié ici d'immense absurdité, me semble pour ma part très raisonnable et même nécessaire.

Le plus grand encouragement, en effet, qu'on donne de nos jours au duel est la publicité dont on l'entoure. Plus on arrivera à restreindre cette publicité, plus il

sera facile de combattre le duel. Or punir la provocation, c'est faire en sorte que les adversaires tombent immédiatement sous le coup de la loi : qu'ils ont donc intérêt à cacher, au lieu de l'annoncer comme maintenant à grand fracas, ce qui est devenu dès le début pour eux un délit.

Il faut donc punir celui qui a provoqué : il faut également punir celui qui a accepté la provocation. Mais je trouve pour ce cas la peine de l'emprisonnement disproportionnée avec la faute, et il faudrait, il me semble, se contenter de l'amende.

N'oublions pas également quelle part tient le respect humain dans le duel. On provoque dans bien des cas parce qu'on a peur du mépris et de la raillerie des assistants. Il est donc de toute utilité d'imposer silence à ces assistants et en vue de cela de poursuivre quiconque a excité un tiers à se battre en duel, ou lui a fait reproche en public de quelque manière que ce soit de n'avoir point provoqué ou de n'avoir point accepté une provocation.

Répression du duel. — Il nous faut parler à présent de la répression même du duel. A ce propos deux questions importantes s'offrent principalement : c'est le choix des peines et leur gradation.

A propos du choix des peines, se présente une théorie qui est depuis quelque temps à l'ordre du jour, c'est la

théorie des peines parallèles (1). Voici en quelques mots cette théorie : il y a, dit-on, des délits non déshonorants ; bien plus, un même délit peut être déshonorant ou non suivant le mobile qui vous a poussé. La question s'est donc posée de savoir si dans une législation il ne faudrait point établir deux peines entre lesquelles le juge pourrait choisir selon que le mobile serait plus ou moins déshonorant. Ce sont ces peines qu'on a appelées parallèles.

Cette question a été surtout soulevée par les acquittements nombreux dont ont bénéficié les crimes passionnels. « Si l'opinion publique, a dit M. Garçon, ne s'est pas soulevée d'indignation en face de ces acquittements, n'y a-t-il pas quelque raison cachée qui égare peut-être les consciences des jurés, mais qui explique dans une certaine mesure leurs décisions ? Cette raison n'est pas difficile à découvrir ; ici comme pour le délit politique, c'est le mobile qui distingue les criminels par passion des criminels de droit commun ».

« La conscience publique ne met pas, ne peut pas mettre sur le même pied, traiter de la même façon le mari qui venge son honneur outragé, la fille qui se venge d'un amant qui l'abandonne, elle et ses enfants, et l'assassin qui tue pour voler et par cupidité. Le juge

1. Voir 1° le rapport de M. Garçon sur les peines parallèles : *Bull. Soc. Gén. Prisons*, juin 1893. 2° Les peines alternatives ou parallèles par Andréadès.

sent qu'il faut faire des distinctions, que le coupable mérite une peine mais pas la même que celle qui frappe le voleur, et comme il ne trouve dans la loi ni ces distinctions ni ces peines, il acquitte tout simplement ».

« Je ne sais si je me trompe, mais si le ministère public pouvait dire aux jurés : « Vous avez devant vous un homme qui a commis un crime passionnel : nous ne le confondons pas avec un assassin vulgaire. Mais il a commis un fait grave, dangereux pour l'ordre social, qu'on ne peut laisser sans répression. La loi a prévu son cas ; elle établit une peine spéciale pour ce genre de crimes, peine qui ne déshonore pas, mais qui sert cependant d'exemple, une peine juste parce qu'elle correspond à la nature du crime commis, au mobile qui a armé le bras du coupable ». Si, dis-je, le ministère pouvait tenir un semblable langage, ne serait-il pas souvent entendu » ?

Or, tout ce qui vient d'être dit là sur les crimes passionnels, s'applique identiquement au duel. « Quant au duel, dit M. Garçon, la peine non déshonorante semble créée spécialement pour en assurer la répression et telle est, en effet, la réponse de la plupart des lois étrangères ».

Remarquons que cette théorie a déjà reçu un commencement d'application. D'abord en France, en ce qui regarde les délits politiques. Puis d'une façon plus générale en Italie et en Allemagne.

Ainsi en Italie la réclusion est édictée pour tous les délits contre la foi publique, la propriété, contre presque tous les délits contraires aux us et mœurs de la famille et enfin contre ceux contraires à l'ordre et l'administration publique, et contre l'administration de la justice.

La détention, au contraire, est généralement appliquée aux délits contre la sécurité de l'Etat, et puis à ceux qui par leur nature ou par leur but tendent à sauver l'honneur, ou supposent un sentiment non dépravé. Dans ces délits rentre naturellement le duel.

Le code allemand fait aussi une application de cette théorie en ce qui regarde le duel. En principe, le duel et la provocation au duel sont punis de la détention. Cependant en cas de duel déloyal, celui, dit l'article 207, qui a tué ou blessé son adversaire en violant volontairement les règles traditionnelles ou conventionnelles du duel, sera puni d'après le droit commun. De même est puni de trois ans d'emprisonnement celui qui volontairement et notamment par des marques de mépris aura forcé quelqu'un à se battre avec un tiers.

D'autres législateurs paraissent avoir eu également quelque idée de cette théorie, mais ils n'ont fait que l'entrevoir. Ainsi Livingston disait dans l'exposé de son programme : « Si vous voulez que le duel soit puni il faut que la peine qui l'atteindra, soit proportionnée

avec justice et *non infamante* ». Livingston a donc bien vu qu'il fallait une peine non infamante : mais il semble l'avoir oublié en confectionnant sa loi.

Nous trouvons également une ébauche de cette idée dans l'article 11 de la loi belge qui dit : « lorsque la peine de l'emprisonnement sera prononcée, les tribunaux pourront priver les auteurs et complices des délits commis en duel de tous emplois civils ou militaires, et du droit de porter des décorations ; ils pourront aussi leur interdire l'exercice de tout ou partie des droits mentionnés en l'art. 42 du Code pénal ». Or, c'est là une peine accessoire et facultative pour les tribunaux et voici la raison qui en a été donnée et que nous avons déjà énoncée : « il y a dans ceux qui se battent en duel deux classes qu'il faut soigneusement distinguer. Les uns obéissent à un usage ou à un point d'honneur ; les autres sont des duellistes de profession qu'on peut qualifier de spadassins. La disposition de l'article 11 est destinée à ces derniers ; il n'est pas entré dans la pensée de la Chambre des représentants ni dans celle du Sénat que cette pénalité fût applicable aux premiers ; on doit être frappé de la nécessité d'une pénalité applicable à la classe à laquelle j'ai fait allusion ». La loi belge a donc une tendance, elle aussi, à partager les duellistes en deux classes, pour infliger aux uns des peines plus infamantes qu'aux autres. Mais néanmoins tous restent passibles de l'emprisonnement, peine infamante.

Si la théorie des peines parallèles a des partisans, elle a aussi des adversaires qui soulèvent nombre d'objections. Mais il me semble qu'on ne pourrait vraiment en voir les avantages et les inconvénients que dans la pratique. Avant de la généraliser il serait donc bon d'en faire l'application à quelques cas particuliers.

Or nul cas ne s'offre plus propre à cet essai que le duel. Amende, détention, voilà donc les deux peines que nous proposons pour la répression du duel ; avec faculté pour les juges de changer la détention en emprisonnement et d'y ajouter même l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille de l'art. 42 du Code pénal, lorsqu'il leur paraîtrait que dans les motifs ou dans l'exécution du duel il est quelque circonstance qui leur permette de noter d'infamie les délinquants.

Une autre question qui se pose est celle de savoir à quoi il faut s'en rapporter pour graduer les peines. Actuellement la loi ne considère comme délit que le résultat, homicide ou blessure. Et elle n'incrimine le duel lui-même que comme tentative. Or ceci est faux. Il y a délit dès qu'il y a combat. Il faut, en effet, considérer que le duel a deux faces : c'est d'abord un attentat à l'ordre public, et c'est en nous plaçant à ce point de vue que nous disons qu'il y a délit dès qu'il y a combat ; c'est ensuite un attentat contre les personnes.

Or sous l'ancien régime on se préoccupait princi-

pablement de l'attentat à la paix publique, ou, comme l'on disait alors, du crime de lèse-majesté. Et la peine sous le poids de laquelle on prétendait écraser ce crime était si énorme qu'on se savait plus comment s'y prendre pour différencier le supplice en cas de circonstances aggravantes.

Tout au contraire le Code pénal de 1810, interprété comme le fait aujourd'hui la Cour de Cassation, met de côté le trouble à l'ordre public pour ne voir que les suites sanglantes du duel, le meurtre ou les blessures.

C'est entre ces deux systèmes qu'il faut se placer. Mais en rétablissant l'attentat social au rang qui lui appartient, il ne faut point méconnaître le changement qui s'est opéré dans les mœurs et qui a fait perdre à cet acte de révolte contre les lois une grande partie de son importance. On doit donc modérer la pénalité applicable en cas de simple combat pour faire ressortir ainsi davantage l'aggravation de peine qui résulterait de l'homicide ou des blessures.

Mais quelle doit être la mesure de cette aggravation ? Si l'on s'en tient à la rigueur des principes, on sera conduit à réduire à peu de chose l'influence des suites du duel sur la pénalité. On dira que le délit est tout entier dans le combat, que l'infraction morale est dans la volonté des parties qui recourent à ce moyen-là pour venger leur injure, et que le plus ou moins de gravité des conséquences n'est ordinairement qu'un résultat du hasard.

Mais il faut aussi considérer le côté pratique et adopter le parti qui assure à la loi le plus de chance d'atteindre son but, quand même elle en deviendrait un peu moins rigoureusement conséquente à son principe. Or, il ne faut point que le duelliste puisse se dire : « qu'importe que j'épargne, blesse ou tue mon adversaire, je n'en suis guère plus responsable » Il est donc nécessaire d'établir une grande différence dans la pénalité entre le cas de simple combat, le cas où il y a blessure, et celui où il y a homicide. Et du reste au fond on peut affirmer que cela est juste, car suivant ces divers cas la paix publique est plus ou moins troublée, le dommage social plus ou moins grand.

Témoins. — Faut-il incriminer les témoins comme complices. La jurisprudence actuelle les traite comme tels. Mais c'est que, vu qu'il n'y a pas de loi spéciale, pour les atteindre elle ne peut faire autrement.

Plusieurs lois spéciales frappent néanmoins les témoins des peines sévères de la complicité. Elles partent de ce principe que par ces peines sévères elles intimident les témoins et que les adversaires trouvant ainsi plus difficilement des gens prêts à les assister, c'est par là même mettre une entrave aux duels.

Pour ma part je crois ce raisonnement faux. Je pense de plus qu'une loi ayant à combattre un préjugé doit avant tout s'appliquer à ne point froisser l'opinion publique. Or il est évident que poursuivre dans tous les

cas les témoins comme complices n'est point équitable.

Remarquons que les témoins peuvent beaucoup dans l'arrangement à l'amiable d'un duel. Les parties, en effet, sont dans l'effervescence de la colère ou sous l'influence du préjugé qui les aveugle ; et à côté des menaces de la loi qui les retiennent, elles voient toujours les menaces de l'opinion publique qui les excitent. Les témoins, au contraire, sont de sang-froid : la querelle ne les touche qu'indirectement, et s'ils ne sont pas indépendants de l'opinion publique, ils ont aussi sur elle quelque pouvoir, car elle attendra la plupart du temps leur décision pour se prononcer.

Il y a donc là une force morale que la société doit chercher à faire tourner à son profit. Il faut en vue de cela qu'elle encourage les témoins à faire tous leurs efforts pour arranger l'affaire. Et le meilleur moyen, il me semble, serait d'exempter de toute peine les témoins qui prouveraient qu'avant de se résoudre à assister les adversaires, ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour les concilier : punir au contraire ceux qui ne pourraient faire cette preuve. Mais dans ce dernier cas il serait juste que la peine soit quand même bien moins sévère que pour les duellistes. Comme pour eux il faudrait une distinction entre le simple combat, les blessures et l'homicide. Il est utile, en effet, d'intéresser les témoins à ce que le duel n'ait pas de résultat fâcheux, car ils peuvent beaucoup sur ce résultat. Je ne sais

plus qui disait : « Ce ne sont point les balles ni les épées qui tuent, ce sont les mauvais témoins ».

Juridiction. — Nous n'avons plus qu'une question à examiner mais c'est une des plus importante car, suivant qu'on la résoudra dans un sens ou dans l'autre, il se peut qu'on entrave le bon fonctionnement de la loi et qu'on la rende inefficace. Cette question, c'est le choix de la juridiction.

Faut-il soumettre les infractions au duel au jury : faut-il les soumettre aux tribunaux correctionnels ? Nous avons vu que la jurisprudence actuelle distinguant dans le duel tantôt un délit, tantôt un crime, est forcément amenée à renvoyer les duellistes suivant les cas devant les tribunaux correctionnels ou devant le jury. Une loi spéciale qui ne verrait jamais dans le duel qu'un délit devrait donc logiquement choisir comme juridiction les tribunaux correctionnels.

Cependant il est permis d'hésiter car à un certain point de vue la juridiction du jury semble préférable. Le duel, en effet, n'a de force que par l'opinion ; il serait donc habile de le faire condamner par les représentants légaux de l'opinion. Et certes très grand serait l'effet moral d'une condamnation émanant d'un jury. C'est ce qui faisait dire à Portalis : « Si le jury n'existait point, il faudrait l'inventer pour les besoins de la cause. »

A ne considérer donc que ce point de vue, la juri-

diction du jury semble toute indiquée. Mais malheureusement je crois d'autre part que le jury c'est l'impunité pour les coupables ; ou tout au moins c'est l'espérance de l'impunité. Or comme dit Beccaria : « L'homme tremble à l'aspect des plus petits maux, lorsqu'il voit l'impossibilité de s'y soustraire, tandis que l'espérance, ce doux présent des cieux, qui souvent nous tient lieu de tout, éloigne sans cesse l'idée des tourments même les plus cruels » (1).

Et, en effet, ce qu'il faut avant tout, et l'histoire de duel nous l'a appris, c'est la certitude du châtement. Or à ce point de vue les tribunaux correctionnels nous offrent plus de garantie. Je crois donc malgré tout que c'est cette juridiction là qu'il serait bon de choisir.

Conclusion. — Que de telles mesures préventives et répressives suppriment le duel complètement, encore une fois, je le répète, je ne le crois point. Mais qu'elles le restreignent dans une très large mesure, certes.

Ainsi veut-on savoir ce que la jurisprudence actuelle qui nous a doté d'une loi inapplicable a eu pourtant d'influence sur le duel. Voici une statistique que je trouve dans M. Tarde (2).

1. Beccaria. *Traité des délits et des peines*

2. *Etudes pénales et sociales*, p. 33.

En 1827. . . .	19	morts
1828. . . .	29	—
1829. . . .	13	—
1830. . . .	20	—
1831. . . .	25	—
1832. . . .	28	—
1833. . . .	32	—
1834. . . .	23	—
1839. . . .	6	—
1840. . . .	3	—
1841. . . .	6	—
1842. . . .	7	—
1843. . . .	6	—

Ainsi donc, alors que le chiffre des morts était de 28, 32, 23 etc., l'arrêt de la Cour de Cassation de 1837 le fait tomber subitement à 6, 3, etc.

Voici un résultat concluant et c'est pourtant, je le répète, le résultat d'une loi si fausse qu'on se refuse à l'appliquer. Quel résultat autrement efficace ne pourrait-on point alors attendre d'une loi modérée et qui s'appliquerait non seulement à punir le duel, mais encore à le prévenir.

Vu par le Président de la thèse.

SALEILLE

Vu : le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE. — Historique.

INTRODUCTION

I. Origines du duel	11
II. Le duel judiciaire.	14

CHAPITRE I

Lutte contre le duel judiciaire.

I. Résistance de l'Eglise.	18
II. Ordonnances de Saint-Louis et de Philippe-le-Bel.	21
III. Fin du duel judiciaire.	25

CHAPITRE II.

Répression du duel jusqu'à 1789.

I. De Charles IX à Henri IV.	31
II. Henri IV	34
Ordonnance de 1609.	35
III. Louis XIII.	39
Edit de 1626	44
IV. Louis XIV	49
Tribunal des maréchaux de France.	53
Edit des duels de 1679.	59
V. Successeurs de Louis XIV.	68

CHAPITRE III

Répression du duel depuis 1789.

I. Etat de la question jusqu'en 1837.	71
II. Arrêt de la Cour de Cassation de 1837.	74
III. Conclusion	80

DEUXIÈME PARTIE. — Législations étrangères.

CHAPITRE I

I. Allemagne.	85
II. Cours d'honneur de l'armée allemande.	87

CHAPITRE II

Angleterre	99
----------------------	----

CHAPITRE III

Belgique	108
--------------------	-----

CHAPITRE IV

Louisiane.	127
--------------------	-----

CHAPITRE V

I. Autriche-Hongrie.	139
II. Espagne	138
III. Italie	141
IV. Portugal	152
V. Russie	144
VI. Suisse ,	146
VII. Turquie.	148

TROISIÈME PARTIE. — Réforme de la législation Française

I. Duel militaire.	151
II. Duel civil	156
Répression des atteintes à l'honneur.	159
Interdiction de publicité	160
Arbitrage.	161
Provocation	165
Répression du duel.	166
Témoins	173
Juridiction	175
Conclusion	176

Paris, imprimerie des Ecoles JOUVE et BOYER, 15, rue Racine.
